

Vers une relance du conflit des Malouines ?

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Afrique du Nord, 1,50 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,10 \$; Danemark, 340 F CFA ; Espagne, 8,50 Kr. ; Grèce, 15 dr. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 350 ¥ ; Liban, 2.500 L. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ; Portugal, 60 esc. ; Roumanie, 1.401. ; Royaume-Uni, 15 s. ; Suisse, 1,401. ; Yougoslavie, 15 d.

Tarif des abonnements page 19

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650972 F
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 248-72-23

M. Mitterrand insiste devant le Bundestag sur la coopération militaire entre la France et la R.F.A.

Audaces opportunes

Ce qui frappe le plus l'opinion lors de la signature du traité de coopération franco-allemand du 22 janvier 1963, ce fut l'accolade télévisée du général de Gaulle au chancelier Adenauer. A juste titre : ce geste inattendu, que seul le Gaulle pouvait faire parce qu'il avait incarné aux pires moments de l'histoire franco-allemande ce qui restait d'une France digne de ce nom, exprimait à lui seul tout le traité.

Ses dispositions tenaient à peu de chose : les dirigeants des deux pays se rencontreraient souvent, et ses clauses les plus originales — la coopération militaire — restèrent quasiment lettre morte. Mais tout le monde comprit qu'une page était tournée, et que les relations franco-allemandes se situaient désormais sur un plan nouveau. Beaucoup seraient déjà qu'elles ne seraient plus jamais déterminées par un rapport de forces, et quelques esprits éclairés avaient conscience de la communauté d'intérêts et de destin des deux pays. De Gaulle allait plus loin. Il voulait faire de l'entente franco-allemande une réalité effective. Il fallait que les Français comprennent que l'Allemagne (il avait tenu à le rappeler aux Allemands eux-mêmes) était une « grande nation », que sa contribution à l'histoire de l'Europe ne s'était pas limitée au fer et au feu de trois guerres impitoyables, mais que, comme la France, elle avait apporté au patrimoine de l'humanité un enrichissement dont peu d'autres nations peuvent s'enorgueillir.

« Les deux pays ont créé un espace de civilisation commune », a dit M. Vanzelle, porte-parole de l'Elysée, en présentant les célébrations de ce jeudi et de vendredi, expression qui définit précisément la réussite du traité de 1963.

Les dirigeants français d'aujourd'hui n'en sont pas moins foudrés à rappeler que le traité de Gaulle-Adenauer était une étape, et que « des les années 1946-1947, certains Français et Allemands avaient cherché à ouvrir une espérance ». M. Mitterrand, même s'il exprime quelque scepticisme en 1963, a toujours été de ceux-là.

Etape au regard du passé, la coopération établie en 1963 l'est aussi au regard de l'avenir. Beaucoup regardent à faire. Le mérite de M. Mitterrand et de l'ancien chancelier Schmidt, lors de leur rencontre de février 1982, fut de remettre les pages inexploitées du traité portant sur la sécurité. Audace opportune à un moment redoutable où se conjuguait le manque de cohérence de la stratégie américaine, les nostalgies européennes pour la paix déclinée et des pressions soviétiques, qui n'ont d'égaux que celles qui précéderont en 1954-1955 l'armement de l'Allemagne fédérale. Dans la mesure où l'objectif du Kremlin est de parvenir à l'Europe qu'elle n'a rien à attendre des Etats-Unis pour sa défense, il est essentiel que Paris et Bonn manifestent ensemble détermination et sang-froid.

Une fausse note pourtant : le chancelier Kohl s'adressera, vendredi, à Paris, « aux forces vives de la coopération franco-allemande ». Si MM. Couve de Murville, Messmer et Herzog, responsables en 1963 des activités couvertes par le traité, ont été invités, si les représentants de la C.G.T., dont les mérites à cet égard sont moins évidents, l'ont été aussi, M. Giscard d'Estaing, qui possédait son septennat ouvert « officiellement » pour l'entente franco-allemande, a été oublié. En matière d'occasions politiques, c'est la République française qui a beaucoup à apprendre aujourd'hui de la démocratie allemande.

Arrivé ce jeudi matin 20 janvier à Bonn, M. Mitterrand a pris la parole, en fin de matinée, devant le Bundestag, pour célébrer le 20^e anniversaire de la signature du traité d'amitié franco-allemand. Il avait été accueilli à l'aéroport par M. Genscher, ministre des affaires étrangères ouest-allemand, puis, à la résidence de M. Carstens, par le chef de l'Etat et par le chancelier Kohl, avec lequel il eut un premier entretien après avoir passé les troupes en revue.

Dans son discours, qu'il n'avait pas fini de prononcer au moment où nous mettions sous presse, M. Mitterrand, après avoir célébré « la volonté commune des Allemands et des Français » et avoir rendu hommage aux chanceliers Adenauer et au général de Gaulle, a tout particulièrement insisté sur les clauses du traité relatives à la coopération dans les domaines de la défense et de la sécurité et qui n'ont reçu jusqu'à ce jour que peu d'attention.

M. Mitterrand est accompagné, pour son voyage à Bonn, de M. Pierre Mauroy et de quatre membres de son gouvernement : MM. Chevènement, ministre des relations extérieures, Charles Hernu, ministre de la défense, Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, et M^{me} Edwige Avice, ministre de la jeunesse et des sports. MM. Maurice Faure, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, et Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, font également partie de la délégation officielle.

Après avoir enregistré, en fin de matinée, une émission télévisée commune à TF1 et à la chaîne ouest-allemande A.R.D., le président de la République devait prendre part à un déjeuner offert par M. Carstens.

En fin d'après-midi, le chancelier Kohl devait donner une réception en l'honneur de M. Mitterrand à la Stadthalle de Bad Godesberg, et prononcer à cette occasion, une allocution. Le président de la République doit regagner Paris dans la soirée.

Vendredi, c'est le chancelier ouest-allemand qui rend visite à M. Mitterrand. Attendu à Paris en fin de matinée, M. Kohl doit notamment, après avoir déposé une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu, avoir un entretien avec le président de la République à l'Elysée. Après le déjeuner offert par M. Mitterrand, une cérémonie de commémoration du traité de l'Elysée doit avoir lieu dans le salon Murat du palais présidentiel, au cours de laquelle le chef de l'Etat français et le chancelier ouest-allemand prononceront chacun une allocution.

• L'agitation dans les prisons

Lire page 10
les articles
de PHILIPPE BOUCHER et
BERTRAND LE GENDRE.

• La grève des artistes

Lire page 22
l'article
de CLAIRE DEVARRIEUX.

Les paris perdus de Ronald Reagan

par ANDRÉ FONTAINE

L'impénitence de Jacques Chirac a buté, au cours de son voyage aux Etats-Unis, sur quelques obstacles : il a été bloqué dix minutes dans un ascenseur et, aussitôt après, sa voiture a refusé de démarrer. Le maire de Paris est trop optimiste pour voir dans ces menus incidents les signes avant-coureurs d'un parcours politique particulièrement difficile. Mais ils sont caractéristiques d'une certaine incapacité du pays qui s'est fait gloire de sa présidence efficace à présenter à un V.L.P. veau d'Europe une image absolument impeccable de son fonctionnement. Dieu sait pourtant si, dans les couloirs de l'exécutif, on aime à donner l'impression que tout baigne dans l'huile...

C'est mieux ainsi. Quoiqu'en soit-il, les comités déjà peu ou

par, débarque aux Etats-Unis, est facilement saisi par le sentiment de faiblesse puissance qui se dégage de ces villes lancées à la conquête du ciel, de l'intensité du trafic aérien et routier, de la richesse partout étalée, du dynamisme des cadres civils et militaires, à commencer par Reagan lui-même. La totale réussite de la navette spatiale, avec l'ouverture de la Silicon Valley, où prend forme la nouvelle révolution industrielle, l'aptitude sans cesse renouvelée des descendants des pionniers à faire face aux défis du changement.

Or la médaille, comme vient de nous le rappeler Robert Solé, a son revers. La presse la plus dévouée au credo libéral est la première à décrire les nouveaux visages de la pauvreté américaine. Les soupes populaires se multiplient : dans la région de Cleveland, on en comptait trois il y a deux ans, nous dit le *Wall Street Journal*. Il y en a plus de trente aujourd'hui. Un Américain sur deux vit avec difficulté pour bénéficier de timbres (*Food Stamps*) qui lui permettent de s'approvisionner à prix réduits dans les magasins d'alimentation. Le total de ces timbres coûte par an 11 milliards de dollars au Trésor. Si un cinquième des familles disposent de 41,6 % du revenu total de la nation, il y en a autant, selon *Newsweek*, pour ne se partager que 5,1 % de ce même total.

Le nombre des demandeurs d'emploi atteint maintenant 12 millions, auxquels il faudrait ajouter, d'après U.S. News 1.800.000 personnes « trop découragées pour chercher un emploi ». Le même magazine cite le maire de Salt Lake City : « nous faisons face à rien de moins qu'une tragédie nationale », et publie côte à côte la photo d'une cité de tentes, où vivent, selon ses propres termes, des « nomades qui ne savent où aller », avec un cliché comparable du temps de la grande dépression. Quelque deux millions de personnes errent à bord de caravanes dégingolées à la recherche d'un intouchable boulot. La situation n'est pas meilleure dans les campagnes, où se multiplient, dans un climat très tendu, les ventes de terres hypothéquées. La « fibre morale » dont Eisenhower était si fier, est de plus en plus atteinte. Ne citons qu'un exemple. D'après le *Wall Street Journal*, le coût des vols et fraudes au seul ministère de la défense atteint... un milliard de dollars.

Du coup, les commentaires se font sévères : « La peinture de l'échec plane sur la Maison Blanche de Ronald Reagan », écrit tout sim-

plement le *New York Times*. Le correspondant du *Financial Times* de Londres voit les « vautours s'assembler » autour du palais présidentiel. Pour *Time magazine*, « un développement militaire plus rapide que le pays ne peut supporter, combiné avec des réductions d'impôts si importantes qu'elles engendrent des déficits énormes, pourrait conduire à une stagnation économique totale. Ce qui, en retour, pourrait discréditer la totalité du programme conservateur. Si tel était le cas, Ronald Reagan risque que son mandat ne soit en fin de compte regardé comme un interlude aberrant dans la politique américaine plutôt que comme le début d'un changement significatif dans la direction du gouvernement ».

(Lire la suite page 6.)

DEUX LIVRES SUR LA RÉSISTANCE

Chroniques du temps des F.F.I.

Les F.F.I., c'étaient des loubards avec des uniformes qu'ils s'étaient fabriqués, six galons sur chaque manche, des tractions avant avec des croix de Lorraine, qui pillaient les bureaux de tabac et tendaient les filles sous prétexte qu'elles avaient couché avec des Allemands et pas avec eux.

Image rassurante pour qui a regardé la Libération derrière son bureau ou son comptoir et s'est abouché de n'y avoir point participé. Image partiellement vraie : les faux F.F.I., il y en eut beaucoup.

Les vrais ont continué la guerre ou sont rentrés chez eux. Ils sont devenus garagistes, bistrots, enseignants, paysans ou cheminots, rarement députés, et se contentent de boire un coup ensemble une fois l'an, après un petit tour au monument aux

morts pour saluer les copains disparus.

Ils savent bien, on le leur a assez dit, qu'il aurait mieux valu laisser faire les Américains et les soldats de métier, qui faisaient les choses proprement, sans troubler l'ordre social ni les gens bien nés ni l'ordre politique et ses équilibres subtils.

Robert Escarpit et Gilbert de Chambrun, dans des registres hautement différents ont attendu l'âge des cheveux gris pour raconter leur aventure. Un petit profit au lycée d'Arachon, un aristocrate de souche passé scandalement du côté de la piétaille.

JEAN PLANCHAIS.

(Lire la suite page 11.)

AU JOUR LE JOUR

Présumé innocent des faits anciens qu'on lui attribue, M. Maurice Papon estime que son inculpation pour « crimes contre l'humanité » relève d'une « manipulation politique de la douleur ».

L'ancien ministre a raison : il ne faudrait pas mêler la po-

Douleur

litique à la douleur. Les grandes douleurs sont muettes, et la politique est, parfois, indécence. L'ennuie, c'est que, dans l'histoire, c'est souvent la politique qui a manipulé et saigné l'homme.

BRUNO FRAPPAT.

du 20 Janvier
à 9h
oldes
annuels

à grande
requiem
de Paris
IV ES

مكتبة

La France est malheureuse

par OLIVIER STIRN (*)

Opposition

L'opposition fait de plus en plus parler d'elle. C'est normal : on vote bientôt. Pour Alain Tranchant, l'échec de la majorité est consommé : il ne s'agit plus que de savoir comment se déroulera la sortie, et il étudie à cet effet trois scénarios, celui de l'idéal (démocratique), celui du vraisemblable (politicien) et celui du possible (l'aventure). Pour Olivier Stirn, la solution passe par le projet de société que revendiquent à la fois les socialistes et les réformistes : une social-démocratie à la française. Quant à Jacques de Montalais, il se félicite de la déclaration des six anciens premiers ministres de la V^e République sur le thème du rassemblement nécessaire, mais juge qu'elle devrait les pousser à condamner la politique du pire à laquelle recourt aujourd'hui la droite.

DÉBUT 83, après environ deux ans de pouvoir socialiste, la France est malheureuse.

D'abord, et tous les sondages le confirment, les Français ont pris conscience de la réalité de la crise et savent qu'elle ne sera pas maîtrisée cette année, ni même après. Les experts de l'O.C.D.E. comme ceux du gouvernement le leur confirment. Toutes les économies mondiales sont atteintes par les déséquilibres, le désordre monétaire international, la course aux armements.

La France n'y échappe pas, sa situation étant aggravée par une insuffisance énergétique structurelle, l'insécurité de l'approvisionnement du tissu industriel de transformation, le poids excessif des administrations et des services, la relative insuffisance de compétitivité commerciale.

La seconde raison est qu'elle ne croit plus en un idéal politique. Les communistes sont paralysés par leur recul étonnant, les socialistes déçus par un pouvoir dont ils espéraient tant de changements, les réformistes contrariés d'avoir perdu la confiance en eux-mêmes et se réfugient frileusement dans la droite, celle-ci restant tiraillée entre les ambitions diverses de ses dirigeants. Les Français, tout en mesurant les erreurs et les maladroites de la majorité actuelle, ne veulent pas du retour à l'ancien pouvoir et n'imaginent pas encore une troisième voie. Enfin, nos compatriotes n'ont plus de dessein collectif, voire de rêve. La population, de moins en moins nombreuse par rapport à la population mondiale, a une influence déclinante. La langue française elle-même perd de son rayonnement.

Les Français ont, cependant, une qualité majeure. Au moment où la situation paraît désespérée et inextricable, une espèce de shaker invisible secoue le pays : et celui-ci, comme le champagne, redevient pétillant et incomparable. Une attitude, une démarche, une ambition seront nécessaires.

L'attitude consiste à mettre fin à notre prédilection pour les querelles de Gaulois. Dans un monde en crise, une bonne partie de notre énergie est dissipée en divisions intestines, excessives, manichéennes et démotivantes. La majorité idéale, celle qui existe déjà dans la vie quotidienne et dans de nombreux courants, comprendrait les socialistes et les réformistes d'origines centristes et gaullistes. Elle permettrait le consensus politique. Les communistes, tout en ne s'y reconnaissant pas, en accepteraient certaines orientations. La droite, tout en ne l'approuvant pas, en apprécierait les résultats.

L'échec relatif du socialisme-communisme, les évolutions prévisibles des socialistes, des lois électorales donnant plus de place au scrutin proportionnel, faciliteront le succès d'une telle majorité.

Pour la préparer, le centre ne doit pas avoir un comportement systématiquement hostile, comme le suggère la droite. Tout en critiquant le projet global, il doit approuver telle ou telle réforme conforme à ses convictions. Les socialistes sauront, dès lors, qu'ils existent d'autres perspectives. Le pays progressivement s'habituerait à l'évidence d'un nouveau choix.

La démarche s'analyse dans la préparation d'un projet de société adapté à notre temps, à notre pays et revendiqué à la fois par les socialistes et par les réformistes : une social-démocratie à la française. Après le consensus politique, le consensus social, une espèce de nouveau contrat social, cher à Edgar Faure, pourra être réalisé.

Aux cinq principes qui définissent un régime social-démocrate tels que les a énoncés le philosophe polonais Leszek Kolakowski, la démocratie ouverte, la protection sociale, le respect du libéralisme intégral et du totalitarisme, la promotion de l'égalité des chances par un effort éducatif plus que par les méthodes bureaucratiques, l'attention portée aux laissés-pour-compte, j'en ajouterais trois : la concertation à tous les niveaux, la défense des droits de l'homme, une politique du tiers-monde.

L'ambition est de promouvoir le modèle français. Démocratie libre, généreuse, ouverte aux préoccupations des pays en voie de développement, la France est un symbole dont le monde continue de s'inspirer.

Puissance oculaire, dotée d'une technologie performante dans ses industries de pointe, aidée par une recherche que le gouvernement a raison de privilégier, notre pays demeure bien placé sur la route du progrès. La réussite de la France aura un effet d'entraînement sur les pays de l'Europe occidentale et accélérera leur organisation. Les Français parviendront ainsi à dépasser leurs divisions internes pour faciliter l'épanouissement des pays qui les entourent et donner une chance supplémentaire à l'équilibre et à la paix du monde. En cherchant à concilier la justice avec la liberté, la rigueur avec la générosité, la France peut acquiescer à une raison d'espérer et de vivre.

(*) Ancien ministre, président du Mouvement social-démocrate, député radical du Calvados.

Les six et les autres

par JACQUES DE MONTALAIS (*)

Le nôtre à imposer sur les intentions, souvent louables, et les erreurs, évidemment regrettables, du gouvernement, alors que les problèmes des autres ne sont guère mieux résolus ? A cette différence près toutefois que l'inflation, chez nous, est un mal endémique grâce auquel, trop souvent, nous nous facilitons les choses.

Un comportement démocratique

Seulement voilà. De même que François Mitterrand ne modérera guère l'incompréhensible virulence de ses critiques à l'égard du général de Gaulle, longtemps considéré comme un usurpateur, et qu'il n'a pas assez clairement condamné toute nouvelle guerre scolaire, de même les six premiers ministres ne se sont apparemment pas aperçus que les termes mêmes de leur message impliquent des condamnations du comportement de la droite actuelle.

Il ne s'agit pas de regretter l'existence d'une opposition politique aussi nécessaire dans une démocratie qu'un syndicalisme structuré, quoi qu'en pensent encore trop de chefs d'entreprise. On alors autant prétendre que Solidarité, en Pologne, est aussi une calamité.

Bien sûr, une action syndicale aussi perturbatrice et même troublante, que celle de la C.G.T. en 1982 dans la construction automobile, porte évidemment atteinte par ses excès à l'intégrité nationale dans une conjoncture mondiale assez défavorable. Du moins correspond-elle à l'absence de la C.G.T. et du P.C. dans toute manifestation en faveur de Solidarnosc ou de la libération de l'Afghanistan. De ce côté-là il y a donc une logique.

Mais l'opposition ne voit-elle pas - on ne veut-elle pas voir ? - qu'elle ait elle aussi à l'intérieur du pays par des accusations, des exagérations et des incantations qui sont finalement démolissantes et démobilisatrices ? C'est pourtant bien, ce qui se passe, quand on proclame jour après jour que le socialisme nous ruine, même lorsque la rigueur actuelle

n'a plus grand-chose à voir avec un certain socialisme généreux mais laxiste, et que M. Mitterrand a d'ailleurs admis qu'il ne faisait pas une bible du socialisme à la française.

Dès lors une opposition de cette nature est-elle, bon, de son côté, dans la logique d'une droite qui se veut patriote ? Elle est d'abord plus équitable, et plus utile, en recommandant que le gouvernement se le permette depuis longtemps à avoir, en bloquant les salaires en même temps que les prix. Mais elle se contente de moner sur l'insécurité, la dégradation du niveau de vie que la rigueur allait entraîner.

Autre exemple, très différent mais non moins significatif. Alors que, de mai 1981 à janvier 1983, les allocations familiales pour deux enfants sont passées de 251 à 455 francs par mois (+81 %), et pour trois enfants de 710 à 1.024 francs (+44,2 %), on a pu lire, ceci sous la plume d'un homme aussi sérieux habituellement que Pierre Chassagnon : « Pour M. Mauroy, la famille normale, celle qui est conforme à la norme socialiste, est la famille d'un, à l'extrême rigueur, de deux enfants ; le modèle encouragé en sous-main par l'Etat est celui de la totale décomposition de la société, de l'extinction de la nation en un siècle (1) ». Est-ce admissible ?

Il y a, toujours quelque indécence à pratiquer la politique du pire. Or l'opposition dissimule mal que les malheurs du socialisme, la régression, bien qu'ils soient les malheurs de la France, n'y auraient-ils pas, au bout de trop d'erreurs, ou de fatiâtes, l'exquis retour au pouvoir dont tel déjeunier célèbre fut le symbole ?

En bien ; il y a des déçus du socialisme. Il y a aussi, d'ores et déjà, des déçus de ce jeu-là. D'autant plus déçus que leurs chefs - hormis de défaire tout ce que les socialistes ont fait - ne connaissent pas plus que M. Reagan ou M. Thatcher le moyen d'épargner à leur pays les conséquences de la crise d'adaptation et même de la civilisation dans laquelle le monde industrialisé se débat.

Alors ?... Si l'on réalisait, de ce côté, la déclaration qu'en un jour de sagesse rédigeaient les six :

(1) Le Figaro du 1^{er} janvier.

Trois scénarios pour une sortie

par ALAIN TRANCHANT (*)

SIX mois après son retour au pouvoir en 1958, le général de Gaulle pouvait annoncer aux Français : « La confiance du pays nous a permis de renverser la tendance (1) ».

Un an et demi après son arrivée à l'Élysée, M. Mitterrand est bien incapable d'en dire autant. Aucune courbe des principaux indicateurs économiques n'a été inversée, toutes ont été aggravées. Alors que l'on peut lire parfois quelques comparaisons légères de M. Mitterrand au général de Gaulle, il est utile d'avoir cette idée présente à l'esprit.

Avant de mourir, Pierre Mendès France avait lancé un cri d'alarme dans son *Courrier de la République*, appelant de ses vœux « la plus vite possible, un gouvernement d'efficacité, et non d'idéologie », faute de quoi « le socialisme sera condamné dans l'esprit des Français, et pour longtemps (2) ».

Réserve financière laminée, monnaie dépréciée, endettement extérieur aggravé (3), pouvoir d'achat des Français amputé, protection sociale menacée, confiance ébranlée : l'échec du socialisme à la française est patent.

L'échec étant consommé, le problème pour la France est de sortir du socialisme et, à cet égard, il est permis d'imaginer trois scénarios : l'idéal, le vraisemblable, le possible.

Le scénario de l'idéal, c'est celui de la V^e République, c'est le scénario politique.

En 1969, les affiches électorales de Georges Pompidou expliquaient : « Il tient ce qu'il promet ». On pourrait dire de M. Mitterrand : « Il ne tient pas ce qu'il a promis ». Il faut traduire son discours électoral : changer la vie et faire payer les riches, par diminuer le niveau de vie et faire payer tout le monde.

Parce que les Français n'y trouvent pas leur compte, un divorce s'établit entre le pays réel et le pays rêvé, qui se trouve vérifié dans toutes les élections partielles et qui connaît une illustration éclatante aux municipales de mars 1983, dont l'importance nationale l'emportera sur la signification locale.

Dans cette situation, il n'y a pas d'autre devoir ni d'autre issue que

de recourir au pays. C'est le réflexe gaulliste, c'est le réflexe démocratique.

Le mandat présidentiel de sept ans assure la durée indispensable aux grandes actions nationales, aux grands desseins. Mais la durée n'exclut pas la légitimité. C'est la formule de Maurice Schumann : « Le général de Gaulle lui-même estimait qu'on ne devait pas donner un chèque en blanc, pour sept ans, à un président de la République ; c'est pourquoi il avait institué - et pratiqué - le référendum, qui lui permettait de prendre, de temps en temps, le pouls du pays ».

L'organisation, au printemps 1983, d'un référendum par lequel M. Mitterrand engagerait sa responsabilité devant le peuple et, en cas d'échec, se retirerait.

Ce scénario a connu un précédent célèbre : alors qu'en juin 1968 les élections générales conduisaient au malin de mai et à la dissolution lui avaient donné une immense majorité à l'Assemblée nationale, onze mois plus tard - en avril 1969 - le général de Gaulle tenait à vérifier que son lien avec les Français n'était pas rompu. Le résultat négatif entraîna son départ. Bel exemple démocratique à méditer.

Le scénario du vraisemblable, c'est celui de la IV^e République, c'est le scénario politique.

Après les élections municipales, le pouvoir continue vaillamment, comme si rien ne s'était produit, comme si le peuple - par un vote éminemment politique - n'avait pas entendu sceller le destin de l'expérience socialiste.

Nous sommes en mars 1983. Le pouvoir a les mains libres jusqu'en juin 1986, échéance normale du mandat des députés. La France s'enfonce un peu plus, mais elle a connu d'autres épreuves au cours de sa longue histoire.

M. Mitterrand a conscience qu'il est minoritaire dans le pays. Mais, pour aller au bout de son mandat si ce n'est de l'expérience à laquelle le pays des réduits a déjà imposé des limites, il lui faut organiser en consé-

quence la consultation générale de 1986.

Le général de Gaulle disait : pour dégager une majorité, il faut un scrutin majoritaire. M. Mitterrand se dit : quand on est minoritaire, il faut supprimer le scrutin majoritaire au profit de la représentation proportionnelle. Ce mode de scrutin dont Michel Debret a pu écrire qu'il est « le germe de la décadence (4) ».

La manœuvre est d'autant plus facile que le mode électoral a été inscrit dans la Constitution, même si M. Debret avait - au moment de sa rédaction - souhaité « que la Constitution prohibât la propositionnelle et affirmât le principe du scrutin majoritaire (5) ».

Avec la proportionnelle, aucune majorité ne se dégage des urnes en 1986. Sur l'autel de l'unité nationale, M. Mitterrand ouvre les portes des Palais nationaux à des ambitions non assouvis - dont certaines se dégagent dès maintenant - et achève son septennat en 1988.

Le scénario du vraisemblable a aussi un précédent célèbre : alors que les élections municipales du 19 octobre 1967 assurèrent au Rassemblement du peuple français cinquante-deux chefs-lieux de départements français sur quatre-vingt-dneuf, les tenants de la IV^e République - dont M. Mitterrand - refusent la dissolution de l'Assemblée nationale réclamée par le général de Gaulle, puis évitent un raz de marée du R.P.F. aux élections législatives de 1951 par un truquage : les apparentements. Il faut rien de moins que la menace grandissante de la guerre civile et l'inextricable drame algérien pour que de Gaulle revienne au pouvoir en 1958. Mauvais exemple de politique politicienne à méditer.

Le scénario du possible, c'est le scénario de l'aventure.

Voilà dix ans, Michel Debret expliquait dans son ouvrage *Une certaine idée de la France* : « Nous

(*) Ancien député départemental de l'Union des jeunes pour le progrès et du Mouvement pour l'avenir du peuple français.

(1) Charles de Gaulle, *Discours et messages - Avec le commentaire*, page 65.
(2) Propos rapportés par Raymond Thuillier, *Le Figaro-Magazine* du 29 octobre 1982.
(3) Dans la même chronique, M. Mendès France s'inquiétait de l'« égaration, par nos emprunts, de notre dépendance de pays à monnaie forte ».
(4) Michel Debret, *La Mort de l'Etat républicain*, page 200.
(5) Michel Debret, *Une certaine idée de la France*, page 76.
(6) Id. page 151.

Revue d'études
Palestiniennes

JEAN GENET
Quatre heures à Chatila

Entretien avec Khaled Al-Hassan
YOUAKIM MOUBARAC : La question de Jérusalem (2)

DOSSIER

LES MASSACRES DE SABRA ET CHATILA
LAYLA SHAHID BARRADA : Chronologie et témoignages
ROGER NAB'AA : Du bon usage des bains de sang

CHRONOLOGIE

JEAN-FRANÇOIS LEGRAIN : La guerre israélo-palestinienne (2)

272 pages, 40 F

Abonnement 1 an (quatre numéros), 120 F.
Étudiants (sur justificatif), 90 F.
Règlement au nom des Éditions de Minuit (CCP Paris 180.43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Études palestiniennes
Diffusion :
Les Éditions de Minuit : 7, rue Bernard-Palissy - 75006 Paris

كنايس

Le Monde

étranger

ASIE

Thaïlande

A QUELQUES MOIS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

L'armée s'efforce de conserver son rôle politique

Bangkok. - Le Parlement sera-t-il convoqué en session extraordinaire afin de modifier le mode de scrutin à l'approche des élections législatives qui doivent - en principe - avoir lieu le 12 juin ? Plusieurs députés et sénateurs font campagne pour obtenir les cent soixante-voix nécessaires. Tout porte à croire qu'ils réussissent. Le général Arthit Kamlang-Ek, commandant en chef de l'armée de terre - l'homme fort du pays - n'a-t-il pas très récemment soutenu qu'une telle démarche, susceptible, selon lui, de « renforcer la stabilité gouvernementale », soit faite « sans délai » ?

Ainsi, le général Arthit a probablement interrompu le lent processus qui devait, sous peu, conduire la Thaïlande vers un régime démocratique de plein exercice. Il s'agit, en effet, dans son esprit, de modifier la loi électorale réclamée par certains députés contre la reconduction des pouvoirs des sénateurs nommés par le gouvernement. Ce que d'autres n'hésitent pas à qualifier de « coup d'Etat tranquille ».

C'est en effet à l'échéance du 21 avril, terme du mandat de l'Assemblée nationale, que les clauses prévues de la Constitution de décembre 1978, doivent automatiquement « tomber », que le Sénat - 193 militaires et 32 civils - doit normalement perdre le plus clair de ses pouvoirs, notamment celui de voter la confiance au gouvernement conjointement avec la Chambre des représentants, et celui d'examiner son droit de veto sur les grands dossiers du droit, politiques et économiques. Or l'armée s'engage ainsi sur la voie périlleuse du parlementarisme à l'occidentale.

La caste militaire, dans son ensemble, continue de se méfier des politiciens, persuadée que, si on leur confiait les affaires du pays, le « désordre » et le « chaos » seraient, à coup sûr, au bout du chemin. « La plupart des soldats sont enclins à traiter les politiciens en enfants maladroits qui ont besoin d'être placés sous la tutelle des adultes afin de filer droit », remarquait récemment le Bangkok Post.

Aussi, les militaires jugent-ils nécessaire de contrebalancer par d'autres forces, et singulièrement la leur, le pouvoir des élus. Pour le général Saïyud Kerdphol, commandant suprême de l'armée, « les députés ne doivent pas s'imaginer que, parce que le peuple les a choisis, ils peuvent faire ce qu'ils veulent ». En d'autres termes, le général Arthit dit la même chose : « Les sénateurs nommés et les députés élus sont, au même titre, des représentants du peuple ».

Déjà, en octobre dernier, lorsque le général Prem Tinsulanond, premier ministre, avait annoncé sa décision de ne pas se présenter aux élections législatives, alors qu'il avait envisagé de le faire sous les couleurs du Parti d'action sociale (SAP), de nombreux observateurs avaient expliqué son changement d'attitude

De notre correspondant

par les pressions de certains clans militaires, inquiets de voir l'un des leurs se piquer au jeu de la « politique politique ».

La méfiance des militaires

L'objectif des militaires est on ne peut plus clair : « Placer les intérêts nationaux au-dessus des intérêts partisans », c'est-à-dire céder le moins de terrain possible aux politiciens. Le général Arthit a toutefois promis que le rendez-vous électoral ne serait pas reporté, sauf en cas de « troubles ». L'aggravation du climat social, à la fin de 1982, provoquée par l'augmentation du tarif des transports en commun à Bangkok, la fixation du prix du paddy, la nomination d'un nouveau recteur à l'université de Khon-Kasat et les tensions que ces affaires ont suscitées au sein de la coalition gouvernementale, ont donné à penser que « certains militaires » n'étaient pas étrangers à cette agitation trop bien orchestrée, soucieux qu'ils étaient de créer les conditions favorables à une intervention de l'armée. Le premier ministre avait alors satisfait toutes les revendications, comme s'il voulait éviter l'irréparable.

Une autre occasion - un meilleur « camouflage » - s'offre aujourd'hui aux militaires pour arriver à leurs fins : une réforme électorale. Un certain nombre de députés, membres de petits partis notamment, critiquent le système actuel, fondé sur un scrutin de liste appliqué à de vastes circonscriptions, qui favorise les grandes formations riches en hommes et en moyens, alors

que le système précédent reposait sur le scrutin uninominal dans le cadre de circonscriptions de taille réduite. « Les gens, notamment dans les zones rurales, préfèrent voter pour des personnalités plutôt que pour des partis », assure le général Arthit. Sa réflexion traduit, en réalité, la méfiance des militaires à l'égard d'un mode de scrutin qui faciliterait la naissance de puissantes formations politiques. Mieux vaut diviser pour régner. (...) Cette controverse fournit, en outre, l'occasion aux sénateurs de marchander leur soutien à un changement de la loi électorale contre une prorogation de leurs pouvoirs.

La Thaïlande a-t-elle atteint sa majorité politique ? Peut-être, sans danger, vivre en pleine démocratie ? Un premier ministre élu, à la tête d'un parti politique disposant d'une majorité à la Chambre des représentants, ce serait l'idéal, commentait récemment le quotidien The Nation Review. Mais ne sommes-nous pas en train de poursuivre des chimères ? Déclarer aux militaires, dans les circonstances actuelles, le droit de s'immiscer de près aux affaires du pays, ce serait probablement les pousser à sortir de la légalité. Au reste, cette lutte pour le pouvoir mobilise les énergies de quelques centaines d'initiés seulement. Aucun changement politique de quelque nature qu'il soit ne s'est jamais traduit par un changement de politique. Peut-être est-ce pour cette raison-là que, d'habitude, la population thaïlandaise montre si peu d'empressement à se rendre aux urnes.

JACQUES DE BARRIN.

Afghanistan

Les Soviétiques confirment l'enlèvement d'une quinzaine de conseillers civils par la résistance

L'enlèvement d'une quinzaine de conseillers civils soviétiques au début de janvier près de Mazar-i-Sharif (le Monde du 12 janvier) a été confirmé, mercredi 19 janvier, de source soviétique à Islamabad.

Les personnes enlevées alors qu'elles circulaient à bord d'un minibus travaillant dans une minoterie construite par l'U.R.S.S. à proximité de la ville, qui se trouve non loin de la frontière afghano-soviétique. Les diplomates soviétiques ont déclaré ignorer le sort de leurs compatriotes ; mais, de source occidentale, on pense qu'un des captifs aurait été tué au cours d'une tentative de fuite. Le chef d'un mouvement de résistants, qui affirme détenir les prisonniers le Harakat, a déclaré qu'il souhaitait les échanger contre des dirigeants moudjahidin emprisonnés à Kaboul.

D'autre part, selon l'Agence afghane islamique, favorable à la résistance, une cinquantaine de soldats soviétiques auraient été tués et

treize hélicoptères endommagés au cours d'une attaque par des maquisards de l'aéroport de Jalalabad, à l'est du pays, dans la nuit du 15 au 16 janvier. Une station radar aurait aussi été atteinte. - (A.F.P.)

[Les informations sur provenance d'Afghanistan, de quelque camp qu'elles émanent, doivent toujours être accueillies avec prudence. Les témoignages directs sont rares et les protagonistes de la guerre qui s'y poursuit ont tous tendance à accuser leurs adversaires et à minimiser leurs pertes. Le conditionnel est donc souvent de rigueur. D'autre part, les confirmations ou infirmations, en particulier de la part de « sources occidentales diplomatiques » de Kaboul, Islamabad ou New-Delhi, sont généralement tardives. Ainsi, par exemple, les informations diffusées à la fin de l'année dernière et au début de cette année sur les affrontements à Kaboul ou sur l'attaque de l'ambassade soviétique, ont, avons-nous appris, été exagérément grossies. - F. de B.]

DIPLOMATIE

APRÈS LA VISITE DE M. GROMYKO A BONN

M. Kohl se refuse à jouer les intermédiaires entre Moscou et Washington

De notre correspondant

Bonn. - La visite de M. Gromyko à Bonn a laissé des sentiments mitigés. Tandis que le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, relève avec satisfaction que son homologue soviétique n'a fermé la porte à aucune discussion raisonnable, M. Franz-Josef Strauss déclare qu'il est parfaitement illusoire de s'attendre à ce que les Soviétiques acceptent l'option zéro (pas de fusées à l'Est ni à l'Ouest). Ce qui a frappé dans la démarche de M. Gromyko, c'est que tout en mettant en garde les Allemands contre l'optimisme touchant la négociation de Genève, il s'est montré très patient devant les objections de ses interlocuteurs. Cela suffit pour que le chancelier Kohl trouve « positive » la visite du chef de la délégation soviétique et que M. Vogel, vedette social-démocrate pour les élections du 6 mars, qui s'est entretenu deux heures durant avec M. Gromyko, se dise « confirmé » dans les impressions favorables qu'il avait rapportées de Moscou.

De toute façon, les Allemands ne croient pas que les conversations germano-soviétiques qui viennent de

se dérouler à Bonn représentent le « dernier mot » sur le sujet. Le spécialiste du désarmement des affaires étrangères, l'ambassadeur Friedrich Rüh, part incontinent à Washington pour informer le gouvernement américain du contenu du dialogue germano-soviétique, mais il se rendra début février à Moscou pour continuer à sonder les intentions soviétiques au niveau des experts. Sur ce chapitre, le vice-président du groupe parlementaire S.P.D., M. Horst Ehmke, a suggéré que les Etats-Unis renonceraient à installer des Pershing-2 et se contentent d'implanter en Europe deux cent trente-deux missiles de croisière au lieu des quatre cent soixante-quatre prévus, si les Soviétiques acceptaient de mettre à la ferraille toutes leurs fusées SS-4 et SS-5, ainsi que la moitié des SS-20 pointés sur l'Europe.

La conversation que le chancelier Kohl a eue mardi matin avec M. Gromyko aurait été particulièrement difficile. Commencée par des remarques anodines, elle aurait vite tourné à l'acte d'accusation de la part de M. Gromyko qui aurait reproché aux Etats-Unis d'avoir donné le feu vert à l'invasion du Liban par l'armée israélienne. A quoi le chancelier aurait répliqué, en évoquant pour suivi sur ce ton, le chancelier allemand prenant grand soin de défendre l'allié américain.

M. Kohl a fait remarquer que les trois partis représentés au Bundestag s'étaient prononcés pour l'option zéro et que, si aucun progrès n'était enregistré aux négociations de Genève d'ici à l'automne, il faudrait bien appliquer les dispositions concernant le réarmement de la double résolution de l'OTAN.

M. Gromyko a répondu que la République fédérale était le seul pays qui pouvait influencer les Etats-Unis. M. Kohl a eu beau jeu de rétorquer que son gouvernement ferait tout son possible pour que la négociation de Genève se conclut par un accord (lui-même aurait demandé à M. Reagan de faire un pas en direction des Soviétiques), mais qu'il refusait le rôle d'intermédiaire.

On a relevé à ce propos que M. Gromyko n'avait pas dit que les Soviétiques refuseraient de continuer à négocier si l'automne 1983 n'avait pas apporté de solution à Genève. Pas davantage n'a-t-il envisagé dans cette hypothèse une dégradation des rapports inter-allemands.

Le ministre soviétique, qui s'est envolé mercredi pour Berlin-Est, d'où il rejoindra Moscou vendredi, aura l'occasion d'examiner avec M. Honecker, chef de l'Etat allemand, les relations entre les deux Etats allemands. On constate à Bonn que Moscou et son allié germanique se sont immédiatement accommodés du changement de gouvernement à Bonn et que si les socialistes, volontiers soupçonnés de tentatives neutralistes sous-jacentes, avaient peut-être la préférence du Kremlin, celui-ci ne se départait pas d'une attitude réaliste à l'égard de la nouvelle coalition.

ALAIN CLÉMENT.

M. HUNTZINGER (P.S.) SE DIT « CHOQUÉ » PAR LA « TOTALE IMPUDENCE » DE M. GROMYKO.

Le langage employé à Bonn par M. Gromyko sur les euromissiles « est d'une totale impudence », a déclaré, mercredi 19 janvier à Paris, M. Jacques Huntzinger, responsable des questions internationales au parti socialiste.

Le ministre soviétique veut « faire peur aux Européens en menant la carotte et le bâton », estime M. Huntzinger, qui parlait devant la presse étrangère. « En tant qu'Européen, je suis choqué... Je n'ai pas peur des rodonomades de M. Gromyko et, s'il emploie ce ton, nous sommes capables également d'employer ce ton », a-t-il ajouté.

M. Huntzinger a réaffirmé que la comptabilisation des fusées françaises et britanniques était inacceptable car les SS-20 sont « redondants », c'est-à-dire qu'ils s'ajoutent à d'autres systèmes, ce qui n'est pas le cas des fusées françaises. De plus, selon lui, « dix à quinze SS-20 suffisent largement à équilibrer la force française ». « Nous comprenons l'inquiétude des Soviétiques à l'égard de l'installation des Pershing, a-t-il dit encore, mais qui a commencé ? ».

LA PRESSE ALLEMANDE :

« RIEN DE NOUVEAU »

Le quotidien des milieux d'affaires de Francfort, la Frankfurter Allgemeine Zeitung, écrit ce jeudi 20 janvier : « Il n'y a pratiquement rien de nouveau avec cette visite. Le fait que M. Gromyko se soit montré doux et modéré au cours de sa conférence de presse - contrairement à celle donnée en 1979 à Bonn - est dû autant aux nécessités de la campagne électorale en R.F.A. qu'au changement de climat chez lui en U.R.S.S. après Brejnev ».

Pour le journal munichois (libéral) Sueddeutsche Zeitung, « M. Gromyko n'a pas brisé de porcelaine à Bonn, mais il n'a rien apporté de nouveau de la manufacture de paix moscovite... On pourrait presque croire qu'il existe des divergences au niveau du Kremlin quant à l'étendue des offres de paix à faire à l'Occident, et Gromyko se serait ainsi venu sur les bords du Rhin dans l'unique but de contrarier l'offensive de paix de son chef Andropov ».

TASS CONFIRME LA NOMINATION DE M. VORONTSOV COMME AMBASSADEUR DE L'U.R.S.S. A PARIS

M. Youli Vorontsov a été nommé ambassadeur d'Union soviétique en France, en remplacement de M. Tchervonovskoy, a confirmé l'agence Tass, mercredi 19 janvier (le Monde du 23 décembre).

[M. Vorontsov, âgé de cinquante-trois ans, est entré dans la diplomatie en 1952. Il occupait depuis 1977 le poste d'ambassadeur en Inde, après avoir travaillé à la mission soviétique à l'ONU, puis été conseiller à l'ambassade d'U.R.S.S. à Washington.]

SAMEDI DIMANCHE

Une nouvelle lecture de l'actualité pour le week-end.

M. Tanaka, héros et vilain des Japonais

Après quelque cent quatre-vingts audiences d'un procès qui aura duré près de six ans - du 27 janvier 1977 au 22 décembre 1982 - M. Kakuei Tanaka, impliqué dans « l'affaire Lockheed » qui avait dû démissionner du parti libéral démocrate et dont les jours politiques semblaient comptés, est redevenu l'homme le plus puissant du Japon. Sa chute, son humiliation et son retour en force l'ont grandement marqué. Peut-être symbolise-t-il, dans la conscience collective, le Japon vaincu et humilié renaissant de ses cendres...

Le samedi, Le Monde change la présentation de son édition du 6^e jour, pour vous proposer, pendant le week-end, une nouvelle lecture de l'actualité.

Élargir la couverture de l'information internationale, développer une réflexion de fond sur les événements marquants, présenter les rendez-vous importants de la semaine à venir, telles sont les trois idées directrices qui inspirent ce changement.

Le Monde

Directeur : André Laurens

DERNIÈRE ÉDITION

DIMANCHE 16 - LUNDI 17 JANVIER 1983

1983

Haute au Vol

serrure à 5 points
IZIS - LAPERCHÉ
ou **PICARD**

Matériel
GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier
15/10°
+
4 goujons d'acier
anti-dégondage
+
renforcement
du bâti bois par
1 cornière en acier
+
3 cornières anti-pince
à l'extérieur sur le
pourtour de la porte
+
1 barre de seuil

OFFRE EXCEPTIONNELLE
(limitée)
(au lieu de 3.350 F)
3.000 F TTC
Pose et dépi compris
PARIS-BANLIEUE

PARIS PROTECTION
55, av. de la Motte Picquet
75015 PARIS
566.65.20
CREDIT GRATUIT
3 Vers.

EUROPE

Vers une relance du conflit des Malouines ?

Buenos-Aires préparerait des opérations de harcèlement

Les forces armées argentines s'approprieraient à lancer des opérations de harcèlement contre les unités britanniques stationnées aux Malouines, selon la chaîne de télévision américaine C.B.S., qui cite des sources proches des services de renseignements des Etats-Unis.

On a appris à Buenos-Aires de source diplomatique que l'armée de l'air argentine a déplacé des chasseurs bombardiers vers les bases de Patagonie, plus proches des Malouines. Neuf escadrons de Mirage-III, basés normalement à Córdoba, dans le Nord,

ont été transférés récemment en Patagonie. On confirme à Washington que la marine argentine manifeste une activité accrue dans l'Atlantique sud, mais on ajoute que rien n'indique que Buenos-Aires envisage effectivement des incursions armées sur l'archipel tenu par les Britanniques.

A Londres, les travaillistes contestent les conclusions de la commission d'enquête dégageant les responsabilités du gouvernement Thatcher dans l'affaire des Malouines.

Les travaillistes britanniques contestent les conclusions de la commission d'enquête

Londres. - Il y a deux manières de lire un texte officiel au langage diplomatique et balancé, comme le rapport de la commission Franks (1), qui a été rendu public mardi 18 janvier. On peut, comme M^{re} Thatcher l'a fait devant la Chambre des communes, souligner deux conclusions qui dégageant la responsabilité du chef du gouvernement et de ses ministres dans les événements qui ont conduit à l'attaque des Malouines par les forces armées argentines : « L'invasion des îles Falkland le 2 avril ne pouvait pas être prévue, écrit la commission

Dé notre correspondant
Franks. Nous n'aurions aucune justification en critiquant au blâmant en quoi que ce soit le gouvernement actuel pour la décision de la junte argentine de commettre un acte d'agression non provoquée ».

Popularité intacte pour M^{re} Thatcher

On peut aussi, comme l'opposition travailliste, estimer que ces conclusions ne sont pas la suite logique des considérations énumérées par le rapport et insister sur les diverses fausses manœuvres relevées par les commissaires. Mais il est clair que, à la grande déception des travaillistes, la commission Franks, à laquelle participaient deux de leurs anciens ministres, ne leur fournit pas l'occasion d'une offensive de grande envergure contre le gouvernement conservateur. M. Foot a en beau déplorer « l'effondrement de toute direction efficace », M^{re} Thatcher ne risque pas de voir la popularité gagnée dans la guerre gâchée par les lendemains de victoire.

Il n'en reste pas moins que, selon le rapport Franks, la machine gouvernementale a mal fonctionné au cours des mois qui ont précédé la crise. Ainsi, la politique vis-à-vis des Malouines n'avait-elle pas été discutée en dehors du Foreign Office entre janvier 1981 et mars 1982. La diplomatie britannique a commis des erreurs de jugement sur les intentions des dirigeants argentins, en croyant notamment que ces derniers n'entreprendraient rien tant que dureraient les négociations. Alors que la situation se dégradait à la fin de février 1982, M^{re} Thatcher avait demandé au Foreign Office, le 3 mars, de prendre des mesures d'urgence. Sa requête était restée sans suite.

Toutefois, lord Carrington, l'ancien ministre des Affaires étrangères, qui est le seul membre du gouvernement à avoir donné sa démission à cause de la crise, s'en tire avec les honneurs. Il n'a pas réussi à convaincre ses collègues du cabinet qu'une

formule de location-bail (sur le modèle de Hongkong) constituait une solution politique viable. Il a également été le seul à s'opposer au retrait de l'Atlantique sud du briseglace Endurance. Interprété par les Argentins comme un signe de désintérêt pour les Malouines de la part de Londres, M. Nott, alors ministre de la défense, avait décidé ce retrait pour des raisons d'économies, et il avait reçu le soutien de M^{re} Thatcher.

La conclusion la plus claire qui se dégage de l'historique présenté par la commission Franks est que, pendant des années, les gouvernements conservateurs, n'ont eu aucune politique dans les Malouines. Rejetant à la fois l'abandon de la souveraineté à l'Argentine, que refusait toute la classe politique, et la « forteresse Falkland », qui était jugée au-dessus des moyens de la Grande-Bretagne, ils ont surtout essayé de gagner du temps en poursuivant les négociations.

DANIEL VERNET.

Italie L'INSTRUCTION DE L'AFFAIRE ANTONOV Les enquêteurs estiment détenir de nouveaux indices d'une « filière bulgare »

Le citoyen turc Boehr Celanek, recherché dans le cadre de l'enquête sur l'attentat contre Jean-Paul II et arrêté par les autorités bulgares le 9 décembre dernier, réside actuellement dans un hôtel de Sofia, a-t-on appris mercredi 19 janvier. L'Agence France-Presse a pu le joindre sans difficulté au Park Hotel Moskva par téléphone, de Vienne. Il s'est refusé à toute déclaration, mais, selon des sources informées à Sofia, il séjourne avec sa femme dans cet hôtel en liberté surveillée et a pu accorder une interview à un journaliste turc.

D'une manière générale, deux mois après l'arrestation à Rome de M. Antonov, de nationalité bulgare, accusé de complicité dans l'attentat contre le pape, les enquêteurs italiens indiquent que de nouveaux éléments confirment l'hypothèse d'une participation des services secrets de Sofia. L'avis du substitut du procureur général de la République, qui a recommandé, mardi, le rejet de la seconde demande de libération de M. Antonov (Le Monde du 20 janvier), paraît confirmer que les magistrats italiens disposent de ces indices nouveaux.

La Chambre des députés a élu pour la première fois, mercredi 19 janvier, un commissaire à la présidence de sa commission de la défense, malgré les contestations sur la légitimité du vote soulevées par la démocratie chrétienne. Il s'agit de M. Vito Angellini, élu au deuxième tour par 19 voix contre 18. Le nouveau président a assuré que son parti ne s'opposait pas aux alliances internationales de l'Italie, précisant seulement qu'elle ne doit pas être « un allié passif qui accepte aveuglément les indications d'autres pays ». Le chef du groupe républicain à la Chambre, M. Battaglia, s'est déclaré « consterné » par la nouvelle de cette élection surprise, tandis que le vice-président du groupe démocrate-chrétien, M. Caccia, appelait ses collègues à « redoubler de vigilance ». Les membres démocrates-chrétiens de la commission de défense ont déposé de leur côté une plainte pour irrégularité de vote. — (A.F.P., Reuters.)

Belgique

M. Albert Demuyter, ministre libéral francophone de la région bruxelloise et des classes moyennes, a demandé mercredi 19 janvier à être déchargé de ses fonctions gouvernementales, pour pouvoir se consacrer pleinement à la gestion de la commune d'Ixelles, dont il a été réélu bourgmestre en octobre 1982. Il devait être remplacé ce jeudi par M. Paul Haury, ancien ministre des finances. — (A.F.P.)

Portugal

Le général Eanes pourrait annoncer des élections générales anticipées

De notre correspondant

Le général Eanes, président de la République portugaise, devait recevoir ce jeudi 20 janvier les représentants des partis politiques et consulter une nouvelle fois dans l'après-midi le Conseil d'Etat pour trouver une solution à la crise politique ouverte il y a un mois avec la démission du premier ministre, M. Balsemão. On estime à Lisbonne dans les milieux informés que le général Eanes ne prononcera pour une dissolution de l'Assemblée et la convocation d'élections générales anticipées.

Lisbonne. - Dissoudre l'Assemblée ou permettre à l'Alliance démocratique de former un nouveau gouvernement : telle est l'alternative offerte au président de la République un mois après la démission du premier ministre, M. Balsemão. Le mardi 18 janvier, le général Eanes a consulté le Conseil d'Etat, créé à la suite de la révision constitutionnelle l'été dernier. Cet organe, qui a hérité en partie des pouvoirs de l'ancien Conseil de la révolution, est composé de cinq dirigeants politiques élus par le Parlement, du premier ministre, du président de l'Assemblée, des présidents des gouvernements régionaux de Madère et des Açores et d'un médiateur.

Le général Eanes a reçu, d'autre part, le ministre des finances, le gouverneur et les vice-gouverneurs de la Banque du Portugal, pour savoir si l'économie du pays est en état de supporter une nouvelle période électorale. A l'unanimité, les responsables économiques ont répondu par l'affirmative. Le président de la République s'est également entretenu avec M. Victor Crespo, candidat officiel des partis de l'Alliance démocratique au poste de premier ministre. M. Crespo se présente à l'examen tiré ironiquement un des quotidiens de l'opposition. Un « examen » qui n'a pas été, semble-t-il, très convaincant. M. Crespo a réaffirmé son intention de gouverner jusqu'à la fin normale de la législature, soit jusqu'en octobre 1984. Il n'a pas cependant pu masquer les difficultés qu'il rencontrerait dans le choix de ses éventuels collaborateurs. Une dizaine de personnalités consultées ont successivement refusé le ministère des finances. Et le fâché s'agrandit entre les deux principales formations de la coalition, M. Balsemão a même suggéré à la commission politique de son parti d'intervenir les négociations et de demander formellement au président de la République.

Le général Eanes a reçu, d'autre part, le ministre des finances, le gouverneur et les vice-gouverneurs de la Banque du Portugal, pour savoir si l'économie du pays est en état de supporter une nouvelle période électorale. A l'unanimité, les responsables économiques ont répondu par l'affirmative. Le président de la République s'est également entretenu avec M. Victor Crespo, candidat officiel des partis de l'Alliance démocratique au poste de premier ministre. M. Crespo se présente à l'examen tiré ironiquement un des quotidiens de l'opposition. Un « examen » qui n'a pas été, semble-t-il, très convaincant. M. Crespo a réaffirmé son intention de gouverner jusqu'à la fin normale de la législature, soit jusqu'en octobre 1984. Il n'a pas cependant pu masquer les difficultés qu'il rencontrerait dans le choix de ses éventuels collaborateurs. Une dizaine de personnalités consultées ont successivement refusé le ministère des finances. Et le fâché s'agrandit entre les deux principales formations de la coalition, M. Balsemão a même suggéré à la commission politique de son parti d'intervenir les négociations et de demander formellement au président de la République.

Le général Eanes a reçu, d'autre part, le ministre des finances, le gouverneur et les vice-gouverneurs de la Banque du Portugal, pour savoir si l'économie du pays est en état de supporter une nouvelle période électorale. A l'unanimité, les responsables économiques ont répondu par l'affirmative. Le président de la République s'est également entretenu avec M. Victor Crespo, candidat officiel des partis de l'Alliance démocratique au poste de premier ministre. M. Crespo se présente à l'examen tiré ironiquement un des quotidiens de l'opposition. Un « examen » qui n'a pas été, semble-t-il, très convaincant. M. Crespo a réaffirmé son intention de gouverner jusqu'à la fin normale de la législature, soit jusqu'en octobre 1984. Il n'a pas cependant pu masquer les difficultés qu'il rencontrerait dans le choix de ses éventuels collaborateurs. Une dizaine de personnalités consultées ont successivement refusé le ministère des finances. Et le fâché s'agrandit entre les deux principales formations de la coalition, M. Balsemão a même suggéré à la commission politique de son parti d'intervenir les négociations et de demander formellement au président de la République.

Le général Eanes a reçu, d'autre part, le ministre des finances, le gouverneur et les vice-gouverneurs de la Banque du Portugal, pour savoir si l'économie du pays est en état de supporter une nouvelle période électorale. A l'unanimité, les responsables économiques ont répondu par l'affirmative. Le président de la République s'est également entretenu avec M. Victor Crespo, candidat officiel des partis de l'Alliance démocratique au poste de premier ministre. M. Crespo se présente à l'examen tiré ironiquement un des quotidiens de l'opposition. Un « examen » qui n'a pas été, semble-t-il, très convaincant. M. Crespo a réaffirmé son intention de gouverner jusqu'à la fin normale de la législature, soit jusqu'en octobre 1984. Il n'a pas cependant pu masquer les difficultés qu'il rencontrerait dans le choix de ses éventuels collaborateurs. Une dizaine de personnalités consultées ont successivement refusé le ministère des finances. Et le fâché s'agrandit entre les deux principales formations de la coalition, M. Balsemão a même suggéré à la commission politique de son parti d'intervenir les négociations et de demander formellement au président de la République.

Le général Eanes a reçu, d'autre part, le ministre des finances, le gouverneur et les vice-gouverneurs de la Banque du Portugal, pour savoir si l'économie du pays est en état de supporter une nouvelle période électorale. A l'unanimité, les responsables économiques ont répondu par l'affirmative. Le président de la République s'est également entretenu avec M. Victor Crespo, candidat officiel des partis de l'Alliance démocratique au poste de premier ministre. M. Crespo se présente à l'examen tiré ironiquement un des quotidiens de l'opposition. Un « examen » qui n'a pas été, semble-t-il, très convaincant. M. Crespo a réaffirmé son intention de gouverner jusqu'à la fin normale de la législature, soit jusqu'en octobre 1984. Il n'a pas cependant pu masquer les difficultés qu'il rencontrerait dans le choix de ses éventuels collaborateurs. Une dizaine de personnalités consultées ont successivement refusé le ministère des finances. Et le fâché s'agrandit entre les deux principales formations de la coalition, M. Balsemão a même suggéré à la commission politique de son parti d'intervenir les négociations et de demander formellement au président de la République.

Le général Eanes a reçu, d'autre part, le ministre des finances, le gouverneur et les vice-gouverneurs de la Banque du Portugal, pour savoir si l'économie du pays est en état de supporter une nouvelle période électorale. A l'unanimité, les responsables économiques ont répondu par l'affirmative. Le président de la République s'est également entretenu avec M. Victor Crespo, candidat officiel des partis de l'Alliance démocratique au poste de premier ministre. M. Crespo se présente à l'examen tiré ironiquement un des quotidiens de l'opposition. Un « examen » qui n'a pas été, semble-t-il, très convaincant. M. Crespo a réaffirmé son intention de gouverner jusqu'à la fin normale de la législature, soit jusqu'en octobre 1984. Il n'a pas cependant pu masquer les difficultés qu'il rencontrerait dans le choix de ses éventuels collaborateurs. Une dizaine de personnalités consultées ont successivement refusé le ministère des finances. Et le fâché s'agrandit entre les deux principales formations de la coalition, M. Balsemão a même suggéré à la commission politique de son parti d'intervenir les négociations et de demander formellement au président de la République.

Le général Eanes a reçu, d'autre part, le ministre des finances, le gouverneur et les vice-gouverneurs de la Banque du Portugal, pour savoir si l'économie du pays est en état de supporter une nouvelle période électorale. A l'unanimité, les responsables économiques ont répondu par l'affirmative. Le président de la République s'est également entretenu avec M. Victor Crespo, candidat officiel des partis de l'Alliance démocratique au poste de premier ministre. M. Crespo se présente à l'examen tiré ironiquement un des quotidiens de l'opposition. Un « examen » qui n'a pas été, semble-t-il, très convaincant. M. Crespo a réaffirmé son intention de gouverner jusqu'à la fin normale de la législature, soit jusqu'en octobre 1984. Il n'a pas cependant pu masquer les difficultés qu'il rencontrerait dans le choix de ses éventuels collaborateurs. Une dizaine de personnalités consultées ont successivement refusé le ministère des finances. Et le fâché s'agrandit entre les deux principales formations de la coalition, M. Balsemão a même suggéré à la commission politique de son parti d'intervenir les négociations et de demander formellement au président de la République.

Le général Eanes a reçu, d'autre part, le ministre des finances, le gouverneur et les vice-gouverneurs de la Banque du Portugal, pour savoir si l'économie du pays est en état de supporter une nouvelle période électorale. A l'unanimité, les responsables économiques ont répondu par l'affirmative. Le président de la République s'est également entretenu avec M. Victor Crespo, candidat officiel des partis de l'Alliance démocratique au poste de premier ministre. M. Crespo se présente à l'examen tiré ironiquement un des quotidiens de l'opposition. Un « examen » qui n'a pas été, semble-t-il, très convaincant. M. Crespo a réaffirmé son intention de gouverner jusqu'à la fin normale de la législature, soit jusqu'en octobre 1984. Il n'a pas cependant pu masquer les difficultés qu'il rencontrerait dans le choix de ses éventuels collaborateurs. Une dizaine de personnalités consultées ont successivement refusé le ministère des finances. Et le fâché s'agrandit entre les deux principales formations de la coalition, M. Balsemão a même suggéré à la commission politique de son parti d'intervenir les négociations et de demander formellement au président de la République.

Le général Eanes a reçu, d'autre part, le ministre des finances, le gouverneur et les vice-gouverneurs de la Banque du Portugal, pour savoir si l'économie du pays est en état de supporter une nouvelle période électorale. A l'unanimité, les responsables économiques ont répondu par l'affirmative. Le président de la République s'est également entretenu avec M. Victor Crespo, candidat officiel des partis de l'Alliance démocratique au poste de premier ministre. M. Crespo se présente à l'examen tiré ironiquement un des quotidiens de l'opposition. Un « examen » qui n'a pas été, semble-t-il, très convaincant. M. Crespo a réaffirmé son intention de gouverner jusqu'à la fin normale de la législature, soit jusqu'en octobre 1984. Il n'a pas cependant pu masquer les difficultés qu'il rencontrerait dans le choix de ses éventuels collaborateurs. Une dizaine de personnalités consultées ont successivement refusé le ministère des finances. Et le fâché s'agrandit entre les deux principales formations de la coalition, M. Balsemão a même suggéré à la commission politique de son parti d'intervenir les négociations et de demander formellement au président de la République.

Le général Eanes a reçu, d'autre part, le ministre des finances, le gouverneur et les vice-gouverneurs de la Banque du Portugal, pour savoir si l'économie du pays est en état de supporter une nouvelle période électorale. A l'unanimité, les responsables économiques ont répondu par l'affirmative. Le président de la République s'est également entretenu avec M. Victor Crespo, candidat officiel des partis de l'Alliance démocratique au poste de premier ministre. M. Crespo se présente à l'examen tiré ironiquement un des quotidiens de l'opposition. Un « examen » qui n'a pas été, semble-t-il, très convaincant. M. Crespo a réaffirmé son intention de gouverner jusqu'à la fin normale de la législature, soit jusqu'en octobre 1984. Il n'a pas cependant pu masquer les difficultés qu'il rencontrerait dans le choix de ses éventuels collaborateurs. Une dizaine de personnalités consultées ont successivement refusé le ministère des finances. Et le fâché s'agrandit entre les deux principales formations de la coalition, M. Balsemão a même suggéré à la commission politique de son parti d'intervenir les négociations et de demander formellement au président de la République.

Le général Eanes a reçu, d'autre part, le ministre des finances, le gouverneur et les vice-gouverneurs de la Banque du Portugal, pour savoir si l'économie du pays est en état de supporter une nouvelle période électorale. A l'unanimité, les responsables économiques ont répondu par l'affirmative. Le président de la République s'est également entretenu avec M. Victor Crespo, candidat officiel des partis de l'Alliance démocratique au poste de premier ministre. M. Crespo se présente à l'examen tiré ironiquement un des quotidiens de l'opposition. Un « examen » qui n'a pas été, semble-t-il, très convaincant. M. Crespo a réaffirmé son intention de gouverner jusqu'à la fin normale de la législature, soit jusqu'en octobre 1984. Il n'a pas cependant pu masquer les difficultés qu'il rencontrerait dans le choix de ses éventuels collaborateurs. Une dizaine de personnalités consultées ont successivement refusé le ministère des finances. Et le fâché s'agrandit entre les deux principales formations de la coalition, M. Balsemão a même suggéré à la commission politique de son parti d'intervenir les négociations et de demander formellement au président de la République.

Le général Eanes a reçu, d'autre part, le ministre des finances, le gouverneur et les vice-gouverneurs de la Banque du Portugal, pour savoir si l'économie du pays est en état de supporter une nouvelle période électorale. A l'unanimité, les responsables économiques ont répondu par l'affirmative. Le président de la République s'est également entretenu avec M. Victor Crespo, candidat officiel des partis de l'Alliance démocratique au poste de premier ministre. M. Crespo se présente à l'examen tiré ironiquement un des quotidiens de l'opposition. Un « examen » qui n'a pas été, semble-t-il, très convaincant. M. Crespo a réaffirmé son intention de gouverner jusqu'à la fin normale de la législature, soit jusqu'en octobre 1984. Il n'a pas cependant pu masquer les difficultés qu'il rencontrerait dans le choix de ses éventuels collaborateurs. Une dizaine de personnalités consultées ont successivement refusé le ministère des finances. Et le fâché s'agrandit entre les deux principales formations de la coalition, M. Balsemão a même suggéré à la commission politique de son parti d'intervenir les négociations et de demander formellement au président de la République.

Le général Eanes a reçu, d'autre part, le ministre des finances, le gouverneur et les vice-gouverneurs de la Banque du Portugal, pour savoir si l'économie du pays est en état de supporter une nouvelle période électorale. A l'unanimité, les responsables économiques ont répondu par l'affirmative. Le président de la République s'est également entretenu avec M. Victor Crespo, candidat officiel des partis de l'Alliance démocratique au poste de premier ministre. M. Crespo se présente à l'examen tiré ironiquement un des quotidiens de l'opposition. Un « examen » qui n'a pas été, semble-t-il, très convaincant. M. Crespo a réaffirmé son intention de gouverner jusqu'à la fin normale de la législature, soit jusqu'en octobre 1984. Il n'a pas cependant pu masquer les difficultés qu'il rencontrerait dans le choix de ses éventuels collaborateurs. Une dizaine de personnalités consultées ont successivement refusé le ministère des finances. Et le fâché s'agrandit entre les deux principales formations de la coalition, M. Balsemão a même suggéré à la commission politique de son parti d'intervenir les négociations et de demander formellement au président de la République.

Le général Eanes a reçu, d'autre part, le ministre des finances, le gouverneur et les vice-gouverneurs de la Banque du Portugal, pour savoir si l'économie du pays est en état de supporter une nouvelle période électorale. A l'unanimité, les responsables économiques ont répondu par l'affirmative. Le président de la République s'est également entretenu avec M. Victor Crespo, candidat officiel des partis de l'Alliance démocratique au poste de premier ministre. M. Crespo se présente à l'examen tiré ironiquement un des quotidiens de l'opposition. Un « examen » qui n'a pas été, semble-t-il, très convaincant. M. Crespo a réaffirmé son intention de gouverner jusqu'à la fin normale de la législature, soit jusqu'en octobre 1984. Il n'a pas cependant pu masquer les difficultés qu'il rencontrerait dans le choix de ses éventuels collaborateurs. Une dizaine de personnalités consultées ont successivement refusé le ministère des finances. Et le fâché s'agrandit entre les deux principales formations de la coalition, M. Balsemão a même suggéré à la commission politique de son parti d'intervenir les négociations et de demander formellement au président de la République.

Le général Eanes a reçu, d'autre part, le ministre des finances, le gouverneur et les vice-gouverneurs de la Banque du Portugal, pour savoir si l'économie du pays est en état de supporter une nouvelle période électorale. A l'unanimité, les responsables économiques ont répondu par l'affirmative. Le président de la République s'est également entretenu avec M. Victor Crespo, candidat officiel des partis de l'Alliance démocratique au poste de premier ministre. M. Crespo se présente à l'examen tiré ironiquement un des quotidiens de l'opposition. Un « examen » qui n'a pas été, semble-t-il, très convaincant. M. Crespo a réaffirmé son intention de gouverner jusqu'à la fin normale de la législature, soit jusqu'en octobre 1984. Il n'a pas cependant pu masquer les difficultés qu'il rencontrerait dans le choix de ses éventuels collaborateurs. Une dizaine de personnalités consultées ont successivement refusé le ministère des finances. Et le fâché s'agrandit entre les deux principales formations de la coalition, M. Balsemão a même suggéré à la commission politique de son parti d'intervenir les négociations et de demander formellement au président de la République.

ISTH depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
FORMATION DE TRANSITION
VERS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
Méthodologie écrite et orale - Renforcement en langues vivantes
SCIENCES PO
• Entrée en AP • Admission directe en 2^e Année
• Cours du jour Janv. à Juin • Cours du soir Fév. à Juin
AUTEUIL 6, Av. Léon-Huez - 75016 Paris - Tel. : 224.10.72
TOLBIAC 83, Av. d'Italie - 75013 Paris - Tel. : 585.59.35

Djeddah
Tous les lundis et mercredis,
départ 20 h 50 d'Orly-Sud, arrivée 7 h 45 via Vienne.
Choisissez la qualité !
En Première classe comme en classe Touriste,
Austrian Airlines vous offre un service de
haut niveau. Et le confort de ses DC9.
AUSTRIAN AIRLINES
Austrian Airlines, Orly-Sud. Réservations : 266.34.66

Radio France internationale
un micro, mille cultures

SERVICE MONDIAL EN FRANÇAIS
Journaux internationaux tous les quarts d'heure de 4 h à 8 h (*).
Journaux repris de France-Inter à 7 h, 12 h et 18 h.
Magazines d'information : Club de la presse du tiers-monde, Cerefour, RFI hebdo, Futur, Intertropiques, Afrique sports, Mondial sports, Priorité santé.
Magazines culturels : Dialogues, Interlignes, l'Echappée belle, Canal tropical.

VERS L'AFRIQUE ET L'OCEAN INDIEN
16 heures et demi d'émissions en français
1 heure en anglais à 16 h
1 heure en portugais à 16 h.

VERS L'EUROPE ET LA MEDITERRANEE
15 heures d'émissions en français
1 heure en allemand à 18 h
1 heure en espagnol à 22 h
1 demi-heure en polonais à 5 h 45 et 17 h 30.

VERS L'AMERIQUE LATINE
3 heures d'émissions de 22 h à 1 h du matin
1 heure en français
1 heure en espagnol
1 heure en brésilien.

VERS L'AMERIQUE DU NORD ET LES ANTILLES
5 heures d'émissions en français de 12 h à 17 h.
(* Les heures sont indiquées en temps universel.)

Radio France internationale
un micro, mille cultures
BP 95 16 Paris 16^e - Tél. 230.30.71.

مكتبة

PROCHE-ORIENT

Egypte

Le procès du frère du raïs assassiné « Le nom de Sadate est-il devenu une malédiction pour ceux qui le portent ? »

Correspondance

Le Caire. — M. Jihane El-Sadate, inscrit « irrégulièrement » à l'Université, son fils Gamal diplômé « par complaisance », son frère Esmat et ses enfants impliqués dans diverses histoires de corruption et de malversations : il ne se passe plus de jours au Caire sans qu'un nouveau scandale ne vienne éclabousser la famille Sadate et ternir un peu plus, par ricochet, l'image du raïs assassiné.

L'Université égyptienne n'a pu publier un communiqué très clair sur le cursus universitaire « normal » de M. Sadate, les avocats du frère cadet ont beau relever toutes les contradictions des témoignages, le mal est fait et, quelles que soient les décisions qui seront prises par la justice égyptienne, la famille de l'ancien président restera perçue pour toujours marquée par ce déballage un peu sordide.

Il est vrai que par son comportement tout au long du procès devant le tribunal de l'éthique qui le juge pour « trafic d'influence » et « corruption », Esmat El-Sadate n'a rien fait jusqu'ici pour s'attirer la sympathie de l'opinion publique. Sommé d'expliquer comment, parti de rien, il a réussi à se retrouver en tête d'une fortune évaluée par le procureur général à 124 millions de livres égyptiennes (150 millions de dollars), Esmat El-Sadate entouré de ses deux fils Talat et Galal et soutenu par son frère cadet, a passé le plus clair de son temps à nier, à nier avec ironie, tan-

sôt avec humeur, les charges retenues contre lui. Depuis quelques jours cependant, les accusations se sont faites plus précises et la qualité des témoins n'y est pas étrangère. Le major général Abdel Hamid El-Saghir, ancien directeur du département des stupéfiants, est venu ainsi dire à la barre que, selon les informations en sa possession à l'époque, Esmat El-Sadate était l'un des deux principaux chefs de gang de la drogue avec Ali Chafie (thé depuis à Londres), ancien secrétaire particulier du maréchal Amer. Mais pour le général, Esmat est toujours resté hors d'atteinte parce que, « comme tous les gangsters, il n'hésitait pas à sacrifier les gens qui travaillaient avec lui ».

M. Saad Akl, membre du Conseil consultatif et ancien secrétaire général du gouvernement d'Alexandrie, a de son côté, évoqué une visite de Talat, qui lui aurait promis 150 000 livres (170 000 dollars) s'il l'aiderait à conclure l'achat d'un terrain d'Etat. « Je l'ai jeté hors du bureau », a-t-il expliqué à la cour.

Le même Talat aurait par ailleurs échappé à la conscription en dépit d'un triple échec en dernière année de licence de droit. Il est vrai que, selon un secrétaire général adjoint du gouvernement d'Alexandrie, autre témoin, il passait plus de temps à s'occuper de ses affaires au port d'Alexandrie que sur les bancs de la faculté.

On a vu aussi le président de l'organisme des téléphones, Ahmad Kamal, expliquer comment la famille d'Esmat avait réussi à obtenir un nombre exceptionnel de téléphones électroniques installés notamment dans les voitures particulières. La plupart des autorisations, selon le dernier témoin, furent données par le ministre des communications, Soliman Mervalli, et l'ancien président du téléphone Attia Sidki. Pour l'heure, l'organisme du téléphone attend que soit honorée une facture de 15 000 dollars qui couvrirait les frais de 95 lignes de téléphone, des 10 lignes de télex, des 10 voitures munies de téléphone et des... 5 talkies-walkies dont disposait l'ensemble de la famille.

L'intégrité

du président Mubarak

A ces accusations comme à celles d'avoir acheté de l'acier pour le rénové avec commission ou d'avoir importé de la viande non abattue conformément à la législation islamique, la famille répond qu'elle a toujours agi selon la procédure normale.

Devant la tournure des événements, la famille a commencé à se fléchir. Au terme d'une séance particulièrement animée, les avocats de la défense se sont retirés, lundi dernier, et ont été aussitôt remplacés par cinq autres avocats commis d'office. Contestant la présence de ces derniers, qui « ne connaissent rien au dossier », Esmat et ses deux fils, après avoir tourné le dos à la cour, ont refusé, mercredi, de se présenter devant le tribunal. Pendant ce temps, les autres fils d'Esmat, présents dans la salle, se moquaient ouvertement des avocats commis d'office et s'attaquaient quelques sèches réparties du président.

Tout ce linge sale étalé en public, notamment dans une presse d'opposition qui n'a jamais été aussi libre depuis la chute de la monarchie, n'est pas du goût de tout le monde. Comme l'a relevé M. Charakoui, avocat du frère cadet du raïs assassiné, « le nom de Sadate est-il devenu une malédiction pour ceux qui le portent ? ». Des mises en garde auraient d'ailleurs été adressées, en haut lieu à certains responsables de l'opposition pour leur demander de maintenir le débat à un « niveau honorable ».

Il n'est pas moins que, en permettant à la presse gouvernementale et d'opposition de rendre compte largement de ce procès, dont le teneur eût été d'ailleurs proprement impensable à l'époque du raïs défunt, le président Mubarak confirme sa réputation d'homme en tigre soucieux de lutter contre la corruption, le népotisme ou le trafic d'influence. Si, dans le passé, certains hauts fonctionnaires responsables ont pu montrer quelque complaisance à l'égard des dirigeants ou de leurs familles, un procès comme celui d'Esmat-El-Sadate devrait les amener à se montrer beaucoup plus prudents et respectueux de la loi.

MOUNA EL-BANNA.

DANS DEUX NOTES ADRESSÉES A L'ONU

La Syrie s'estime menacée par les « visées agressives » d'Israël

M. Abdel Hamlin Khaddam, vice-président du conseil et ministre syrien des affaires étrangères, a critiqué, mercredi 19 janvier, les « déclarations agressives » des autorités israéliennes qui, selon lui, contiennent « des menaces directes d'utiliser la force contre des installations de la défense aérienne en Syrie ».

Dans des messages adressés au président du Conseil de sécurité de l'ONU et au secrétaire général des Nations unies, M. Khaddam souligne la « gravité » de ces déclarations israéliennes. Il a ajouté qu'Israël a toujours utilisé de telles déclarations, en citant les mêmes prétextes, comme prélude à ses agressions contre les pays voisins, comme ce fut le cas avant l'invasion et l'occupation de certaines parties du Liban, et le bombardement du réacteur nucléaire de Tirok. M. Khaddam a également insisté sur le fait que « ces déclarations donnent l'impression qu'Israël a l'intention de déclencher des actes agressifs contre la Syrie ». Le chef de la diplomatie syrienne a annoncé que « le gouvernement syrien se réserve le droit de soumettre ce problème au Conseil de sécurité de l'ONU au cas où les menaces agressives israéliennes se poursuivraient ».

Les dirigeants militaires israéliens avaient accusé, le 4 janvier, la Syrie de construire de nouvelles bases de missiles sol-air destinées à recevoir des fusées soviétiques Sam-5. Cette information avait été confirmée lundi dernier par les services de renseignement américains, qui avaient précisé qu'une douzaine de ces missiles avaient déjà été livrés à la Syrie.

M. SHAMIR : la menace « d'infiltrations terroristes »

Le récent renforcement de la défense anti-aérienne syrienne a été confirmé mercredi par les services, organe du gouvernement israélien, qui ont accusé les Etats-Unis de « nier à la Syrie, Etat arabe souverain, son droit à la autodéfense ».

Le ministre des affaires étrangères israélien, M. Itzhak Shamir, a

insisté sur la mise en place de stations « temporaires » de pré-alerte au Sud-Liban, dans une interview accordée mercredi à la radio israélienne. « Si nous avons demandé la mise en place de stations israéliennes de pré-alerte, ce n'est pas pour céder », sur cette question, a-t-il déclaré, ajoutant que les militaires israéliens ne seraient présents dans ces stations que « pour une période limitée ». Cette période, a-t-il précisé, peut faire l'objet des discussions entre Israël et le Liban, « avec la participation des Etats-Unis ». Il a estimé qu'elle pouvait être de « quelques années ou [durer] jusqu'à ce qu'un accord de paix soit conclu avec le Liban ».

Le ministre a également envisagé une collaboration militaire israélienne pour faire face à la menace « d'infiltrations terroristes » en territoire israélien et d'une nouvelle dégradation de la situation dans le Sud-Liban. Selon M. Shamir, « le Liban, avec ses propres forces, ne peut à lui seul, présentement, faire face à ces dangers ». (A.F.P.)

Universités contre Grandes Ecoles

Les Français sont persuadés que les Grandes Ecoles préparent mieux à la vie professionnelle que les universités.

Est-il exact que l'on travaille mieux dans les Grandes Ecoles ?

Que peuvent faire les universités face à l'hyper-sélectivité des Grandes Ecoles ?

Quels sont les critères de sélection des employeurs ?

Quelles sont les chances des 900 000 jeunes des « universités-parking » face aux bêtes à concours de l'E.N.A., de l'X et d'ailleurs ?

Faut-il, pour modifier cet état de fait, professionnaliser à outrance les universités ?

Ce défi lancé par les « facs » aux Grandes Ecoles ne risque-t-il pas de pénaliser la recherche fondamentale et l'esprit critique ?

DES DIPLOMES CONTRE LA CRISE

Une analyse à lire absolument cette semaine dans

LE NOUVEL
observateur
EN VENTE DES VENDREDI

(Publicité)

CLIF MONDE ARABE

session de 100 heures

ARABE MODERNE

ARABE MAGHRÉBIN

21 février - 30 juin 1983

148, rue du Faubourg Saint-Denis

75010 PARIS

Tél. : 239-45-48 et 239-18-88

14 heures à 19 heures

AMÉRIQUES

LES ENTRETIENS DU PREMIER MINISTRE JAPONAIS A WASHINGTON

Les Américains n'ont obtenu aucune concession nouvelle de M. Nakasone

De notre correspondant

Le premier ministre japonais, M. Nakasone, devait quitter Washington ce jeudi 20 janvier au terme d'une visite officielle de trois jours aux Etats-Unis. Au cours d'une conférence de presse donnée avant son départ, il a implicitement admis qu'il n'avait fait aucune promesse au président Reagan quant à des concessions nouvelles du Japon dans le domaine commercial.

Washington. — Les dirigeants américains attendaient avec impatience le nouveau premier ministre japonais, M. Nakasone, venu à Washington du 17 au 20 janvier. Pour le féliciter des mesures libérales échangées et militaires prises dès le début de son mandat, mais surtout pour lui demander d'aller plus loin.

Il n'en a rien obtenu sur le champ. C'est la patience, précisément, que M. Nakasone était venu chercher à la Maison Blanche et au Congrès, faisant comprendre à ses interlocuteurs que de vives résistances se manifestent dans son pays et que les élections approchent. Mais la bonne volonté de cet ami de l'Amérique a été remarquée et saluée. Un rapport personnel de confiance s'est instauré avec M. Reagan, qui a été invité à se rendre à Tokyo.

Seule décision concrète : un groupe de travail sur la coopération énergétique sera constitué. Probablement en vue de fournir au Japon du pétrole de l'Alaska, moins cher que celui du Proche-Orient. Cela permettrait du même coup de réduire le déficit du commerce bilatéral, qui a atteint 20 milliards de dollars l'an dernier au détriment des Etats-Unis. Mais un tel marché nécessiterait la révision d'une loi américaine de 1979 (Export Administration Act), qui réserve le pétrole de l'Alaska à la consommation intérieure. Pour rassurer Washington, le premier ministre japonais a vanté l'« alliance » entre les deux pays, malgré les réactions chez certains de ses compatriotes. Il a reconnu, dans une interview au Washington Post, que le Japon doit restreindre désormais son expansion économique « pour ne pas s'isoler du reste du monde », comme il l'avait été, à cause de ses ambitions militaires, y à quarante ans, M. Nakasone s'est prononcé également en faveur du renforcement de la défense de son pays, souhaitant le voir devenir « un porte-avions incoûtable ». Le Japon, selon lui, doit être capable d'interdire aux bombardiers soviétiques le passage incontrôlé de sous-marins et de sous-marins de communication océaniques sûrs à plusieurs centaines de milles de ses côtes.

En prenant congé de son visiteur, M. Reagan a fait allusion à « quelques premiers pas » accomplis pour réduire le déséquilibre du commerce bilatéral, mais sans préciser les bilatéraux, mais sans préciser les bilatéraux, mais sans préciser les bilatéraux. Il a surtout réitéré à M. Nakasone des mesures concrètes. « Pour prouver au peuple américain les bonnes intentions de nos partenaires commerciaux japonais, lui a-

t-il dit, rien ne vaudrait mieux que des progrès tangibles [...] dans la levée d'obstacles qui ont porté atteinte à certaines de nos exportations au Japon ».

« Ce monstre que nous avons créé »

Tout les interlocuteurs de M. Nakasone — à la Maison Blanche, dans les ministères et au Congrès — l'ont mis en garde contre le sentiment anti-japonais qui se manifeste aux Etats-Unis. « Rappelez-vous Pearl Harbor », dit une affiche sur des murs de Détroit. Les syndicats américains, qui étaient les champions du libre-échange, militent maintenant pour des mesures protectionnistes, notamment dans l'automobile. Douze millions de chômeurs sont derrière eux. Les législateurs ne peuvent résister à cette pression tant que Tokyo ne fait pas des gestes tangibles de bonne volonté.

Depuis des années, les Américains ne reconnaissent plus le Japon. « Ce monstre que nous avons créé », disent-ils parfois. Le pays de M. Nakasone leur inspire en permanence trois sentiments mêlés : incompréhension, fascination et rejet. Ils ne savent jamais s'ils le considèrent au fond d'eux-mêmes comme l'allié privilégié ou l'ennemi numéro un.

En période de crise économique c'est toutefois le rejet et la condamnation qui dominent. L'image du Japon n'avait été aussi négative aux Etats-Unis depuis la deuxième guerre mondiale. Réaction instinctive : « Ils nous volent nos emplois ». « Ils se sont inspirés de nos techniques quand ils n'ont pas cherché à les subtiliser et c'est parce que nous aurons depuis trente-cinq ans leur défense qu'ils ont pu consacrer tout cet argent à se développer ».

Les Etats-Unis consacrent 6 % de leur produit national brut à la défense. Le Japon, lui, n'en est même pas à 1 % avec un P.N.B. inférieur. Or, la défense nationale est présente dans le Japon comme « un sacré défilé » en ce moment où un vaste débat sur le budget de la défense s'est ouvert à Washington. On attend du Japon qu'il s'équipe davantage, surtout en avions et en bateaux, pour permettre aux forces américaines (qui comptent quarante-cinq mille hommes sur place) d'aller renforcer leur dispositif dans le golfe Persique. Dans l'intérêt du Japon lui-même qui alimente ses usines avec le pétrole du Proche-Orient.

Pour ce qui est du commerce bilatéral, le pays de M. Nakasone fait l'objet de critiques inépuisables. On accuse d'envahir les marchés les plus malades de l'économie américaine, c'est-à-dire l'automobile et l'acier. Et, parallèlement, de fermer ses frontières aux produits agricoles, aux services et à la haute technologie. Les mesures récentes prises à Tokyo ? On cite ici le cas du tabac. C'est vrai que la taxe imposée sur les cigarettes américaines vient

d'être réduite de moitié. Mais, en demandant aux détaillants de hausser les prix de ces produits, n'a-t-on pas quasiment annulé la mesure précédente ?

« Nous ne réclamons pas une balance équilibrée avec le Japon, affirment les dirigeants américains, et nous ne cherchons aucun traitement préférentiel, simplement des relations d'égalité ». Les conflits bilatéraux, ajoutent-ils, ne portent plus comme jadis sur quelques produits, mais sur l'ensemble du commerce américain-japonais qui fait problème. Or l'enjeu est beaucoup plus vaste : psychologiquement rien ne peut être fait pour stopper la vague protectionniste mondiale si le Japon n'adopte pas une attitude différente.

ROBERT SOLÉ.

● un ancien champion olympique letton menacé d'expulsion pour collaboration avec les Nazis. Edgars Laipenieks, âgé de soixante-huit ans, qui vit depuis 1960 aux Etats-Unis, aurait dissimulé son passé lorsqu'il a demandé sa naturalisation américaine et il pourrait faire l'objet d'une mesure d'expulsion, a-t-on appris mardi 18 janvier à Washington. Il avait remporté la médaille de bronze du 5 000 mètres aux Jeux olympiques de Berlin en 1936. Selon le ministère de la justice américain, il aurait, pendant la guerre, aidé les troupes nazies à arrêter et exécuter des juifs à Riga, capitale de la Lettonie. — (A.F.P.)

El Salvador

DE VIOLENTS COMBATS SE DÉROULENT DANS LA PROVINCE DU MORAZAN

De violents combats se sont déroulés mercredi 19 janvier dans le Morazan, province septentrionale du Salvador, et la guérilla serait parvenue à isoler la moitié de cette région. Selon la radio des insurgés, des combattants se sont infiltrés dans la zone où stationnaient cinq mille soldats salvadoriens et ont réussi à faire sauter le pont reliant les deux rives du fleuve Tirola. L'armée, qui mène dans le Morazan, fief de la guérilla, l'une des plus importantes contre-offensives des trois années de guerre, ne pourra plus ravitailler ses troupes que par route.

D'après des sources militaires, des chasseurs fournis par les Etats-Unis ont lancé des bombes sur la région afin de préparer l'envoi des bataillons d'élite entraînés par les Américains.

De source rebelle, vingt-deux soldats salvadoriens auraient été tués au cours des dernières trente heures. De leur côté, les guérilleros ont perdu deux combattants au cours des combats qui se sont déroulés sur la route du littoral, à la hauteur de San Salvador. Les insurgés auraient réussi à contenir pendant huit heures une attaque de l'armée contre ce pont, mais auraient dû ensuite se replier. — (A.F.P., Reuter.)

Haiti

Le président Duvalier a limogé le chef de la police de Port-au-Prince

Le président haïtien, M. Jean-Claude Duvalier, a remplacé, mercredi 19 janvier, le chef de la police de Port-au-Prince, le colonel Acedius Saint Louis, par le colonel Albert Pierre, chef du renseignement militaire, a-t-on appris de bonne source dans la capitale haïtienne.

Le colonel Albert Pierre est également commandant du district de la Croix-des-Bouquets, à l'est de Port-au-Prince, où le chef de l'Etat haïtien possède une résidence. Le colonel Saint Louis, avant sa nomination en janvier dernier comme chef de la police, avait commandé depuis sa création, en 1971, le corps d'intervention antiguerilla des « Léopards », qui s'est illustré au début de 1982 lors d'une tentative de débarquement d'exilés haïtiens de Floride à l'île de la Tortue, au nord-ouest d'Haiti.

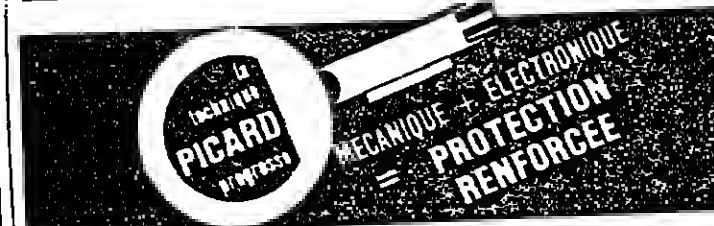
Ce changement intervient quatre jours après que le président fondateur du parti démocrate-chrétien, M. Sylvain Claude, eut réussi, en compagnie de sa fille Marie-France,

à quitter son domicile de Port-au-Prince, où il était en résidence surveillée depuis sa libération le 22 septembre dernier.

Nous apprenons, d'autre part, de source proche des exilés haïtiens à New-York, que toute la famille Dech, appartenant à la communauté « syrienne » (1) de Port-au-Prince, a été arrêtée le lundi 17 janvier.

M. John Dech, un important homme d'affaires, a été nommé maire de Port-au-Prince par M. François Duvalier, mais il s'était retiré de la politique, en 1971, après la mort de « Papa Doc ». En novembre 1982, des membres de la communauté « syrienne » de Port-au-Prince avaient déjà été arrêtés par la police secrète et inculpés par une tentative d'attentat contre M. Jean-Claude Duvalier.

(1) Cette communauté comprend, en fait, des Syriens, des Libanais, mais aussi des Palestiniens.



AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : DEUX ANNÉES DE REAGANISME

II. - BEAUCOUP D'INCERTITUDES...

De notre correspondant ROBERT SOLÉ

Le 20 janvier 1981, M. Reagan devenait le quarantième président des États-Unis, au moment précis où s'achevait l'interminable prise d'otages de Téhéran. Dans un premier article, Robert Solé s'est interrogé sur la réalité de ce qu'on appelle parfois encore, mais de moins en moins, la « révolution reaganienne » (le Monde du 20 janvier).

Washington. - Le ménage venait à peine d'être fait dans le bureau ovale lorsque M. Reagan y entra le 20 janvier 1981. Jusqu'à l'heure, le président Carter et ses collaborateurs avaient campé dans cette célèbre pièce, en bras de chemise, les pieds sur les tables, attendant un ultime télégramme de Téhéran. En vain. La libération des cinquante-deux otages américains ne devait être annoncée que vers midi, en pleine cérémonie de passation des pouvoirs...

C'est une Amérique à bout de nerfs, doutant d'elle-même et profondément humiliée, qui avait élu l'ancien acteur à la présidence. Ne lui promettait-il pas d'être à nouveau « forte et respectée », de reprendre le « leadership du monde libre » et de « redonner confiance à nos alliés » ? M. Carter avait démenti ses compatriotes par un mélange d'intentions généreuses (la défense des droits de l'homme en Amérique latine et ailleurs) et de zigzags (l'attitude à l'égard de l'U.R.S.S.). Ce précher baptiste semblait porter le monde sur ses épaules.

M. Reagan, lui, arrivait avec quelques idées simples, mais claires, et affichait un optimisme total, très américain. On ne s'inquiétait que de son manque de compétence et de son extrémisme présumé.

Deux ans après, le bilan est assez décevant. Si les États-Unis se sont donnés les moyens de renforcer leur défense, ils ont été affaiblis par une forte récession, « exportée » chez leurs alliés. Un vent de protectionnisme s'est mis à souffler tous azimuts, menaçant la cohésion du « monde libre ».

On n'a assisté, au cours de ces deux années, à aucune grande réalisation de politique étrangère. Réagissant aux événements à mesure qu'ils se présentaient, M. Reagan s'est contenté de faire quelques bruits avec des discours bien construits et administrativement prononcés : sur le contrôle des armements ou la paix au Proche-Orient. Des discours seulement. Rien de comparable avec l'ouverture à la Chine de M. Nixon ou le traité de Camp David par M. Carter. Il est vrai que ces événements n'étaient intervenus, l'un comme l'autre, qu'à la troisième année du mandat présidentiel.

Impressionner les Soviétiques

Pas de grandes réalisations, mais pas de trop grands dégâts non plus. La plupart des erreurs ont été plus ou moins rattrapées, ce qui est en Europe ou au Proche-Orient, en Chine ou en Amérique latine. Il en est résulté cette politique fluctuante et incertaine que M. Reagan reprochait tant à son prédécesseur. Et, surtout, beaucoup de temps perdu.

Washington a commencé par tout voir en termes de rapports Est-Ouest, attribuant le moindre conflit

local à l'influence néfaste de Moscou ou de ses satellites. Cette vision simpliste s'est atténuée au fil des mois, et le pragmatisme l'a emporté sur l'idéologie. L'extrémisme de M. Reagan est resté verbal - à propos de l'U.R.S.S. notamment - confirmant ce qu'on disait de lui lorsqu'il gouvernait la Californie : « Il aboie plus qu'il ne mord ».

Pendant de longs mois, M. Reagan a négligé la politique étrangère - qui lui était très étrangère - pour s'occuper des réformes intérieures. Un tel président, aimant déléguer ses pouvoirs, avait besoin d'un Kissinger. Il ne le trouva pas en la personne du général Haig, dont le caractère sanguin et ambivalent rendait inévitable un conflit avec l'état-major de la Maison Blanche. M. Reagan dut complètement changer son équipe de politique étrangère en cours de route, remplaçant le tandem Haig-Allen (département d'Etat et conseil national de sécurité) par le tandem Shultz-Clark, plus discret et plus efficace.

On assiste depuis deux ans à un ton nouveau à l'égard de l'U.R.S.S. Même s'il ne les traite plus de « menteurs » comme au début de son mandat, M. Reagan les présente toujours comme des délinquants. Il ne perd aucune occasion de rappeler que l'Union soviétique est une dictature, qu'elle n'envahit l'Afghanistan, opprime la Pologne, sème le trouble dans plusieurs régions du tiers-monde...

Moscou est contrainte de tenir compte de la nouvelle détermination américaine dans chacune de ses initiatives. « Depuis deux ans, disait récemment le président, les Soviétiques n'ont pas occupé un pouce de terrain supplémentaire dans le monde ». C'est exact, mais ils n'en ont pas libéré un seul sous la pression américaine. On voulait les faire renoncer à leur militarisation massive, et c'est à Washington, au contraire, qu'a eu lieu un débat sur le beurre et les canons.

« Il ne faut pas confondre les choses », répliquait le politologue Helmut Sonnenfeldt, qui a servi plusieurs fois de conseiller à l'administration Reagan. Les débats actuels sur le budget du Pentagone ou le mode de déploiement du missile MX n'empêchent pas une attitude cohérente, un appui général à la politique de défense. Sans tomber pour autant dans le militarisme, on n'en est plus aux réticences de l'ère Carter. Le fait est que Moscou doit tenir compte de la nouvelle détermination américaine dans chacune de ses initiatives, où que ce soit dans le monde.

S'installant en position de force, grâce à l'acceptation par le Congrès d'une loi de programmation militaire de 1 600 milliards de dollars sur cinq ans, M. Reagan a finalement accepté d'ouvrir deux sortes de négociations avec les Soviétiques : sur la réduction des armements stratégiques et sur les missiles de théâtre en Europe. Il a fait des propositions audacieuses, appuyées par les Européens. Mais on se demande toujours s'il veut réellement arriver à des accords. Cette incertitude a favorisé le développement d'un puissant mouvement antinucléaire aux États-Unis, avec la bénédiction des évêques catholiques.

Un rapide survol des deux années écoulées montre que les États-Unis

ont en tant de mal à traiter avec leurs alliés traditionnels qu'avec leurs adversaires. C'est le manque de confiance qui a dominé chez les interlocuteurs de l'Amérique, tandis qu'à Washington M. Reagan était constamment déchiré entre ses convictions et la réalité.

● L'EUROPE OCCIDENTALE n'a nullement apprécié l'attitude américaine à l'égard de l'économie soviétique. D'une part, M. Reagan levait un embargo sur les céréales décrété par son prédécesseur et cherchait, au contraire, à vendre le plus de blé possible à l'U.R.S.S. D'autre part, il imposait un embargo sur le gazoduc euro-sibérien, très gênant pour ses Alliés, sans vraiment les consulter. La politique économique américaine a créé d'autres tensions (taux d'intérêt et dollar anormalement élevés), sans compter la guerre protectionniste qui s'est engagée des deux côtés de l'Atlantique à propos de l'agriculture et de l'acier. Un point positif pour M. Reagan : la manière habile et tolérante avec laquelle ce conservateur a su accepter l'arrivée au pouvoir des socialistes à Madrid comme à Paris.

● LA CHINE a moins confiance en Washington depuis deux ans, à cause des positions pro-taiwanaises de M. Reagan avant son élection, puis de l'ambiguïté qu'il a manifestée à la Maison Blanche. Pékin a vu une raison - et un prétexte - pour esquiver au pas en direction de Moscou. Les efforts intenses du département d'Etat pour redresser la situation n'ont pas encore donné de résultats concrets. Serait-ce la fin d'une fascination réciproque entre le pays le plus peuplé et le pays le plus développé de la planète ?

● LE PROCHE-ORIENT n'a cessé d'illustrer depuis janvier 1981 les limites de l'influence américaine. Mal conseillé par le général Haig, M. Reagan a commencé par s'engager sur le « consensus stratégique » contre l'U.R.S.S., alors que les peuples de la région n'avaient qu'un seul souci en tête : le conflit palestinien. Il a fallu que les Israéliens occupent une partie du Liban pour que Washington se réveille et tente de jouer un rôle central dans la solution du problème. Paradoxalement, le plus pro-Israélien des présidents américains a eu les rapports les plus difficiles avec l'Etat hébreu. Deux points cependant à l'actif de M. Reagan : pour la première fois (discours du 1^{er} septembre 1982) les États-Unis ont défini leur solution du conflit palestinien, et les Arabes les plus intraitables ont aujourd'hui Washington d'un œil moins sévère.

● L'AMÉRIQUE LATINE a vu le regard fixé sur l'océan Pacifique depuis deux ans, plus engagé, moins encombré de préoccupations bureaucratiques, les États-Unis ont affirmé leur puissance en Amérique centrale, faisant trembler le régime sandiniste et obligeant même Cuba à une certaine réserve. Mais ils n'ont guère atteint leurs objectifs, qui étaient la défaite des mouvements de guérilla, la démocratisation et le développement économique. La région est, plus que jamais, une terre d'affrontements où seules les forces extrêmes se distinguent. M. Reagan n'a pas réussi non plus à empêcher le conflit des Malouines. Puis il s'est attiré des inimitiés sur le continent

en soutenant la Grande-Bretagne. Les nuages se dissipent progressivement, grâce à l'aide financière internationale, favorisée par Washington, pour venir au secours de pays comme le Mexique et le Brésil.

● LE TIERS-MONDE n'intéressait, au départ, M. Reagan que sous son angle stratégique. L'endettement colossal de plusieurs pays l'a amené à changer d'attitude vis-à-vis d'une organisation multilatérale comme le F.M.I. et à lui fournir des crédits. Non par amour du dialogue Nord-Sud, jugé toujours artificiel ou inutile, mais parce que quelques faillites spectaculaires pouvaient démolir tout le système bancaire américain, sinon mondial.

Onze mois décisifs

L'Amérique est-elle plus confiante en elle-même après deux années de reaganisme ? Le « consensus du Vietnam » et son prolongement irrien semblent être un peu oubliés. A force d'être dénoncés au hant lieu, le comportement des autres (Soviétiques ou Libyens) a fini par prendre le pas sur les examens de conscience et les mea culpa. Évidemment, significatif : quinze mille personnes ont défilé à Washington, le 13 novembre 1982, pour un « salut national aux combattants du Vietnam ». Mais M. Reagan n'a refusé qu'une petite partie à réhabiliter ce qu'il estime avoir été une « juste cause ». A preuve l'extrême violence que provoque chez ses concitoyens tout semblant d'intervention militaire en Amérique centrale.

Le dernier sondage Gallup montre que la gestion présidentielle n'est plus approuvée que par 41 % des Américains. Les prédécesseurs de M. Reagan avaient tous de meilleurs indices de popularité : à la moitié de leur premier mandat : 51 % pour M. Carter, 52 % pour M. Nixon, 76 % pour John Kennedy et 69 % pour Eisenhower (on classe à part MM. Johnson et Ford qui n'avaient pas été élus au suffrage universel).

La séduction est finie, reconnaît le 3 janvier M. David Gergen, chef des relations publiques à la Maison Blanche. Nous entrons dans l'année la plus difficile de la présidence Reagan. L'année décisive, en tout cas, car ensuite tout sera déterminé par l'élection présidentielle de 1984. Tout peut se jouer pendant ces onze mois.

Une demi-douzaine d'échecs essentiels attendent M. Reagan. Aux États-Unis mêmes, il doit piloter une reprise économique et trouver le moyen d'alléger le déficit budgétaire, quitte à renoncer à ses plus chères convictions. Autre question délicate : trouver un mode de déploiement du missile MX, acceptable par le Congrès. Sinon, il faudra revoir tout le programme stratégique.

A l'extérieur, trois questions hantent le président et ses collaborateurs. La première est l'endettement de nombreux pays. La deuxième est le déploiement de cinq-cent soixante-douze fusées américaines en Europe. La troisième est le Proche-Orient. Si M. Reagan ne réussit pas à sortir assez vite de ce « guépion » et à faciliter une solution, c'est son successeur que les belgères attendront.

FIN

LES PARIS PERDUS

(Suite de la première page.)

« Reagan a des à présent perdu, note de son côté le Times de Londres, l'appui de ceux qui l'ont le plus soutenu pendant sa campagne : les activistes de la droite américaine, profondément déçus de son action au pouvoir. » Un sondage Gallup fait apparaître que s'il était candidat aujourd'hui à la présidence il n'aurait que 40 % des voix si son adversaire était Walter (« Fritz ») Mondale, l'ancien vice-président de Jimmy Carter, et 39 % s'il s'agissait du sénateur-et-ancien-congrèsman John Glenn. Commentant ce résultat, le Washington Post écrit sous la signature de David Broder : « Ce que nous contemplons en ce mois de janvier, ce n'est pas le milieu de la présidence Reagan mais son crépuscule ».

Arrivé à ce point, l'actuel occupant de la Maison Blanche ne peut pas, malgré son optimisme légendaire et son aptitude à se réinventer, ne pas voir ce qui le gêne, ne pas réagir de quelque façon. Quand ce ne serait qu'en ce qui concerne les élections de novembre dernier, lui est resté nettement favorable que le président. Les Américains au point du prochain budget, actuellement à l'ordre du jour, interviennent dans un climat très tendu. Le sénateur Laxalt, l'homme de Reagan au Congrès, n'a pas hésité à déclarer : « plutôt terrifiants » les déficits envisagés - de 180 à 200 milliards de dollars, pour un mois, pour l'année fiscale qui se termine le 30 septembre prochain et 185 milliards pour l'année suivante, en attendant que ces chiffres soient d'autant plus impressionnants que le candidat Reagan avait juré sous serment qu'il équilibrerait le budget.

Non seulement les parlementaires des deux partis lèvent les bras au ciel, mais l'état-major économique du président lui-même est parvenu à la conclusion que de tels déficits feraient regimber les taux d'intérêt, décourageraient l'investissement, et à présent le fisc absorbe 70 % de l'épargne américaine - et renverraient une fois de plus aux calendes grecques la reprise tant attendue. La production industrielle a diminué de 8,7 % en deux ans, et de P.N.B. a baissé de 1,6 % en 1982, ce qui explique pourquoi le « boom » partiel lancé à la fin de l'année dernière par les dépenses fiscales et donc le déficit budgétaire. Les capacités de production n'ont été utilisées qu'à 67,8 %, soit, nous dit le bulletin de l'Union française des industries métallurgiques et minières, le taux le plus bas jamais enregistré. Et les gains horaires de productivité réalisés en quatre ans ne sont que de 4,5 % contre 12,3 % à l'Allemagne, 14,5 % à la France et 29,4 % au Japon.

« Les Reaganomics »

Autant dire que la politique économique dont il était si fier - les Reaganomics - a toutes chances d'être mise au rancart. Pour le Sunday Times de Londres, « cette sorte particulière de monétarisme aride et de fort quasi-religieuse dans les stimulants économiques, qui a dominé les dix-huit premiers mois de la présidence, est morte ». Pour le Financial Times, également de Londres, Reagan a « entrepris une conversion économique fondamentale ». Certains peuvent mettre en doute la sincérité de cette conversion, le fait est que le président devra lâcher beaucoup de lest pour faire voter le budget. Il ne pourra pas se contenter d'augmenter à nouveau les impôts, après avoir promis de les diminuer. Il lui faudra rogner sur les dépenses militaires. Déjà le Congrès sortant avait décidé une amputation symbolique : et reculé l'échéance de déploiement des nouveaux missiles MX dans des silos protégés (dense pack), dont on a parlé à plusieurs reprises dans ces colonnes.

Reagan est ainsi à la veille de perdre un autre de ses principaux paris initiaux : obliger Moscou, en donnant un énorme coup d'accélérateur à l'effort d'armement américain, à demander grâce. C'est qu'il était convaincu que ces « Rouges » étaient en réalité des bons à rien par lesquels on était laissé trop longtemps bluffer et qu'on avait trop aidés à essayer de surmonter leurs énormes problèmes économiques. Or s'il est notoire que l'empire soviétique connaît sur ce terrain bien des « insuffisances », et qu'il aurait grand besoin de souffler un peu, le système totalitaire lui permet d'amortir relativement plus facilement que la société libérale ce genre d'inconvénients. La C.L.A. elle-même ne vient-elle pas de reconnaître que, sur le long terme, la production s'est beaucoup accrue, même si sa progression ne cesse depuis quelques années de se ralentir ?

Le fait est là : en voulant porter des coups à l'U.R.S.S., les États-Unis s'en sont d'abord portés à eux-mêmes. Et ils ont d'autant plus de peine à maintenir leur effort d'armement que leur système bancaire est tout à fait incapable de venir en aide au Mexique, au Brésil, à l'Argentine

et aux divers États de l'hémisphère, conduits par leur fantastique endettement au bord d'une banqueroute dont les effets seraient désastreux pour l'ensemble du monde occidental. C'est sur les fonds publics que la Maison Blanche doit puiser pour les maintenir à flot, en contradiction avec un autre des principes de Reagan, qui était de passer au maximum la livre d'entreprise trouver la solution aux problèmes du développement.

Un terrain tout trouvé

A moins d'une soudaine reprise, que quelques années s'écoulent tout de même à prévoir, Ronald Reagan va se trouver obligé en bonne logique de faire quelque chose pour restaurer son image auprès du Congrès et du peuple américain, alors que commencent à s'engager le processus de désignation des candidats à l'élection présidentielle de l'an prochain. Comment ne serait-il pas tenté de chercher la solution sur le terrain de la limitation des armements ? Il sait bien que s'il ne conclut pas lui-même avec l'Union soviétique, les compromissions dont tout le monde rêve, son rival démocrate centrera toute sa campagne sur le thème de la détente et de la réduction des dépenses militaires comme seul moyen de relancer la machine économique et de faire face à la fantastique dégradation de l'équipement national que chacun constate autour de lui.

Le développement du pacifisme américain pousse dans ce sens. Depuis le succès des référendums organisés dans divers États de la Fédération, en novembre dernier, des élections législatives, en faveur du « gel » nucléaire, des voix de plus en plus nombreuses se sont élevées, notamment dans les Églises, contre les armements atomiques. On commence à mesurer le paradoxe qui consistait à lancer un programme de réarmement sans précédent dans un pays à qui la guerre du Vietnam a fait passer pour longtemps le goût de la guerre. A tel point que personne n'ose envisager de rétablir le service militaire, et qu'il est acquis que le Congrès, dont l'accord est constitutionnellement indispensable, ne lèvera en aucun cas le président exerçant des fonctions partielles à une shooting war, une guerre où l'on se tue.

Pour essayer de déstabiliser le pouvoir révolutionnaire nicaraguayen et rétablir la situation au Salvador et au Guatemala, durablement touchés par les mouvements révolutionnaires, le président est obligé de s'appuyer essentiellement sur des étrangers et de demander aux « conseillers » américains, qui doivent rester désemparés, de ne prendre aucun risque. Pour mesurer le chemin parcouru, il faut se rappeler que en 1965 encore, Johnson n'avait pas en grande difficulté à expédier quelque vingt-cinq mille marines à Saint-Domingue pour empêcher la prise de pouvoir par des castristes vrais ou supposés. Or la situation actuelle dans l'hémisphère centrale est plus grave pour les États-Unis, puisqu'elle fait planer sur leur frontière sud - qui n'est pas gardée, comme sur le canal de Panama, la menace d'une contagion révolutionnaire que nourrit chaque jour le profond de la crise économique en Amérique centrale.

Un homme aussi avisé que l'ourli Andropov doit bien comprendre toutes les possibilités que lui ouvre cette situation. La rapidité avec laquelle Reagan a tenu à dissiper l'impression de durcissement créée par la démission d'Eugene Restow de son poste de chef de la délégation américaine aux négociations avec l'U.R.S.S. sur les fusées stratégiques prouve qu'il est bien obligé de tenir compte de l'évolution de son opinion. On peut en dire autant de l'insistance avec laquelle les dirigeants de Washington - comme ceux de Bonn - s'emploient à dissuader le Kremlin de toute responsabilité dans l'attentat contre le pape, alors que Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski, les conseillers pour les questions de sécurité de Jimmy Carter, qui mettent habituellement un point d'honneur à n'être d'accord sur rien, se sont déclarés publiquement convaincus que le K.G.B. avait ordonné toute l'affaire : la Maison Blanche veut ainsi préserver un interlocuteur possible, sachant très bien que le peuple des États-Unis supporterait difficilement l'idée de voir le président traiter avec un homme impliqué dans un tel complot.

On peut faire confiance dans ces conditions à un successeur de Brejnev : il fera tout, sans rien lâcher d'essentiel aussi longtemps qu'il n'y sera pas contraint, pour convaincre les opinions de sa grande disponibilité. Décidément, les élections - celles des autres - ont du bon : il a de bonnes chances, on l'a dit la semaine dernière, d'être le vrai vainqueur de celles qui se dérouleront le 6 mars à Bonn. Il peut également fonder quelques espoirs sur celles qui auront lieu aux États-Unis en novembre 1984.

ANDRÉ FONTAINE.

Le Liban

Une semaine avec

ENQUÊTES ET REPORTAGES RÉALISÉS EN COLLABORATION AVEC TF 1

PUBLIÉS DANS UN SUPPLÉMENT DE QUATORZE PAGES
EN VENTE AU JOURNAL EXCLUSIVEMENT

Bon de commande « supplément LIBAN »

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Nombre d'exemplaire(s)..... X 10 F (prix France, frais de port inclus) = F

Commande à faire parvenir avec votre règlement
au « MONDE », Service des ventes, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

découpeuse à disques

STIHL



équipée du célèbre moteur des tronçonneuses STIHL

Documentation gratuite découpeuse STIHL

Yvan Béal

21, avenue de l'Appelation
93014 CLERMONT FERRAND CEDEX
Téléphone : (07) 51 51 51 - Téléc. : 522 744

NOM :
ADRESSE :

الطريق إلى...

AFRIQUE

Maroc

L'opposition socialiste demande la libération des prisonniers politiques

De notre correspondant

Rabat. - Deux membres du parti socialiste d'opposition, MM. Ouahab, député de Kenitra, et Radi, député de Kenitra, ont été reçus lundi 17 janvier à Marrakech par le conseiller royal, M. Reda Guedira, à qui ils ont remis une liste de détenus politiques dont l'Union socialiste des forces populaires souhaite la libération.

Cette démarche venant après l'entrevue de M. Abderrahim Bouabib, secrétaire général de l'U.S.F.P., avec le roi Hassan II à Marrakech, le 12 janvier dernier, s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les socialistes pour obtenir la normalisation de leur situation à l'approche des élections législatives de l'été prochain. Cette évolution implique que la presse socialiste, interdite après les émeutes du 20 juin 1981 à Casablanca, soit autorisée à republier et que les socialistes et les syndicalistes arrêtés à l'époque et encore emprisonnés soient libérés.

Sur les deux cents personnes arrêtées, certaines condamnées à des peines allant de un à trois ans d'emprisonnement ont été libérées, mais trente-quatre sont encore incarcérées. D'autres, comme M. Karthou, rédacteur en chef du quotidien *Maharrir*, et M. Amaraoui, secrétaire général du syndicat C.D.T., attendent encore de passer en jugement. Quarante-cinq détenus, non socialistes pour la plupart, sont toujours à la centrale de Kenitra. Parmi

eux se trouve le groupe d'extrême gauche d'Abraham Serfaty. L'U.S.F.P. espère, semble-t-il, dans un premier temps, que le pouvoir libérera une partie des prisonniers politiques de Kenitra. La liste présentée par MM. Ouahab et Radi comporte soixante-quatre noms : ceux des trente-quatre socialistes et syndicalistes, et ceux d'opposants condamnés avant les événements du 20 juin 1981. Mais cette liste n'est pas limitative, et les députés socialistes ont posé la question de tous les détenus politiques restant emprisonnés, qui sont - selon eux - cent vingt-cinq.

ROLAND DELCOUR.

● **Rabat confirme l'incident de la Giera.** - Dans les milieux proches des autorités militaires marocaines, on a confirmé mercredi 19 janvier que des patrouilles de la marine royale, qui surveillent en permanence la presqu'île de la Giera considérée par Rabat comme étant sous le contrôle provisoire des forces mauritaniennes, - sont bien intervenues dans le secteur (le *Monde* du 19 janvier). On affirme toutefois dans ces milieux que des forces du Front Polisario « nombreuses dans le secteur » recevraient par mer des livraisons d'armes et que, « harcelé par ces forces, un patrouilleur marocain a pu riposter au canon ». De toute façon, ajoute-t-on, nous tirons sur tout ce qui bouge sur la côte. - (Corresp.)

Zaire

Israël renforce sa coopération militaire avec Kinshasa

Kinshasa (A.F.P.). - Le maréchal Mobutu, chef de l'Etat Zaïrois, a annoncé, mercredi 9 janvier à Kinshasa, que le Zaire et Israël ont décidé de mettre en œuvre un plan quinquennal de coopération militaire qui portera essentiellement sur la réorganisation de la *division Kamanyola* (5 000 hommes), en garnison près de Kolwezi, dans la province du Shaba, dans le sud-est du pays.

A l'issue d'un déjeuner avec le général Sharon, ministre israélien de la défense, en visite officielle au Zaire depuis lundi, le maréchal Mobutu a précisé devant la presse israélienne que son objectif était de s'assurer le concours de l'Etat hébreu pour constituer « une véritable armée de dissuasion ».

On apprend d'autre part que M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., invité par l'Union nationale des travailleurs du Zaire (U.N.T.Z.A.), a effectué une visite de quatre jours dans le pays en compagnie de M. Jacques Chérèque, secrétaire général adjoint et de M^{me} Nicole Notat, secrétaire nationale.

Namibie

APRÈS LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE Pretoria reprend le contrôle de l'administration de Windhoek

L'Assemblée nationale de Namibie, formée en 1978 par l'Afrique du Sud, a été officiellement dissoute mardi 18 janvier par Pretoria.

Assomée à Windhoek par M. Daniel Hough, administrateur général sortant du territoire, cette décision fait suite à la démission de M. Dirk Mudge, « président du conseil des

ministres » intérimaire de Windhoek. Depuis mercredi, Pretoria a repris le contrôle total de l'administration du pays.

Après l'annonce de la dissolution, M. Paul Lussaka, président du Conseil des Nations unies pour la Namibie, a déclaré, mercredi à New-

York : « Le régime raciste a tombé le masque ».

D'autre part, Pretoria a interdit un rapport sur la Namibie rédigé par la conférence épiscopale catholique d'Afrique australe, accusant les troupes sud-africaines d'atrocités en Namibie.

De notre envoyé spécial

Windhoek. - Le rideau est tombé, mardi 18 janvier, M. Dirk Mudge, vedette du scénario, incarné en 1975 par les stratèges de Pretoria pour réduire l'audience des nationalistes de la SWAPO, a pris les devants et formellement démissionné de son poste de « président du conseil ». L'ultime représentation offerte par les « ministres » namibiens s'est déroulée à Windhoek, là où tout avait commencé pour eux, derrière la façade rococo du vieil immeuble de la Touraille.

C'est ici, dans cette ancienne salle de gymnastique bâtie par l'Allemagne impériale, que les Sud-Africains avaient annoncé la concubination de leur rêve, le partage de la « première coalition politique multiraciale et antiraciste ».

Désormais pourvue d'une petite équipe de « nationalistes » assez « censée » pour suivre ses conseils à la lettre, Pretoria accepte en effet d'ouvrir des négociations internationales sur l'éventuelle accession à l'indépendance de ce territoire contrôlé par son armée depuis 1915. La tactique consistait à gagner le maximum de temps, de manière à permettre à la D.T.A., pourvue au fil des ans de certains attributs du pouvoir, de s'imposer à la longue aux populations.

Huit années de gâchis après lesquelles l'Afrique du Sud licencia ses anciens protégés. Pour beaucoup, la défaite de la D.T.A. est aussi peut-être celle d'un homme politique de

cinquante-cinq ans, aux convictions fluctuantes, aveuglé par ses ambitions et abusé par ses amis. Les plus charitables de ses contemporains veulent bien croire que « le vieux Dirk » s'est fait piéger. Pour expliquer son aveuglement, certains rappellent ses origines africaines. « Mudge a fait confiance à ses frères noirs, c'est ce qui l'a perdu », résume un jeune métis.

Les raisons d'un échec

Dans les « Baer Garden » de Kaiser-Strasse, la principale artère de Windhoek, des Afrikaners en tenue traditionnelle, short de grosse toile et longues chaussettes de laine, corroborent à leur façon cette vision des choses. Un fermier, de passage dans la capitale, souffle rageusement sur sa moustache : pour lui et ses amis du parti national, dont M. Dirk Mudge fut le vice-président jusqu'en 1977, le chef de la D.T.A. « a trahi son peuple, il n'a que ce qu'il mérite ». Pour beaucoup d'Afrikaners, qui constituent la majorité des soixante-quinze mille Blancs du territoire, M. Dirk Mudge n'est plus aujourd'hui - insulte suprême dans la bouche des ultras - qu'un « kafferboetse » (petit frère des noirs en afrikaans). « Un kafferboetse dont les kaffers ne veulent même pas », ajoute, pouffant dans sa chape de bûche, un autre consommateur.

Pour permettre à son ancien protégé de se créer une crédibilité, Pretoria avait, en effet, accepté de louer, jusqu'à un certain point, la carte du changement. C'est avec la bénédiction de ses parrains, que l'ancien fermier blanc s'imposa en Namibie les évolutions qui lui sont maintenant reprochées par les faucons de l'Afrikanderdom. Le gouvernement de M. Botha donna, en effet, son accord à l'abrogation des lois les plus visibles de l'apartheid. Peu à peu, les non-Blancs, qui formaient 93 % de la population, retrouvèrent théoriquement le droit de circuler librement, de résider où bon leur semble et de convoler avec qui leur plaît. Blancs compris.

Les choses commencèrent à se gâter quand M. Mudge chercha à s'attaquer directement aux privilèges de la communauté blanche, qui dis-

Mozambique

TROIS NOUVELLES EXÉCUTIONS PUBLIQUES

Maputo (Reuter). - Trois membres de la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.), opposition armée au gouvernement de Maputo, ont été exécutés publiquement mardi 18 janvier, à Magde, à cent cinquante kilomètres au nord-ouest de la capitale. La région de Magde n'est, au cours des deux derniers mois, le théâtre de violents affrontements entre les insurgés de la R.N.M. et les forces gouvernementales.

Avant d'être exécutés, les trois condamnés ont « avoué » devant deux mille personnes qu'ils avaient « volé, tué des civils, brûlé des véhicules et des magasins », selon la radio de Maputo.

La semaine dernière, quatre membres de la R.N.M. avaient déjà été exécutés dans la ville de Macia, à quelques kilomètres de Magde. (Le *Monde* daté 16-17 janvier).

D'autre part, la radio mozambicaine a annoncé que six étrangers détenus depuis un mois sont soupçonnés « d'activités contre la sûreté de l'Etat ». Il s'agit d'un Britannique et de cinq Portugais arrêtés vers le 13 décembre à la suite du sabotage du port de Beira alors attribué par Maputo à l'Afrique du sud.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● **ATTACHE DE L'UNITÉ DANS LE CENTRE DU PAYS.** - L'Agence angolaise de presse a affirmé mercredi 19 janvier que des guérilleros de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (U.I.T.A.) ont récemment attaqué le siège de l'Organisation de défense populaire (O.D.P.), situé à environ 20 kilomètres à l'est de Huambo, dans le centre du pays. - (A.F.P.)

Argentine

● **L'ANCIEN PRÉSIDENT ARGENTIN, ARTURO ILLIA,** est mort mardi 18 janvier à Cordoba. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. L'ancien président, élu chef de l'Etat de 1963 à 1966 et renversé par le coup d'Etat militaire du général Juan Carlos Onganía. - (A.F.P.)

Bolivie

● **LA COUR SUPRÊME VA EXAMINER LA DEMANDE D'EXTRADITION VISANT KLAUS BARBIE.** - Le procureur général, M. Hernandez Acha, a demandé à la Cour suprême qu'elle déclare recevable la demande d'extradition de l'ancien chef de la Gestapo à Lyon, Klaus Barbie, alias Altman, a annoncé le quotidien *Hoy*. L'extradition de Barbie a été demandée par la France et la R.F.A. - (A.F.P.)

Cuba

● **ARMES SOVIÉTIQUES A CUBA.** - L'U.R.S.S. a livré à la fin de 1982 cent quarante missiles aériens SAM 3, qui seront répartis sur onze sites autour de La Havane, ont indiqué, lundi 10 janvier, des sources proches des services de renseignements des Etats-Unis. D'autre part, un détachement naval soviétique comprenant un sous-marin et deux autres navires, participe depuis décembre à des manœuvres dans les eaux cubaines, indique-t-on au Pentagone. - (A.F.P.)

Inde

● **LES ENTRETIENS** qui se sont déroulés le 18 janvier à Chandigarh entre représentants du gouvernement central et du parti Sikh local, l'*Akali Dal*, (le *Monde* du 20 janvier) se sont achevés sur une note d'incertitude sans que soit écartée, cependant, la possibilité de voir les parties en présence parvenir à la conclusion d'un accord avant le 26 janvier, date de célébration. Les négociations portent toujours sur les revendications territoriales des Sikhs ainsi que sur la question du partage, entre les Etats riverains, des eaux des rivières locales. En revanche, les Sikhs auraient obtenu gain de cause sur la plupart de leurs demandes à caractère religieux. (Corresp.)

Malaisie

● **PROTESTATION CONTRE LES PÉNDATIONS.** - Plusieurs organisations humanitaires se sont rendues, mercredi 19 janvier, à l'ambassade de Malaisie à

Paris pour remettre à l'ambassadeur une lettre protestant contre la pendaison de deux personnes mardi (le *Monde* du 19 janvier) et demandant l'arrêt immédiat des autres exécutions capitales, en particulier des trois qui étaient prévues pour cette semaine (celles de MM. Siri Chai See-Voon, Heng Kin Chong et Lim Kwang Yew).

Niger

● **LE PRÉSIDENT SEYNI KOUNTCHE,** qui avait le grade de colonel, a été promu, à compter du 1^{er} janvier 1983, au grade de général de brigade par le Conseil des ministres. - (A.F.P.)

Ouganda

● **ACQUITTEMENT DE M. BOB ASTLES.** - Ancien conseiller du dictateur déchu, Idi Amin Dada, M. Bob Astles, qui était inculpé de vol, a été officiellement acquitté mardi 18 janvier à Kampala au terme d'un procès de cinq mois. Le procureur général ayant retiré les chefs d'accusation qui pesaient sur lui. Emprisonné en 1979, après son extradition du Kenya - où il s'était réfugié en traversant en canot à moteur le lac Victoria - M. Astles avait constamment déclaré ces accusations sans fondement. M. Astles a été reconduit en prison après son acquittement, sa détention faisant l'objet d'une mesure d'exception qui ne peut être remise en question par les tribunaux. D'origine britannique, M. Astles a la nationalité ougandaise depuis sa participation au gouvernement d'Idi Amin. - (Reuter.)

Vietnam

● **PÉKIN A REJETÉ UNE OFFRE DE TRÊVE DE HANOI** formulée à l'occasion du Nouvel An chinois et vietnamien, entre le 5 et le 19 février. La Chine a, ce jeudi 20 janvier, qualifié de « manœuvre destinée à tromper l'opinion publique » la proposition du Vietnam. D'autre part, l'agence officielle de presse vietnamienne a estimé, mercredi, que la politique chinoise en Indochine demeurait « totalement inchangée », en dépit des récentes propositions faites par Pékin à Moscou pour une solution du conflit cambodgien. - (A.F.P.)

Yougoslavie

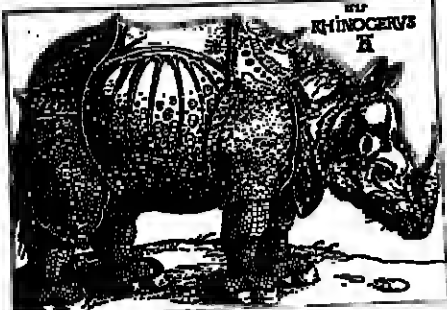
● **LIMOGEMENT D'UN DIRECTEUR DE THÉÂTRE A NOVI-SAD.** - M. Nicola Petrovitch a été limogé pour avoir autorisé la représentation d'une pièce *Golumaca* (Une fosse appelée trou de pigeon) qui avait été retirée de l'affiche le 15 décembre dernier. Elle mettait en scène des enfants d'un village de l'arrière-pays dalmate, qui à travers leurs jeux, faisaient revivre les combats fratricides ayant opposé, durant la guerre, Serbes et Croates. L'arrêt des représentations avait déclenché une farouche polémique entre les milieux de théâtre et la municipalité de Novi-Sad, les premiers jugeant la pièce « profondément anti-nationaliste » et la seconde estimant qu'elle vise à « saper les fondements du pays ». - (A.F.P.)

Le Blue Lagoon du Prince de Galles : à siroter tendrement.

Piano-Bar à partir de 18 h.
Hôtel Prince de Galles (un hôtel Intercontinental) 83, avenue George-V Paris 8

Un numéro spécial...

Roumanie Crise et répression



L'Alternative
Pour les droits et les libertés démocratiques en Europe de l'Est

Un dossier complet 1977-1982
Le mouvement syndical - La contestation
Les intellectuels - L'opposition ouvrière
Le culte de la personnalité - L'émigration
«Etat de guerre» à la roumaine - Résistance?
136 pages, 50 F

... et le n° 20, janvier-février 1983



**La succession au trône
Andropov et la dissidence
Quelle crise? une interview
d'Alec Nove
L'affaire du
samizdat socialiste
Pologne: le paysage
après la bataille
Les Hongrois de Roumanie**

Hongrie: les paysans - Tchécoslovaquie, RDA...
La chronique des événements courants
64 pages, 30 F

Tous les deux mois, des documents, des témoignages, des analyses concrètes sur les pays du socialisme réel.
« Cette revue est devenue l'indispensable instrument d'information pour le lecteur français qui veut en savoir davantage qu'il ne peut en lire dans son quotidien habituel. »
Le Monde

L'Alternative a besoin de vos abonnements: un an, France 140 F, étranger 155 F.

L'Alternative, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris

AU CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU 23 JANVIER

La « désétatisation » inspire le « plan de redressement » proposé par le R.P.R.

Le discours que M. Jacques Chirac doit prononcer en clôture de la vaste manifestation populaire que le R.P.R. organise dimanche 23 janvier à l'issue de son congrès extraordinaire, au parc des expositions de la porte de Versailles à Paris, doit à la fois, dans l'esprit du maire de la capitale, fixer la doctrine du mouvement et offrir des solutions de remède. Celles-ci doivent permettre d'engager la France sur la voie de la « désétatisation ».

Pour M. Chirac, il ne doit y avoir ni rupture de société ni restauration : dans les principes qui doivent guider l'opposition. Le président du R.P.R. ne veut pas être systématiquement critique ou péjoratif à l'égard de la majorité, et il ne veut pas non plus donner l'impression d'un repli sur soi ou d'un retour au passé. Il s'agit en revanche, pour lui, de saisir l'avenir, de « défricher le progrès ». Il estime en effet que la France est en train de vivre une mutation historique beaucoup plus qu'une simple crise. Cette analyse n'est pas éloignée de celle que font la plupart des autres politiques nationaux et notamment M. François Mitterrand, comme il l'a d'ailleurs exposée lors de sa causerie télévisée de Latche le 2 janvier.

Mais M. Chirac estime que, face à cette situation, deux réponses sont possibles. Celle du pouvoir en place, qu'il récuse ; et une autre, celle qu'il expose devant les congressistes. Le président du R.P.R. souhaite à cette occasion montrer qu'il refuse la fatalité et recuse la vérité officielle. Il estime que la mutation de l'époque actuelle peut permettre de nouvelles découvertes en matière de libertés, de croissance et même de valeurs de civilisation.

Cette philosophie politique que synthétisera M. Chirac sera contenue dans un « projet politique » d'une centaine de pages, qui sera soumis au vote des congressistes et publié dans quelques semaines sous forme de livre. Il s'inspirera essentiellement de la notion de responsabilité appliquée à tout acte de gouver-

nement personnel des individus qu'au sort de la nation. Il mettra en valeur l'initiative personnelle et dénoncera l'étatisation, la bureaucratisation et la technocratie. Il insistera sur le concept de confiance qui doit être la base du développement économique et des relations sociales.

Par le caractère spectaculaire donné à la réunion de la porte de Versailles, le R.P.R. et son président visent aussi d'autres objectifs, plus immédiats et plus concrets. Coup d'envoi de la campagne municipale, ce meeting n'a pas été fixé de façon fortuite. Le 5 décembre 1976, c'est sur ce même lieu que quelque cinquante mille sympathisants ont fondé le R.P.R. et élu Jacques Chirac à sa présidence. Les responsables du mouvement veulent démontrer que celui-ci constitue toujours un « rassemblement » de caractère « populaire ».

Rien n'est irréversible

Mais surtout les « chiraquistes » d'aujourd'hui veulent répondre à un reproche qui touche particulièrement les militants de l'opposition et auquel ils restent sans réponse : « Qu'avez-vous à proposer ? ».

C'est pour cela qu'ils adopteront dimanche un « plan de redressement ». Ce document ne constituera cependant pas un programme de gouvernement exhaustif et immuable. Il s'agira, pour le R.P.R., de montrer qu'il propose des solutions qui pourraient être appliquées rapidement. Le principe général est d'affirmer que rien de ce qui a fait la gauche au pouvoir est irréversible et que tout pourra être remis en chantier ou tout au moins réexaminé.

Articulé autour d'une dizaine d'objectifs, ce « plan de redressement » avance pour chacun d'eux une série de propositions chiffrées. Un chapitre concerne l'assainissement des finances publiques et la restauration du franc. Un autre, consacré à la réforme de la Sécurité sociale, dispose que, sauf pour les retraites, les prestations pourraient être proportionnées aux cotisations. Une disposition définit le « champ de la solidarité », c'est-à-dire la part

entre les prélèvements obligatoires et « la protection personnelle volontaire en faveur de la famille ». Le recours aux mutuelles complémentaires et aux assurances privées. Il est prévu d'alléger la part des prélèvements obligatoires (impôts et charges sociales) pesant sur les particuliers et sur les entreprises. Les effectifs des fonctionnaires seront stabilisés puis ramenés progressivement à leur niveau de 1972. La « désétatisation » sera entreprise. L'Etat n'ayant pas vocation à produire, le projet annonce que « tout ce qui a été fait depuis un demi-siècle en matière de nationalisation sera réexaminé. L'objectif est d'établir un partage entre secteur privé et secteur public. Ne devraient

relever de ce dernier que les activités qui « constituent un monopole ou un service public au sens strict ». D'autres chapitres concernent les rapports sociaux dans l'entreprise et prévoient une révision des lois Auroux, afin que « les droits et libertés s'exercent au bénéfice des salariés et non des seuls syndicats ». La liberté d'enseignement est rappelée, et une réforme prévoit d'ouvrir davantage l'enseignement et la formation au monde du travail.

Ainsi, au terme de son congrès, le R.P.R. entend apparaître comme le premier mouvement de l'actuelle opposition à formuler des propositions concrètes en vue d'une solution d'alternance.

ANDRÉ PASSERON.

M. JUQUIN (P.C.F.) ESTIME QUE LE COMPORTEMENT DE M. GISCARD D'ESTAING RELÈVE DE LA « SUBVERSION »

Présentant à la presse son livre : *Produire français : le grand défi* (1), M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du parti communiste, a accusé M. Giscard d'Estaing d'adopter une attitude relevant de la « subversion », lorsqu'il évoque la perspective d'élections législatives anticipées si les élections municipales sont favorables à la droite. M. Juquin a fait, d'autre part, une autocritique de l'histoire et celui des communistes. « Le P.C. a pris du retard sur l'évolution de la société française », a-t-il déclaré, en ajoutant : « Nous avons passé trop de temps [à abandonner] l'ancien modèle de dictature du prolétariat. » Se félicitant, presque sans réserves, de l'actuel gouvernementale, « si ce

n'est sur l'évolution du pouvoir d'achat », M. Juquin a souligné que « le peuple de gauche mésestime les acquis du changement ». Il a mis en garde les travailleurs contre la tentation de l'abstention, non seulement lors des élections municipales, mais, de façon générale, face aux transformations dans lesquelles est engagée la société française. « L'époque des lendemains radieux est révolue, a poursuivi M. Juquin. Les communistes veulent changer les mentalités. La stratégie du P.C.F. relève-t-elle du réformisme ? Non, des réformes... transformant de société », a répondu M. Juquin.

(1) Editions sociales.

UN COLLOQUE COMMUNISTE SUR LE MARXISME

L'Institut de recherches marxistes (I.R.M.), qui regroupe les activités du parti communiste pour l'étude de l'histoire et celles des sciences humaines, organise, du jeudi 20 au samedi 22 janvier, un colloque international sur le thème : « Le marxisme et la libération humaine ». A l'occasion du centenaire de la mort de Karl Marx, l'I.R.M. réunit, à l'hôtel Novotel de Bagnolet (Seine-Saint-Denis), des théoriciens communistes venant de l'ensemble des pays socialistes (y compris de Chine), mais aussi de

tiers-monde et d'Europe occidentale (l'Institut Gramsci, lié au P.C. italien, devait être représenté au colloque).

Les débats devaient avoir pour thèmes, jeudi : « Crise du mode de production capitaliste et nouvelle croissance » ; vendredi : « Crise du mode de vie et nouveau développement des hommes » ; samedi : « Crise nationale et nouvel ordre international », et se conclura samedi par une discussion générale.

LES RENCONTRES DES « ACTEURS DU CHANGEMENT »

Mme SIMONE DE BEAUVOIR : faire tomber les barrières entre acteurs et spectateurs

Les rencontres des « Acteurs du changement » se sont ouvertes jeudi 20 janvier à Paris (le Monde du 20 janvier). La première journée a été consacrée au thème suivant : « Cultures, mentalités et changement ». M. Jack Lang, ministre de la culture, Pierre-Jean, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, Paul Thibaut, directeur de la revue *Esprit*, M. Claude Echeverri, auteur d'*Elle ou la vraie vie*, devaient participer à une table « ronde » consacrée aux « nouvelles aspirations culturelles » et à la politique menée, de ce point de vue, par les pouvoirs publics.

Dans la plaquette de présentation des rencontres, publiée jeudi, Mme Simone de Beauvoir estime que l'initiative prise par le parti socialiste et elle, parvient « à effacer, un peu que ce soit, les barrières institutionnelles en quelque sorte, les barrières subjectives interposées entre ceux qui attendent un changement que des décisions et des mesures prises par d'autres et ceux qui croient en mesure [...] de prendre des décisions ».

A propos des « avancées du féminisme », Mme de Beauvoir note : « Tout se déroule avec une extrême lenteur. Chaque réforme, alors même qu'on la croit acquise, se heurte avant d'aboutir à une chaîne d'obstacles. La dialectique : lutte des femmes pour les réformes puis pour leur application, entraîne des réformes dans les faits, poursuit la lutte pour l'élargissement des mentalités, mais aussi réactions hostiles au changement, agissement de l'antagonisme des sexes dans certains cas [...] que souligne la multiplication des violents, et des violents collectifs, cette dialectique semble ne pas avoir de fin. Il en est sans doute de même de la lutte pour la démocratie, dont la lutte féministe, par son ampleur, restera l'aspect le plus neuf de notre époque ».

« Et pourtant les mentalités changent. La publicité et l'usage de la contraception font scandale. Il y a trente ans, et les adversaires actuels de l'I.V.G. qui se seraient déchaînés il y a trente ans contre la contraception, prétendent aujourd'hui se servir de la contraception pour condamner l'I.V.G. ! Être mère célibataire n'est plus synonyme de perversité, on peut choisir de l'être. Les droits des concubines peuvent être reconnus. La double morale sexuelle est sérieusement ébranlée ».

Il ne sera pas possible de revenir sur des changements.

M. Delfau : préserver la paix sociale

Pour sa part, M. Gérard Delfau, membre du secrétariat national du P.S., sénateur de l'Hérault, organisateur de ces journées, a expliqué dans son discours d'ouverture la problématique des « rencontres ». « La gauche assurée de braver, forte d'une légitimité que personne ne lui conteste plus vraiment, prenant appui sur les récents récents en sa politique économique, encourt paradoxalement le risque de démolition. La justice, la moralité, affaiblissent au sein de son électorat, tandis que le marxisme risque de regarder en spectacle une gestion dont il comprend pourtant la nécessité », a-t-il déclaré.

« Notre premier souci », a-t-il ajouté, « est de préserver la paix sociale. Or, on ne maintient bien que contre quelques uns ou quelques choses. Comment, dès lors, transformer en acteurs du changement ces hommes et ces femmes qui, nous ayant fait confiance par le bulletin de vote, ont tendance à attendre que tout leur soit donné et s'impacientent quand tard trop le changement au quotidien ? Comment maintenir qui renforce l'Etat sans démanteler, ni schématiser à l'extrême ? Comment rester une « force tranquille » ? »

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 19 janvier, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

● LUTTE CONTRE L'INFLATION

Le ministre de l'économie et des finances a présenté au conseil des ministres le bilan pour 1982 de l'action entreprise contre l'inflation et les perspectives pour 1983.

Il a souligné l'importance des résultats obtenus en 1982 : avec un taux de hausse des prix ramené à 9,7 %, notre pays a enregistré une baisse de plus de quatre points de l'inflation tout en évitant la très forte dégradation de l'emploi à laquelle ont consenti la plupart des autres pays industrialisés. Pour le deuxième mois consécutif, le chômage a reculé en France. Sur l'ensemble de l'année 1982, il ne s'est accru que de 5,6 % contre 34 % en Allemagne.

La politique économique originale et novatrice mise en œuvre, qui associe une action équilibrée sur le budget, les prix et les revenus et la monnaie, avec une politique active de soutien de l'emploi et de l'investissement, nous a ainsi permis d'améliorer notre capacité à résister le chômage dans l'avenir, après l'avoir stabilisé dans l'immédiat.

Ce résultat n'a été atteint que par l'adhésion de l'ensemble des Français au redressement entrepris qui nécessite, de ce fait, un effort à la mesure de ses moyens.

DEUX PARLEMENTAIRES CHARGÉS DE MISSION

M. Jacques Badet, député socialiste de la Loire, a été chargé d'une mission temporaire auprès de M. Jean Le Garrec, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'emploi. Il s'occupera des comités locaux pour l'emploi.

D'autre part, M. Roger Fajardie, membre de l'Assemblée européenne, membre du bureau exécutif du P.S. et conseiller officieux du premier ministre a été officiellement chargé d'une mission temporaire auprès de celui-ci par décret porté au *Journal officiel* du 18 janvier.

Conformément à l'article L.O. 144 du code électoral, les parlementaires chargés par le gouvernement d'une mission temporaire peuvent cumuler l'exercice de cette mission avec leur mandat, pendant une durée n'excédant pas six mois.

Cet effort doit se poursuivre. L'année 1983, avec un objectif de hausse des prix de 8 %, doit constituer une étape vers un retour à un taux d'inflation comparable à celui de nos principaux partenaires économiques. La façon dont s'effectuera la sortie contractuelle du blocage des prix permet de dire que, dès le premier mois de 1983, le rythme de hausse des prix sera ramené à un rythme correspondant à l'objectif fixé.

Compte tenu de cet objectif de 8 %, l'ajustement des tarifs publics a été fixé de manière à ne pas compromettre le redressement financier d'ores et déjà engagé dans les grandes entreprises de service public. L'allègement des charges que procurent en 1983 à l'ensemble des partenaires économiques les résultats obtenus en 1982, une gestion rigoureuse et dynamique des entreprises, publiques comme privées, une solidarité exemplaire dans l'effort de la part des différentes catégories sociales, constituent les conditions d'une amélioration de notre compétitivité, améliorant l'emploi et les conditions de vie des Français, tout en contribuant au réajustement rapide de notre commerce extérieur.

● SÉCURITÉ

Le premier ministre a présenté au conseil des ministres les conclusions du rapport de la commission des maires sur la sécurité, qui vient de lui être remis par son président, M. Bonnemaison, maire d'Épiais-sur-Seine.

Cette commission, composée de trente-six maires appartenant à toutes les formations politiques, s'est rendue dans dix-huit régions et a consulté la plupart des maires des villes où se posent des problèmes de délinquance.

1. - La commission a proposé un ensemble de mesures novatrices, dont beaucoup rejoignent les préoccupations du gouvernement. Celui-ci se prononcera sur chacune d'entre elles dans un délai de deux mois.

Dès à présent sur seize-vingt-quatre propositions, vingt-quatre sont en cours de réalisation, et vingt-six autres ont été retenues dans leur principe et font l'objet d'études complémentaires.

Parmi les mesures en cours de réalisation :

- Il n'a été décidé de poursuivre pour l'été 1983 les opérations « été-jeunes » dans l'esprit et avec les méthodes qui ont été utilisées avec succès en 1982 ;

- L'effort financier consenti en faveur de la réhabilitation des logements sociaux a doublé en deux ans ;

- De nouvelles modalités d'action pour la justice et les services de police sont engagées, qu'il s'agisse de l'aide aux victimes de la délinquance, de l'amélioration de la sécurité dans les transports en commun ou du développement de l'otologie ;

- Diverses mesures telles que l'organisation de bureaux d'accueil

dans de nombreux départements et la possibilité d'ouvrir des locaux de police de nuit et en dehors des heures de classe, les terrains de sport et les salles des bâtiments scolaires, contribueront à une meilleure protection de la jeunesse ;

Enfin, à la suite des expériences très concluantes déjà réalisées dans ce domaine, la création par la loi de peines de substitution, dont le Parlement est saisi, permettra aux petits délinquants d'accomplir leur peine par des « travaux d'intérêt général ».

2. - Un schéma général d'organisation pour les actions de prévention a été défini.

Il comportera l'institution d'un conseil national de prévention de la délinquance, présidé par le premier ministre ou, en son absence, par un vice-président élu ; d'un conseil départemental présidé par le commissaire de la République et d'un conseil communal présidé par le maire, et dont la création est laissée à l'initiative de la commune.

Le conseil national et les conseils départementaux, par leurs propositions et leurs avis, permettront d'orienter l'acquisition du travail déjà effectué. Le conseil communal sera un élément essentiel du dispositif : la concertation entre les représentants de la commune, des associations de parents, des associations privées, permettra de mettre au point des actions coordonnées dans lesquelles chaque intervenant apportera les moyens dont il dispose.

3. - L'effort ainsi accompli pour améliorer la prévention de la délinquance prolonge l'action déjà entreprise par le gouvernement afin de renforcer les moyens dont dispose la collectivité nationale pour assurer la sécurité des citoyens et de leur biens. Il est rappelé à cet égard que, depuis mai 1981, 124.500 emplois ont été créés dans la police nationale et la gendarmerie.

● TRANSPORTS ROUTIERS

Sur la proposition du ministre d'Etat, ministre des transports, le conseil des ministres a approuvé le décret définissant les modalités d'application, dans les entreprises de transport routier, des dispositions de l'ordonnance n° 82.41 du 16 janvier 1982 relative à la durée du travail.

Mis en point à l'issue d'une large concertation avec les organisations professionnelles et syndicales du transport routier, il permettra une amélioration significative des conditions de travail et une réduction de sa durée, notamment pour le personnel de conduite.

Les nouvelles limites assignées aux durées de service de ce personnel contribueront au progrès social et à l'amélioration de la sécurité.

Conformément aux engagements gouvernementaux, l'entrée en vigueur le 1^{er} mars 1983 des dispositions du décret s'accompagnera d'une adaptation des

prix des services correspondants, de manière à préserver l'équivalence d'exploitation des entreprises concernées.

● PROTECTION DES VICTIMES

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres une communication sur la politique du gouvernement en faveur des victimes.

Il a rappelé les actions menées depuis dix-huit mois dans ce domaine : développement de l'information sur les droits des victimes, élargissement de l'aide judiciaire, amélioration de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles ou d'actes criminels.

Dans le souci d'accroître encore la protection des victimes, le gouvernement mettra en œuvre les mesures suivantes :

1) L'aide aux victimes :

En liaison avec les municipalités, les services d'assistance humanitaire aux victimes seront généralisés. Les victimes seront étroitement associées à la procédure pénale et seront informées et consultées à chacune des étapes de cette procédure.

2) L'indemnisation des victimes :

a) Dans les cas où l'auteur de l'infraction ou de l'infraction est connu, cette indemnisation sera rendue plus sûre et plus rapide grâce à l'élargissement des pouvoirs du juge d'instruction ou du juge pénal. Ce-ci pourra ordonner de mesures conservatoires ainsi que le versement d'une provision. Ils pourront prendre les dispositions permettant d'éviter que le responsable de l'infraction ne se soustrait à ses obligations.

b) Lorsque l'auteur de l'infraction est inconnu ou insolvable, les conditions d'indemnisation, qui sont actuellement beaucoup trop restrictives, seront élargies et la procédure d'indemnisation simplifiée.

L'attente à l'indemnité de la personne pourra donner lieu à indemnité dès lors qu'il résultera de l'infraction ou de l'infraction un trouble grave dans les conditions de vie et que la personne ou bénéficiaire pas d'autre source d'indemnisation. Le montant de l'indemnité, qui est aujourd'hui calculé par référence à une jurisprudence dépasée, sera révisé. Les conditions d'indemnification qui ne sont aujourd'hui constatées que dans les cas d'appel, seront étendues dans chaque tribunal de grande instance afin de les rapprocher des dommages et leur compensation sera accélérée. Enfin, les démarches administratives seront simplifiées afin d'accélérer le calcul et le versement des indemnités.

D'autre part, le conseil a entendu des communications sur la réunion du groupe des Dix (le Monde du 20 janvier), sur la situation internationale et sur les quartiers dégradés.

(Lire page 30 l'article de MICHÈLE CHAMPENOIS.)

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres, réuni mercredi 19 janvier au palais de l'Élysée, a adopté le mouvement préfectoral suivant :

AVEYRON

M. Edouard Lacroix, sous-préfet, est nommé préfet, commissaire de la République du département de l'Aveyron, en remplacement de M. Jean Resnais, nommé préfet hors cadre.

[Né le 2 juin 1936 à Pénissac (Haute-Vienne), licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit public, d'économie politique et de sciences politiques, M. Edouard Lacroix occupe plusieurs postes de chef de cabinet depuis 1959, notamment auprès du préfet de la région Midi-Pyrénées en 1977, secrétaire général des Alpes-Maritimes. Il était, depuis mai 1980, directeur du tourisme au ministère de la Jeunesse, des sports et des loisirs, devenu en mai 1981 ministre du temps libre.]

LOIR-ET-CHER

M. ALBERT URRICH

M. Albert Urrich, préfet, commissaire de la République du département de Haute-Saône, est nommé commissaire de la République du département du Loir-et-Cher, en remplacement de Mme Yvette Chassagne, nommée présidente.

[M. Albert Urrich est né le 6 août 1921 à Soufflenheim (Bas-Rhin). Licencié en droit, il est à la Libération chargé de mission au tribunal international de Nuremberg. Il occupe ensuite le poste de chef de cabinet du préfet de Haute-Rhin, puis est nommé sous-préfet de Joux en janvier 1956. En 1959, il est directeur du cabinet de secrétaire général régional à Strasbourg, puis, en 1961, mis à la disposition du ministre d'Etat chargé des affaires algériennes (M. Louis Joxe). Après avoir été secrétaire général de la Mayenne, il est, en 1967, chargé de mission auprès du préfet de Rhône, préfet de la région Rhône-Alpes. Secrétaire général de l'État en 1968, secrétaire général du Nord en 1973, secrétaire général pour l'administration de la police à Marseille, en 1978, M. Urrich était préfet de la Haute-Saône depuis juillet 1981.]

HAUTE-SAÔNE

M. GUY MERRHEIM

M. Guy Merrheim, vice-président du conseil général du Nord, est nommé préfet, commissaire de la République du département de Haute-Saône, en remplacement de M. Albert Urrich, nommé commis-

saire de la République du département de Loir-et-Cher.

[Né le 1^{er} août 1946 à Fillores-Roches (Nord), M. Guy Merrheim devient le plus jeune préfet de France. Élève de l'école technique de Douai, il a été abandonné aux études pour raisons familiales à l'âge de seize ans. Il a été successivement employé de bureau à la Belle Jardinière, usine de confection sise dans sa localité natale, puis, dès son retour du service militaire, coopérateur dans la même usine. Militant dans le mouvement de la Jeunesse socialiste du Nord, il est, en 1969, nommé directeur d'une maison des jeunes de Lille avant de devenir, en 1973, réanimateur juridique à la Caisse interprofessionnelle artisanale de retraite-vieillesse du Nord, puis, en 1976, chargé de relations publiques à l'office d'É.L.M. du Nord. En 1973, il est élu conseiller général socialiste du canton de Lille-Nord-Est, mandat renouvelé en 1979. En 1977, il est élu sur la liste municipale conduite par M. Pierre Mauroy. De 1978 à 1982, il occupe les fonctions de premier chef de cabinet de la région Midi-Pyrénées ; commissaire départementale au conseil général du Nord, assemblée dont il devient premier vice-président en 1982. Cette nomination a été une surprise, y compris dans les milieux politiques du Nord. Personne ne conteste à M. Merrheim, self made man, qui a beaucoup appris dans un travail assidu et efficace pendant quatre années à la préfecture de Nord, les qualités de gestionnaire et de préfet. « Pour moi, cette nomination est un peu une aventure, dit l'intéressé. Elle prouve aussi que la formation sur le terrain en vaut une autre ».

Il y a aussi au conseil général du Nord au problème de succession à la région, l'actuel président, M. Albert Dauvergne (P.S.), âgé de soixante-dix-sept ans, n'ayant pas l'intention d'écarter d'accomplir tout son mandat. Deux candidats se trouvaient en lice pour la succession : M. Guy Merrheim, précité, et M. Bernard Desrozier, député du Nord, conseiller général du canton de Lille-Est, adjoint du maire de Lille. La nomination de M. Merrheim en Haute-Saône laisse le champ libre à M. Desrozier. (Corresp.)

DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS

● Rapatriés. - Au cabinet de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé des rapatriés, M. Véraud Angelet est nommé attaché parlementaire, en remplacement de M. Laurence Posselt.

● Communication. - M. Roland Kéroux, vice-président du tribunal de grande instance de Paris, est nommé directeur adjoint du cabinet de M. L'honneur, ministre de la communication.

Le Monde

JUSTICE

APRÈS FLEURY-MÉROGIS, LES BAUMETTES

Une certaine agitation règne dans les prisons

Après Fleury, les Baumettes. Samedi 15 janvier, quarante et un détenus du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis (Essonne) s'étaient taillés les veines pour protester contre les lenteurs de la réforme pénitentiaire. Mercredi 19, l'agitation gagnait la maison d'arrêt des Baumettes à Marseille, surpeuplée comme le sont la plupart des prisons françaises (nos dernières éditions).

Après la promenade du matin, peu avant 10 heures, une centaine de détenus de cet établissement refusèrent de regagner leurs cellules, réclamant la possibilité de recevoir leur famille dans des par-

loirs sans séparation. Montés sur les toits intérieurs de la prison, ces détenus demandaient, sur l'invitation de M. Pierre Truche, procureur de la République à Marseille, mettre fin à leur mouvement de protestation vers 12 h 15.

Même scénario l'après-midi où deux cents détenus, cette fois, refusaient de réintégrer leurs cellules, certains se hissant sur les toits des bâtiments extérieurs. Commencée vers 16 heures, cette agitation prenait fin sans incident vers 18 h 30. Les C.R.S., sur place le matin comme l'après-midi, ne sont pas intervenus.

Les détenus déçus du changement

Comme il y a des déçus du socialisme, il existe des déçus de la réforme pénitentiaire. Pourtant, rarement, le gouvernement aura été aussi loin dans le libéralisme. Mais voilà : hormis la suppression des quartiers de sécurité, cette politique s'est surtout traduite par un catalogue de bonnes intentions et de projets qui tardent à devenir réalité.

Désencombrer les prisons ? C'est un des vœux les plus chers de M. Badinter. Mais, en dépit des incitations venues d'en haut, les magistrats, sous la pression de l'opinion, réagissent. Résultat : la courbe du nombre des détenus remonte de manière préoccupante. On en compte 34 583 actuellement pour 30 000 places seulement, dont 1 500 sont « indignes de notre pays », reconnaît volontiers M. Badinter, soulignant ainsi l'une des causes chroniques de cette agitation.

Pour remédier à cet entassement et à un mode de vie que les protestataires de Fleury-Mérogis qualifient de « moyennageux », il faudrait

construire ou reconstruire des prisons. Coût de l'opération : 400 000 F par détenu. Autant dire que le gouvernement n'en a pas les moyens. Alors il explore d'autres voies, comme l'amélioration de la vie quotidienne des détenus, annoncée le mois dernier par M. Badinter et qui, destinée à faire tomber la température, provoque aujourd'hui une poussée de fièvre.

Car c'est, paradoxalement, ce souci de mettre de l'huile dans les rouages qui est à l'origine des grincements observés ces jours-ci. Les protestataires de Fleury-Mérogis ne le cachent pas, qui déclarent dans un manifeste : « Les dernières réformes viennent de montrer que, en dépit des discours prometteurs, les prisonniers demeurent des êtres confinés dans un univers de non-droit et qu'ils appartiennent corps et âme à l'administration pénitentiaire ». Accourus aux Baumettes, le préfet de police des Bouches-du-Rhône, M. Bernard Patault, a donné, lui, une explication en forme

de critique : « L'annonce par le ministre de la justice d'une libéralisation du régime pénitentiaire a fait naître une certaine impatience chez les détenus ». Autrement dit, cette libéralisation tarde.

Des délais

Pas assez, et en tout cas, pas assez vite, tel est aussi le jugement que portent aujourd'hui sur cette réforme le Syndicat de la magistrature et le Syndicat national d'éducation et de probation de l'administration pénitentiaire, affilié à la FEN, lequel s'agit d'une politique « qui reste dépendante de la bonne volonté de la hiérarchie », c'est-à-dire des chefs d'établissement, soupçonnés, comme le font les protestataires de Fleury, de traîner les pieds.

En croire les détenus qui se sont exprimés ces derniers jours et ceux qui s'efforcent, à l'extérieur, de rester à leur écoute, la réforme Badinter est trop timide. Le garde des sceaux a, certes, promis l'extension des parloirs libres, c'est-à-dire sans séparation entre les détenus et leurs visiteurs, mais cette mesure ne concerne que les condamnés, non les prévenus, alors que la proportion de ces derniers a atteint un niveau alarmant.

Le ministère de la justice, pour expliquer le retard apporté à l'entrée en vigueur de la réforme Badinter, invoque les habitudes de l'administration. Annoncé il y a un mois seulement par le garde des sceaux, cette réforme, qui porte aussi bien sur la question des parloirs que sur la formation professionnelle et sur d'autres mesures ponctuelles (le Monde du 15 décembre 1982), nécessite des délais. Une série de décrets d'application est en préparation, et si une circulaire du 23 décembre a invité les chefs d'établissement à accélérer aussi vite que possible, lorsque les conditions le permettent, des parloirs libres, cette réforme exige dans certains établissements des travaux qui n'ont pas commencé et des crédits qui ne sont pas débouqués. Déjà qui serait somme toute normale si les protestations de ces derniers jours ne venaient rappeler que moins que tout autres, les détenus ne sont disposés à prendre des promesses de changement pour le changement lui-même.

BERTRAND LE GENDRE.

FAITS DIVERS

A Paris

LE GROUPE BAKOUNINE REVENDIQUE UN ATTENTAT CONTRE LES LOCAUX DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

L'attentat commis jeudi 20 janvier, peu avant 5 heures, contre les bureaux de plusieurs revues éditées par le ministère de la défense, situés au coin de la rue Saint-Charles et de la rue du Docteur-Finlay, à Paris (15^e) a été revendiqué par le groupe d'inspiration anarchiste Bakounine-Gdansk-Paris-Guatemala-Salvador. L'explosion a causé peu de dégâts matériels, mais a légèrement blessé un voisin qui a été atteint par des éclats de verre.

Le groupe Bakounine estime, dans son communiqué de revendication, avoir découvert « une dangereuse officine de propagande armée et entretenue des liens étroits avec les trafiquants d'armes internationales (privés ou d'État) pour détruire l'humanité au profit du capital... ». Le groupe avait déjà revendiqué plusieurs attentats depuis 1980. Le dernier en date avait visé, le 26 décembre 1982, la société du baron Edouard-Jean Empain (le Monde du 29 décembre) à Paris.

هكنا من النمل

société

L'inculpation de M. Maurice Papon

Bordeaux. — M. Maurice Papon a été inculpé, mercredi 19 janvier, de crimes contre l'humanité par M. Jean-Claude Nicod, doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de Bordeaux, chargé de l'information ouverte sur réquisition du parquet après le dépôt d'une série de plaintes avec constitution de partie civile déposées par les descendants de familles juives bordelaises déportées entre 1942 et 1944, à l'époque où M. Papon occupait les fonctions

de secrétaire général du département de la Gironde. Ces plaintes, consécutives à la révélation par le Canard enchaîné des 6 et 13 mai 1981 de documents mettant en cause celui qui était alors ministre du budget dans le gouvernement de M. Raymond Barre, sont cependant fondées sur d'autres pièces demeurrées jusqu'à présent inédites, selon les avocats des parties civiles, M^{rs} Gérard Boulanger et Serge Klarsfeld, pourraient encore être suivies d'autres.

« Je me suis employé en toutes circonstances à sauver qui je pouvais »

Arrivé au palais de justice de Bordeaux à 14 h 30, M. Maurice Papon, accompagné de M^{rs} Jean Rodier, ancien bâtonnier, qui sera son avocat au côté de M^{rs} François Sarda, est resté une heure dans le cabinet du magistrat qui, en présence de M. Dubois, procureur de la République, a enregistré sa protestation. Pour l'instant, le juge d'instruction n'a procédé à aucun interrogatoire sur le fond, l'ancien ministre ayant demandé de prendre connaissance préalablement d'un dossier dont il assure tout ignorer.

Cette notification d'inculpation a, du moins, amené M. Papon à rompre le silence dans lequel il s'était cantonné depuis mai 1981, s'en remettant à un « jury d'honneur », de la Résistance, et à lire à la presse une déclaration dans laquelle il parle notamment d'une « manipulation politique de la daveur quarante ans après » et d'un « scandale qui consiste à l'exploiter à des fins qu'il faudra établir clairement ».

« Une manœuvre politique »

Pour M. Papon, les plaintes dont il est l'objet « s'inscrivent dans une manœuvre politique engagée au moment des élections présidentielles et reprises à la veille des élections municipales et me recherchent dans de prétendues responsabilités administratives anciennes de quarante ans ».

Il rappelle aussi qu'elles n'ont pas empêché le général de Gaulle de le nommer ministre de l'Intérieur après que, dès 1944, un ministre de l'Intérieur socialiste a estimé qu'il n'avait rien à se reprocher.

Cette déclaration fait encore référence au « jury d'honneur » et à la sentence qui lui rendue au terme de cette procédure, le 15 décembre 1981, mais dont l'ancien ministre ne retient que les aspects positifs : la constatation de son appartenance aux Forces françaises combattantes, sa participation active à la Résistance contre l'occupant.

« Il est établi, rappelle M. Papon, que toutes les personnes entendues, à la seule exception de l'avocat des parties civiles non témoin des faits de l'époque, avaient estimé qu'il n'y avait pas de base à un grief de crimes contre l'humanité à l'encontre de la Préfecture de la Gironde ».

Dans sa conclusion, lue d'une voix forte, M. Papon a ajouté : « Nous avons vécu, de 1940 à 1944, un terrible drame national et humain. J'ai accompli mon devoir au péril de ma liberté et de ma vie... Je fais confiance à la justice de mon pays pour reconnaître une vérité d'autant plus simple que je n'ai jamais exercé aucune fonction de police ou de répression ici et que, en revanche, je me suis employé, en toutes circonstances, à sauver qui je pouvais ».

M. Papon devait, un peu plus tard, répondre à des questions, parler du caractère politique des origines de l'affaire, d'un « environnement pour le moins étrange qui touche peut-être à la haute politique, y compris extérieure », mais sans consentir à expliciter davantage. De même a-t-il refusé d'éclaircir ce propos : « Maintenant, non seulement je parle, mais, surtout, je vais parler ».

Une longue procédure

Que ne l'aurait-il fait plus tôt ? Il donne sa réponse : « Parce que j'ai horreur des certificats d'autojustification. Mais mon dossier de résistant existe au ministère de la guerre ». Et encore : « C'est que je ne suis pas un homme de démission et de troubles qui explique les conflits internes. Et puis j'avais la naïveté de penser que tout cela était tellement invraisemblable que cela finirait par le ridicule de ceux qui avaient tout déclenché ». Enfin, à la question majeure, car c'est celle-là même sur laquelle le jury d'honneur l'a malgré tout désavoué : « Pourquoi n'avez-vous pas démissionné ? », il réplique : « J'ai pensé démissionner à plusieurs reprises, mais j'en ai été empêché par mon caractère. Je n'ai jamais désiré le terrain sur lequel je me trouve placé pour me battre ».

De notre envoyé spécial

Du côté des parties civiles que représentent, dans les couloirs, un porte-parole du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (M.R.A.P.) de Bordeaux et un membre de l'Association des familles et amis des victimes de l'administration de Vichy, l'inculpation a été évidemment bien accueillie. « Elle va permettre, disent les uns et les autres, de rétablir une vérité historique bafouée. Nous affirmons avec force qu'il n'est pas trop tard pour faire, toute la lumière sur cette période des années noires. Mais nous entendons que si M. Papon a pu rendre des services à la Résistance, cela ne soit pas tenu pour compensation de ce qu'il a pu faire par ailleurs ».

Dans les semaines à venir, l'affaire Papon va connaître une phase de léthargie, le juge d'instruction ne pouvant envisager un premier interrogatoire sur le fond avant plusieurs semaines. De part et d'autre, on s'attend à une procédure de longue patience, car, lorsqu'il s'agit de sortir des généralités pour apprécier les documents et les pièces produites, les affrontements seront rudes et tout autant lorsqu'il y aura à estimer les responsabilités. On a déjà pu remarquer que M. Papon parle de la Préfecture de Bordeaux dans son ensemble et rappelle que s'il en fut le secrétaire général il y avait au-dessus de lui un préfet régional, M. Maurice Sabatier, rémoir toujours possible, un préfet départemental, M. Boucoiran, aujourd'hui décédé et un intendat de police. En tout cas, pour la justice, l'inculpation prononcée le 19 janvier, dont il faut rappeler qu'elle ne signifie pas culpabilité, ne saurait être qu'un lever de rideau.

J.-M. TH.

Responsabilités

Il faut le dire sans détours : le déplaçant dans cette affaire Papon est effectivement le moment choisi pour le faire naître. On ne fera croire à personne que les documents publiés le 6 mai 1981 par le Canard enchaîné, quatre jours avant le second tour de l'élection présidentielle, avaient été découverts la veille. La fond de l'affaire ne saurait en être pour autant abolie. Si de telles pièces existaient, connues depuis déjà un certain temps, de ceux qui les détenaient, le retard apporté à leur exploitation doit être un peu plus exactement apprécié.

La libération venue, dès l'été 1944, l'épuration, selon le mot de l'époque, ne fut pas un badinage. Mais elle visait alors essentiellement, à travers les partisans de la collaboration la plus active, ceux qui étaient faits les adversaires sans merci, par actes ou par écrits, d'une Résistance, qui reconnaît ses morts et surmontait ses épreuves. Cette épuration n'épargnait guère tous ceux, gens de police ou de milice, mercenaires ou idéologues, qui avaient été des dénonciateurs ou des tortionnaires et pas moins les organisateurs d'exécutions d'otages.

Plus tard, lorsque à partir de mai 1945 revinrent des camps nazis les premiers rescapés, ce furent encore des résistants. Certains devaient être bientôt réintégrés à la charge dans les affaires de trahison ou d'intelligences avec l'ennemi qui restaient encore à juger, fors qu'ils étaient du souvenir gardé de ceux qui les avaient livrés ou soumis à la question. De son côté, le tribunal international de Nuremberg, dont le long procès fait aux dignitaires nazis allait élargir le champ d'action, montrait qu'au-delà des actions ponctuelles contre les résistants des nations qu'ils occupaient les hommes en cause avaient mis en œuvre d'un bout à l'autre de l'Europe toute une politique antisémite dans la perspective d'une solution finale dont le cours était engagé.

Pays par pays, on dressa bientôt autant d'affreux bilans. Cependant, si l'on demandait des comptes aux représentants de l'occupant. Mais le temps n'était pas encore venu de se dire que, pour mener à bien pareille entreprise, les nazis avaient trouvé auprès des administrations nationales en place, et notamment en France, les concours nécessaires, frénétiques ou contraints, résignés ou zélés.

C'est aussi que en regard des rescapés de la Résistance exaltés dans l'élan patriotique d'une libération, les survivants du génocide du peuple juif restaient dans le même temps sinon ignorés, du moins négligés. Apatrides pour le plupart, éprouvant la sorte misérable de ceux qu'on appelait les « personnes-dépêchées », c'est l'Amérique, plus que l'Europe qui les avait pris en charge. De victimes, ils ne pouvaient, eux, pas-

ser du jour au lendemain au rang de héros.

Il fallut donc attendre que les plus ardents, les plus fiers d'entre eux fussent réintégrés. Il fallait attendre aussi que se concrétise le rêve d'un État d'Israël pour que, toute une communauté apprenant à connaître la réalité complexe de l'extermination tentée sur elle, « Petit à petit, du procès Eichmann en affaire Linch, et la série américaine « Holocauste », aidant, l'image de l'occupation nazie, à l'épuration des années 1940 et avec l'apparition des générations nouvelles en France comme ailleurs, se modifie profondément ».

Le crime contre l'humanité révisé en fin de compte le traditionnel crime de guerre, « Les cinq années à rayé de notre histoire », selon le mot du procureur général Mornet au procès Pétain, lolo d'un être rayé de l'histoire au contraire être passées à la loupe sans complaisance. Pour les plus jeunes, ce n'était plus tant dans les mémoires d'une Résistance exemplaire parce que minoritaire qui seraient à retenir, que la passivité ou, pour le moins, l'attentisme d'un peuple français qui avait consenti à l'action nazie et n'avait pas été dans sa majorité considérablement troublé. Si l'on avait poursuivi et puni ceux qui avaient, Français compris, agi contre les combattants de l'ombre, pourquoi ne jugerait-on pas, Français compris, ceux qui avaient concouru au plus froid des massacres ? De là l'affaire Laguy, de là, aujourd'hui, l'affaire Papon.

Rescapés et héritiers

Le risque mortel, c'est qu'il puisse y avoir de ce fait divorce entre les rescapés de la Résistance, race en voie d'extinction, et les héritiers des victimes de l'holocauste, enfants brûlés de souvenirs, dès lors que tel ou tel aurait été utile à la première en prêtant son concours à l'accomplissement du second. Comme le disent aujourd'hui les familles parties civiles, un authentique résistants n'aurait jamais accepté d'envoyer à la mort des centaines d'innocents.

Il fut, en juin 1940, un autre fonctionnaire de l'administration préfectorale, Janna prêt d'Eure-et-Loir à l'entrée des troupes nazies dans Chartres, il se vit sommer par elles de signer un texte qui devait faire endosser à des soldats allemands de l'armée française la responsabilité de morts et de massacres dus à l'occupant. Menacé, trappé, enfermé, ce jeune préfet, pour être sûr de ne point céder à de nouveaux coups le lendemain, tenta de se donner la mort en s'ouvrant la gorge. Le 14 novembre 1940, le gouvernement de Vichy le révoqua. Il devait, malgré tout, faire repaître de lui, il s'appellait Jean Moulin. Entre son attitude et celle de M. Papon, il y a la différence qui sépare la l'impunité de l'ambiguïté.

J.-M. THEOLYRE

HISTOIRE

Chronique du temps des F.F.I.

(Suite de la première page.)

La guerre du lieutenant Escarpit est une toute petite guerre, trois cents morts. Sur un tout petit champ de bataille inconnu : un bout de Médou, la pointe de Grave, où une forte garnison allemande se retrancha à la Libération. Cela n'intéressait personne. A Bordeaux, on était ravi de laisser les F.F.I. s'en occuper. Les bourgeois bordelais, avaient vécu 1944 comme les bourgeois du temps de Jeanne d'Arc. L'important était d'éviter que les fortunes du vin soient inondées par des vagues de pieds et des idées. Les maires, les vagues de pieds, les professeurs au cœur pur, on les laissa assiéger la pointe de Grave, avec leurs pétroles récupérés, leurs chaussures à semelles de bois, leurs canadiennes radieuses par la crasse. Après tout, ils étaient volontaires. Ils n'avaient pas signé d'engagement et n'avaient pas à tout moment rentrer chez eux. On laissait leurs femmes et leurs enfants mourir un peu de faim : la « vraie guerre » était finie, l'important était de s'organiser après un internat regrettable.

Les civils perdus

Robert Escarpit, qui se rebaptisa le lieutenant Cardère (« pas tout à fait : c'est à lui que des choses arrivent qui ne me sont pas toutes arrivées »), dit ce que furent ces civils perdus qui faisaient une guerre de tranchées tout seuls. Une bande de camarades restés là par fidélité à la bande, par idéal, et, pour certains, par mépris pour ceux qui restaient.

au chaud par ce redoutable hiver 1944-45.

Ils venaient d'un peu tous les horizons : de la gauche, des Croix-de-la-fleur d'avant guerre. Les garçons de 1944 ne savaient plus très bien se classer, en politique.

Quelques militaires aussi. Un saint-cyrien en gants blancs, de vieux soldats de métier et « Carnot ».

« Carnot » est mort, il y a peu. Un condottiere chevronné, que l'on a surnommé « le grand chef », totalement non conformiste : Jean de Milleret, dit Carnot, resta colonel. Cadet de Gascogne, hâbleux et bretteur sans vergogne, à l'intelligence explosive, fut décoré et ignoré : il n'y a, dans le coin, qu'une place Carnot. Pour la gauche, c'était un homme de droite, pour la droite un homme de gauche. En politique, c'est parfois utile. Pas dans une carrière militaire. Ou pas toujours.

Seul à venger les « ve-nu-pieds » de Grave, le général de Laminet, l'enfant terrible de la France libre, chef du « front de l'Atlantique », se leva à la fin du banquet offert par la chambre de commerce de Bordeaux : « Ce n'est pas, dit-il, pour enrichir les Bordelais que se sont fait tuer en volontaires, de braves garçons de chez nous. » Et, faisant allusion aux casernes construites par les entrepreneurs locaux pour les Allemands à la pointe de Grave : « Si nous en jugeons par leur qualité, nos nouveaux parcs seront solides. »

Edgard de Laminet et Jean de Milleret, militaires et hobereaux, ont joué de la même réputation : des extravagants, acquiescés avec des « ve-nu-pieds », des lieutenants Escarpit, des « sans-caste ».

Gilbert Pierre Charles Emmanuel Pinot, comte de Chambrun, a fait pis. Ce diplomate de carrière et de tradition a poussé le non-conformisme jusqu'à devenir, à partir de la fin 1941, un des plus importants chefs de la Résistance du Sud-Ouest, avant de s'engager en 1945 à 1955 sur les bancs de l'extrême gauche à l'Assemblée nationale.

Fils du marquis de Chambrun, sénateur de la Lozère, dreyfusard, un des rares parmi ses pairs qui refusèrent les plaines poudrées à Philippe Pétain, Gilbert de Chambrun décrit la carrière (et les amours) d'un attaché d'ambassade d'avant-guerre, la drôle de guerre (et les amours) d'un lieutenant de bonne famille qui s'ennuie, d'un agent des affaires étrangères anglophile à Vichy qui partage une des maîtresses de Drieu La Rochelle. A ses côtés, il est reçu sans cacher ses opinions dans les milieux huppés et corrompus de la collaboration parisienne.

A Vichy, au printemps 1941, le ministre des affaires étrangères,

jusqu'alors pro-alle, cesse d'être un endroit fréquentable. Le 25 juillet 1941, Gilbert de Chambrun dit adieu à sa jeunesse, à sa vie sentimentale et à son milieu. Tandis que beaucoup de ses camarades s'exilent, il rentre à Mervel pour y devenir résistant. Il ne joue plus. Son livre devient le strict récit de son rôle dans la mise sur pied des mouvements et de la place de plus en plus importante que, lors « politique », il y a eue. Une place qui lui vaudra la responsabilité redoutable, et qu'il revendiqua, d'être à la Libération le chef de troupes rarement disciplinées et dont la soif de vengeance n'est canalisée par aucun appareil judiciaire.

A Montpellier, à Nîmes surtout, malgré les avertissements qu'il avait lancés à Londres et à Alger, les représailles contre les « collaborateurs », vrais ou supposés, les règlements de comptes s'accumulent. « Calcul machiavélique » de laisser la Résistance patauger dans le sang ? Gilbert de Chambrun pose la question sans y répondre. Pour sa part, plutôt que de fermer les yeux, il s'est efforcé, écrit-il, de contrôler la répression, et par conséquent de la circonscire.

Comme « Carnot », comme Escarpit, il a un rêve : l'amalgame. C'est-à-dire englober dans une même armée les soldats venus d'Afrique du Nord et les F.F.I., volontaires de l'an II. L'illusion. De Gaulle, soucieux d'établir un pouvoir fort, et de garder le contrôle de l'armée, de ses hommes et de ses chefs, décourage l'intégration massive des hommes des maquis. Les régiments que Chambrun s'efforce de constituer fondent comme neige au soleil de la bureaucratie. Lui-même prend le commandement du 81^{er} R.I., assisté d'un officier de carrière, et se bat dans les rangs de l'armée de de Lattre, comme colonel F.F.I.

Paris et de Gaulle, lui font « conseiller » de regagner le Quai d'Orsay. Il rend ses cinq galons fictifs et reste lieutenant de réserve, à la tête d'une compagnie, jusqu'au 18 avril 1946 où, le conseil étant devenu un ordre non exécutoire, le lieutenant de Chambrun, déserteur de la diplomatie, est envoyé en prison.

Le F.F.I. Escarpit et le F.F.I. de Chambrun ont, depuis lors, poursuivi, l'un dans l'Université et le journalisme, l'autre au Parlement et au Quai d'Orsay, des carrières où rien ne les a rapprochés. Sauf cette chronique et... d'avoir rêvé de Valmy.

JEAN PLANCHAIS.

* Robert Escarpit, les *Ve-nu-pieds*. Chronique de la guerre du Médou. Editions universitaires, 77, rue de Valenciennes, 75006 Paris, 85 F.

* Gilbert de Chambrun, *Journal d'un militaire d'occasion*. Aubanel, Avignon, 90 F.

ÉDUCATION

LES NOUVELLES MISSIONS DE L'INSPECTION GÉNÉRALE

La notation des enseignants est maintenue mais sera modifiée

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, vient de présenter aux doyens de l'inspection générale les nouvelles missions de ce corps. Cette réforme, annoncée dès la rentrée scolaire, a fait l'objet depuis trois mois de nombreuses consultations (le Monde du 30 octobre).

La tâche essentielle de l'inspection, surtout à l'heure de la décentralisation, est, selon M. Savary, de « développer des dispositifs permanents d'évaluation du système éducatif dans son ensemble, dans ses résultats, dans ses évolutions ». Cette démarche implique de « nouvelles méthodes de travail puisque l'inspection devra concerner en priorité des ensembles, des démarches collectives, des projets éducatifs ».

Le ministre remet aussi en question la composition de l'inspection générale, qui distingue des spécialistes des différentes disciplines. « L'état de l'éducation nationale française, affirme en effet M. Savary, n'est pas la juxtaposition de points de vue disciplinaires (...). L'analyse réclame des compétences très larges, englobant les travaux collectifs auxquels il convient d'associer des personnalités extérieures, voire étrangères » pour tenir compte de la « dimension internationale ».

Dans cet esprit, l'inspection générale se voit chargée d'une réflexion particulière sur « l'état des enseignements scientifiques, de l'élémentaire aux classes préparatoires, la situation des nouvelles technologies au sein de l'éducation nationale, la préparation psychologique des élèves à une perspective de formation permanente ». Cette réflexion devra être terminée pour la fin de l'année scolaire. En même temps, l'organisation interne de l'inspection générale sera modifiée pour remédier aux inconvénients de la « juxtaposition » de disciplines, et donc d'objectifs.

Dans le cadre de ces nouveaux domaines de compétences, la première tâche de l'inspection consistera à organiser le travail commun et à concevoir l'enseignement des disciplines qui les composent dans leurs relations « en commençant par mener une réflexion immédiate » sur les programmes et méthodes pédagogiques. Les coordinateurs de ces domaines de compétences seront nommés pour cinq ans sur proposition du doyen de l'inspection générale. Actuellement l'inspection est partagée en deux groupes en plus du cloisonnement disciplinaire : celui des enseignements préscolaire, élémentaire et d'adaptation, d'une part ; celui de l'éducation et de la vie scolaire dans le second degré, d'autre part. Pour que l'enseignement soit « pensé dans sa continuité », les membres de ces « groupes transversaux » devront travailler en commun dans les « ensembles précédemment définis ». Le maintien d'un groupe « vie scolaire » ne devra pas empêcher les autres inspecteurs de prendre en compte cette dimension « que l'on souhaite précieusement intégrer à tout travail d'évaluation ».

L'évolution de la fonction des inspecteurs généraux correspond, pour le ministre, « à un véritable métier ».

et suppose donc une formation. Dans l'attente des conclusions de la réflexion en cours à ce propos, M. Savary estime que « les périodes de formation continue des inspecteurs devront permettre de maintenir un lien concret avec la recherche mais aussi avec l'enseignement ».

L'« indépendance » de ce corps, auquel le ministre affirme son attachement, « doit être assurée par un recrutement transparent et ouvert ». M. Savary a décidé de mettre en place à cette fin, dès le mois de février, une « commission présidée par le doyen de l'inspection générale et nommée par le ministre », qui « comprendra des représentants des corps d'inspection, des enseignants et des membres de l'administration. La représentation de l'inspection générale s'élèvera à un tiers des membres ».

Pour les enseignants, cette réforme entraîne de nouvelles modalités d'évaluation et de notation. Elles se substituent, dès à présent, aux mesures transitoires « qui consistent, depuis la rentrée, à n'ins-

pecter que les enseignants qui en font la demande ». « Inspection individuelle » et « notation » sont maintenues, comme c'est le cas pour l'ensemble des fonctionnaires. Toutefois, le ministre propose de les assortir de nouvelles modalités qui seront prochainement définies en détail. Il recommande, dès à présent, les visites d'établissements et de classes sans notation avant les inspections individuelles pour apprécier la « spécificité des établissements » et les « démarches collectives ». D'ailleurs, les enseignants disposeront d'un « droit de réponse aux rapports d'inspection » : ce qui implique l'envoi de ces rapports aux intéressés dans un délai d'un mois. Les « boîtes de notes » seront transmises aux commissions administratives paritaires compétentes et pourront faire l'objet d'un « appel ».

Les enseignants qui refuseront l'inspection (0,06 % en 1981, selon le ministre) n'auront aucune note pédagogique « avec les conséquences que cela implique pour la détermination de la note globale », c'est-à-dire pour leur avancement ou leur mutation.

AU CENTRE UNIVERSITAIRE CENSIER A PARIS

Une agitation de temps de crise

Toutes les entrées au centre Censier (université de la Sorbonne nouvelle, Paris-III) sont surmontées de grandes banderoles : « Grève avec occupation des locaux ». Depuis le vendredi 14 janvier, de nombreux étudiants sont en grève, il règne dans le hall du centre, dans les couloirs et dans l'« amphithéâtre », où est réunie une assemblée générale, une agitation de temps de crise. Aux étudiants, organisés en comité d'action, se mêlent des enseignants qui, à l'appel de leurs syndicats, ont cessé le travail depuis le début de la semaine (le Monde du 19 janvier).

Réunis dans un « amphithéâtre », six cents étudiants veulent alors « le premier ministre et le ministre de l'économie et des finances » sur la situation financière de plusieurs unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) de Paris-III, puisque « le ministère de l'éducation nationale ne peut plus rien faire ». Si aucun crédit supplémentaire n'est accordé, certains cours payés en heures complémentaires s'arrêteront prochainement. Reçus le 13 janvier par le directeur des enseignements supérieurs, les étudiants expliquent qu'ils ont « obtenu un crédit supplémentaire de deux mille quatre cents heures pour l'université ». Les U.E.R. qui en ont principalement bénéficié, celles dont les étudiants ont pour une grande part animé le mouvement, correspondent aux disciplines les moins traditionnelles où interviennent des professionnels extérieurs à l'université : le cinéma et le théâtre. « Comme c'était insuffisant, expliquent-ils, nous avons décidé la grève, puis l'occupation du centre chaque jour jusqu'à minuit ».

« Notre principale préoccupation, déclarent les étudiants qui s'expriment à la tribune, est

d'obtenir la validation et la reconnaissance des diplômes, même si l'année universitaire est raccourcie. » Ils prononcent comme des mots magiques les vieux slogans « Solidarité étudiants-enseignants ».

Ces derniers, de leur côté, font grève pour manifester leur opposition au projet de réforme de leurs carrières et la menace d'elongement du temps de service. La suppression de treize mille heures complémentaires relève pour eux de la même logique. Discrètement dans les « A.G. » étudiants, des représentants des enseignants écoutent, regroupés au bas de la tribune. Ils se disent « intéressés » et affirment que « le mouvement des étudiants et celui des enseignants sont indissociables ».

Les étudiants se soucient peu pour l'instant de l'avenir de l'enseignement supérieur : « Nous en parlerons plus tard », disent-ils. Ils se méfient aussi des organisations étudiantes de gauche : « Elles nous éblouissent, mais ne sont pas majoritaires au comité d'action ». L'objectif immédiat du comité d'action est de « maintenir la mobilisation ». Les étudiants grévistes savent que le mouvement « peut retomber », que dans les salles toutes proches de cet amphithéâtre agité d'autres suivent normalement les cours ou « planchent sur un parti ». Un représentant du comité d'action formule une nouvelle proposition : « Écrivons aux élus, aux présidents des groupes parlementaires socialistes et communistes. » Un étudiant lui arrache le micro : « Et à ceux de l'U.D.F. et du R.P.R. Maintenant qu'ils sont dans l'opposition, ils seront peut-être prêts à nous aider. » Ce qui lui vaut beaucoup de protestations. Et quelques applaudissements...

N. G.

SAMEDI DIMANCHE

Une nouvelle lecture de l'actualité pour le week-end.

La dernière aventure nomade

Derrière la guerre du Sahara, dont le président Mitterrand s'entretenait au Maroc le 27 janvier avec le roi Hassan II, il y a certes des ambitions et un conflit sur la façon dont un morceau d'Afrique doit être décolonisé. C'est aussi la manifestation d'un grand rêve et, peut-être, la dernière aventure nomade. Le colonel Kadhafi, il n'y a pas si longtemps, caressait l'utopie des « États-Unis du Sahara ». Face à la volonté d'assimilation et de sédentarisation des États, les hommes de grande tente réveillent une très ancienne civilisation. Chant du cygne dans un monde de citadins et de paysans ?

Le samedi, Le Monde change la présentation de son édition du 6^e jour, pour vous proposer, pendant le week-end, une nouvelle lecture de l'actualité.

Élargir la couverture de l'information internationale, développer une réflexion de fond sur les événements marquants, présenter les rendez-vous importants de la semaine à venir, telles sont les trois idées directrices qui inspirent ce changement.

Le Monde

Directeur : André Laurens

Hubert Bourvois-Méry

DERNIÈRE ÉDITION

DOMANCHE 16 - LUNDI 17 JANVIER 1983

da
Dans quel
continent
déjà.

ÉDUCATION

Près de 4 % des enseignants du supérieur ont manifesté contre le projet de réforme des carrières universitaires

Les universitaires étaient appelés à faire grève du lundi 17 au mercredi 19 janvier par le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup, FEN) et le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) pour protester contre le projet de réforme des carrières des enseignants du supérieur (le Monde du 19 janvier). Selon les responsables syndicaux, la grève a été « largement suivie » dans les établissements. Ils citent l'exemple de Tours, de Clermont-Ferrand-II, de Paris-X et de Paris-XI.

Comme lors de la précédente action de grève, au mois de novembre 1982, il est impossible de comptabiliser les grévistes dans l'enseignement supérieur, où la notion d'horaires de service est particulière. D'après les informations transmises par nos correspondants en province, il semble que la grève a surtout été observée mercredi. A Nancy, des assemblées générales ont eu lieu. A Toulouse, où une manifesta-

tion a groupé une centaine d'enseignants, les responsables syndicaux font état d'une participation importante, la « plus forte depuis 1968 ». Manifestation aussi à Nantes, alors qu'à Rennes l'appel à la grève a été plus pris en compte dans les écoles d'ingénieurs que dans les universités.

Le fait que près de quinze cents personnes aient participé au cortège parisien peut être interprété comme un signe de succès de ces journées d'action. Si le chiffre est faible, il doit néanmoins être rapproché du nombre des enseignants du supérieur actuellement en fonctions en France, soit moins de quarante mille.

Que près de 4 % des salariés d'une profession manifestent témoignent d'un mécontentement réel et d'une déception des universitaires à propos des projets de réforme des carrières.

Défilé dans le calme à Paris

A Paris, quelque mille à deux mille enseignants du supérieur ont défilé, mercredi 19 janvier, du Centre Georges-Pompidou aux abords de l'Hôtel Matignon. Derrière des banderoles syndicales proclamant l'opposition de ces organisations aux projets de réforme des carrières universitaires, des enseignants de toutes disciplines et de toutes catégories ont manifesté pendant plus d'une heure dans la rue.

Les slogans scandés par des participants : « D'autres carrières pour un autre enseignement supérieur », « Règlement du contentieux », ont été peu repris. Les adhérents du SGEN ont eu un peu plus de succès en criant : « Payan peut mieux faire ! », allusion aux actions du directeur général des enseignements

supérieurs. Mais, dans l'ensemble, les manifestants ont défilé dans le calme. « Un universitaire ne crie peut-être pas, explique au gréviste, mais il est conscient, en venant de Clermont-Ferrand à Paris pour participer à cette marche, de montrer au ministre et à son entourage son mécontentement ».

Comme en témoignaient les caillots, gonflés par le vent, ils étaient venus de Caen, de Reims, de Rennes, de Clermont-Ferrand et de divers établissements parisiens. Des enseignants de quelques instituts nationaux de sciences appliquées (INSA) affichaient aussi leur présence, ainsi que les personnels du Muséum. A côté des deux syndicats, des membres de l'Association nationale des assistants (ANA), s'étaient aussi mobilisés pour venir expliquer

leur conception « des actions de longue haleine sur des objectifs réalistes ». A la fin du cortège, des agents et des personnels de service de l'enseignement supérieur, adhérents du SGEN, regroupés derrière une banderole, ont exprimé leur souhait d'obtenir la « titularisation des personnels, ouvriers des centres régionaux des œuvres universitaires (CROUS) et l'ouverture de négociations préparant une réduction du temps de travail ».

« Nous sommes plus nombreux dans la rue que le 26 novembre dernier », se réjouit un maître-assistant lillois. Chacun prend quelque plaisir à contempler la manifestation lorsqu'elle s'étire depuis le quai de Conti jusqu'au milieu du Pont-Neuf. « C'est satisfaisant », déclare un enseignant de Paris-I. Il précise que dans son université, la grève « est très bien suivie ». Alors : content ? « A peine », avoue-t-il, en reconnaissant que pour un syndicaliste manifester en vue d'obtenir d'un gouvernement de gauche des revendications déjà anciennes, « c'est un peu difficile ».

Mais « Savary maintenant a compris », affirme avec assurance un scientifique, qui, d'après ses voisins de cortège, « a des informations... ». Alors, l'espoir existe.

SERGE BOLLOCH.

Faits et jugements

Condamné après un détournement d'avion en 1977

JACQUES ROBERT FAIT UNE GRÈVE DE LA FAIM

Condamné à dix-huit années de réclusion criminelle en février 1979 pour avoir été l'auteur du détournement, au mois de septembre 1977, d'une Caravelle d'Air Inter, action qui avait entraîné la mort d'une personne, en blessant quatre autres, (le Monde des 2 et 3 octobre 1977), Jacques Robert, détenu à Fresnes, a été transféré, dans le courant de la semaine dernière, à la salle Cusco de l'Hôtel-Dieu à Paris. Selon son avocat, M. Pierre Dmochowski, Jacques Robert serait dans un état physique très grave provoqué par une nouvelle grève de la faim entreprise depuis une vingtaine de jours.

Jacques Robert, qui a multiplié les actions de ce genre depuis deux ans, mettant ainsi en péril sa vie, entend attirer l'attention du garde des sceaux sur son cas. Outre une révision de son procès, Jacques Robert veut obtenir le statut de prisonnier politique, alors que sa condamnation par une juridiction de droit commun l'en a privé. Il veut également, les jurés de la cour d'assises l'ayant, selon lui, expressément disculpé du chef d'accusation d'homicide volontaire, que cette mention inscrite à tort à son casier judiciaire soit supprimée.

● Un malfaiteur tué par la police. — Recherché par la police, qui le soupçonnait de plusieurs délits et d'une tentative de meurtre, Christian Bonin, dix-neuf ans, a été mortellement blessé, mardi 18 janvier à Bordeaux, par les policiers qui tentaient de l'appréhender.

● Filé par les policiers, il avait pris la fuite à bord d'une voiture volée jusqu'à ce que les forces de l'ordre stoppent son véhicule et lui présentent leur carte professionnelle, précise-t-on de source judiciaire. Le jeune homme aurait, alors, brusquement démarré, blessant un des inspecteurs tandis que ses collègues faisaient usage de leurs armes. Christian Bonin est décédé quelques heures plus tard.

LENTILLES SOUPLES
ADAPTATION COMPRISE
690 F

ORLÉANS OPTIQUE
19 bis, avenue du Général-Leclerc
75014 Paris
Téléph. : 327-20-18

MÉDECINE

A l'Académie

ÉLECTION DU PROFESSEUR
MOZZICONACCI

Lors de la séance du mardi 18 janvier, l'Académie nationale de médecine a élu dans sa première section (médecine et spécialités médicales) le professeur Pierre Mozziconacci, médecin honoraire des hôpitaux de Paris. Lors de la même séance, l'Académie a élu un associé étranger, M. Albert de Scoville, de Liège (Belgique).

[Né le 23 juillet 1911 à Alger, Pierre Mozziconacci a fait ses études aux lycées Buffon et Janson-de-Sailly et à la faculté de médecine de Paris.]

Médecin des hôpitaux de Paris en 1953, professeur de pédiatrie à la faculté de médecine de Paris de 1963 à 1967, il était jusqu'à la même date chef de service à l'hôpital des Enfants-Malades. Ses travaux ont porté notamment sur la rhumatologie infantile (rhumatisme articulaire aigu et rhumatisme chronique), sur la pathologie infectieuse et immunologique ainsi que sur les maladies métaboliques.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages consacrés à ces thèmes.]

DÉFENSE

NOMINATIONS MILITAIRES

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Charles Hernu, le conseil des ministres du mercredi 19 janvier a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● Marine. — Est nommé commandant la zone militaire de l'océan Indien, le contre-amiral Dominique Lefebvre.

Est nommé président de la commission permanente des essais des bâtiments de la flotte, le contre-amiral Claude Corbier.

● Terre. — Est promu général de division, le général de brigade Michel Blesbois, nommé directeur central du génie.

Sont nommés : directeur de la section technique de l'armée de terre, le général de division François Bosshardt ; major régional de la III^e Région militaire (Rennes), le général de brigade Armand d'Huls ; commandant l'artillerie du 1^{er} corps d'armée et de la VI^e Région militaire (Metz), le général de brigade Jean Barat.

● Air. — Est promu général de brigade aérienne, le colonel Hervé Guillou.

Est promu commissaire général de brigade aérienne, le commissaire colonel Bernard Auvergne, nommé adjoint au directeur central du commissariat de l'armée de l'air.

FABRICANT - VENTE DIRECTE

MENAGERE modèle Baguette
MÉTAL ARGENTÉ 145 g - GARANTIE 25 ans
61 pièces 2626 F (TTC)
FRANOR
70, RUE AMELOT
75011 PARIS
Catalogue gratuit M sur demande
Tél. : 700.87.94 - fermé le samedi

CARNET

Décès

YVES DUHAMEL

Nous avons annoncé le décès du docteur Yves DUHAMEL, chargé des affaires culturelles de la ville de Vannes.

[Né le 14 mai 1924 à Nantes, Yves Duhamel avait fait ses études au lycée Clemenceau de Nantes et à la faculté de médecine de Paris.]

Le docteur Duhamel était médecin-chef de service au Centre hospitalier de Vannes depuis 1954, directeur d'enseignement clinique à l'université de Rennes depuis 1972, médecin expert auprès du ministère du travail en matière de pneumoconioses depuis 1968.

Ses travaux ont porté plus particulièrement sur la physiopathologie respiratoire.

M. et M^{me} Elie Benhamon, M. et M^{me} Maurice Benhamon, M^{me} Clairette, Colette et Marjorie Benhamon, M. et M^{me} Charles Benichou, M. et M^{me} Elie Elimelech, M. et M^{me} Serge Volin, ses oncles, tantes, neveux et nièces, et toute la famille.

M^{me} Patricia Zinetti, sa fiancée, ont la douleur de faire part de la perte cruelle de

Samy BENHAMOU,

survenu le 9 janvier 1983, à l'âge de vingt-huit ans.

L'inhumation aura lieu le 20 janvier 1983, à 14 h 30, au cimetière parisien de Pantin.

Ces avis tiennent lieu de faire-part.

105, boulevard Lefebvre, 75015, Paris.

M. et M^{me} Guy Delafontaine et leurs enfants.

M. et M^{me} François Delafontaine et leurs enfants.

M. et M^{me} Thérèse Delafontaine et sa fille, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Francis DELAFONTAINE,

née Lucienne Raffy,

leur mère, belle-mère et grand-mère, survenue le 19 janvier 1983, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 23 janvier 1983, à 9 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard de Montparnasse, Paris-6^e.

Mais « Savary maintenant a compris », affirme avec assurance un scientifique, qui, d'après ses voisins de cortège, « a des informations... ».

Alors, l'espoir existe.

SERGE BOLLOCH.

FORMATION CONTINUE DES ENSEIGNANTS DE FRANÇAIS

Séminaires proposés par l'Université Paris-III aux instituteurs et aux professeurs de collège et de lycée. Prendre contact avec l'Université : tél. : 570-12-90

poste 342 (linguistique et pédagogie), poste 311 (littérature, initiation au latin)

CENTRE CENSER, 13, rue de Santeuil - 75005 PARIS

— Madame Lucien Guerpillon, Ses enfants, petits-enfants, sœur, amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis-Lucien GUERPILLON, retraité des P.T.T., ex-chef de cabinet au Ministère de la Santé, survenu le 19 janvier dans sa quatre-vingt-quatrième année.

L'inhumation aura lieu, vendredi 21 janvier à 13 h 45 au Père-Lachaise.

— Les membres de l'Association professionnelle des chronométristes et informaticiens de la gastronomie (A.P.C.I.G.) ont le regret de faire part du décès de leur confrère et ami.

Jacques MORLAINE.

Ses obèques auront lieu le vendredi 21 janvier, à 10 h 45, en l'église Sainte-Marie des Batignolles, place Félix-Lobbe, Paris-17^e.

— La famille du

docteur Francis DAYAN

rappelle son souvenir à l'occasion du sixième anniversaire de sa mort.

— Il y a deux ans

François QUERREUIL était brutalement ravi à notre effection. Une pensée est adressée à ceux qui l'ont connu et aimé.

M. et M^{me} Querreuil,

17, avenue S.-Dugard,

91230 Montesson.

Communications diverses

— L'Amicale des déportés d'Auschwitz et des camps de Haute-Silésie célèbre le trente-huitième anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz. La rencontre traditionnelle de l'amitié et du souvenir aura lieu le dimanche 23 janvier, à 15 heures, à la mairie du 4^e arrondissement de Paris, place Randon (Métro Hôtel-de-Ville).

— Colloque franco-polonais sur « La typologie du roman », université Paris-III (Sorbonne nouvelle), 24, 25, 26 janvier, 9 heures-17 heures, salle Bourjais, 17, rue de la Sorbonne.

Soutenances de thèses

Données d'Etat

Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), vendredi 21 janvier, à 15 heures, amphithéâtre Descartes à la Sorbonne, M. Gérard Dorel : « L'entrepreneuriat capitaliste et ses stratégies : la grande agriculture aux Etats-Unis ».

Université Paris-VII, vendredi 21 janvier, à 9 heures, salle C 23, M. Raphaël Rajzmann : « Problèmes de la traduction du français en malgache ».

Cérémonie du souvenir

M. Jacques Toji, administrateur général de la Comédie-Française, et l'Association les Appelés d'Orphée, président de leur Jean Thénard de Paris, ont la cérémonie qui aura lieu le mercredi 26 janvier 1983, à 11 h 30, au cimetière de Montmartre, à la mémoire des comédiens-français inhumés dans ce cimetière.

Rassemblement à l'entrée principale du cimetière.

— La famille du

docteur Francis DAYAN

rappelle son souvenir à l'occasion du sixième anniversaire de sa mort.

— Il y a deux ans

François QUERREUIL était brutalement ravi à notre effection. Une pensée est adressée à ceux qui l'ont connu et aimé.

M. et M^{me} Querreuil,

17, avenue S.-Dugard,

91230 Montesson.

Communications diverses

— L'Amicale des déportés d'Auschwitz et des camps de Haute-Silésie célèbre le trente-huitième anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz. La rencontre traditionnelle de l'amitié et du souvenir aura lieu le dimanche 23 janvier, à 15 heures, à la mairie du 4^e arrondissement de Paris, place Randon (Métro Hôtel-de-Ville).

— Colloque franco-polonais sur « La typologie du roman », université Paris-III (Sorbonne nouvelle), 24, 25, 26 janvier, 9 heures-17 heures, salle Bourjais, 17, rue de la Sorbonne.

— La famille du

docteur Francis DAYAN

rappelle son souvenir à l'occasion du sixième anniversaire de sa mort.

— Il y a deux ans

François QUERREUIL était brutalement ravi à notre effection. Une pensée est adressée à ceux qui l'ont connu et aimé.

M. et M^{me} Querreuil,

17, avenue S.-Dugard,

91230 Montesson.

Communications diverses

— L'Amicale des déportés d'Auschwitz et des camps de Haute-Silésie célèbre le trente-huitième anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz. La rencontre traditionnelle de l'amitié et du souvenir aura lieu le dimanche 23 janvier, à 15 heures, à la mairie du 4^e arrondissement de Paris, place Randon (Métro Hôtel-de-Ville).

— Colloque franco-polonais sur « La typologie du roman », université Paris-III (Sorbonne nouvelle), 24, 25, 26 janvier, 9 heures-17 heures, salle Bourjais, 17, rue de la Sorbonne.

— La famille du

docteur Francis DAYAN

rappelle son souvenir à l'occasion du sixième anniversaire de sa mort.

— Il y a deux ans

François QUERREUIL était brutalement ravi à notre effection. Une pensée est adressée à ceux qui l'ont connu et aimé.

M. et M^{me} Querreuil,

17, avenue S.-Dugard,

91230 Montesson.

Communications diverses

— L'Amicale des déportés d'Auschwitz et des camps de Haute-Silésie célèbre le trente-huitième anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz. La rencontre traditionnelle de l'amitié et du souvenir aura lieu le dimanche 23 janvier, à 15 heures, à la mairie du 4^e arrondissement de Paris, place Randon (Métro Hôtel-de-Ville).

— Colloque franco-polonais sur « La typologie du roman », université Paris-III (Sorbonne nouvelle), 24, 25, 26 janvier, 9 heures-17 heures, salle Bourjais, 17, rue de la Sorbonne.

— La famille du

docteur Francis DAYAN

rappelle son souvenir à l'occasion du sixième anniversaire de sa mort.

— Il y a deux ans

François QUERREUIL était brutalement ravi à notre effection. Une pensée est adressée à ceux qui l'ont connu et aimé.

M. et M^{me} Querreuil,

17, avenue S.-Dugard,

91230 Montesson.

Communications diverses

— L'Amicale des déportés d'Auschwitz et des camps de Haute-Silésie célèbre le trente-huitième anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz. La rencontre traditionnelle de l'amitié et du souvenir aura lieu le dimanche 23 janvier, à 15 heures, à la mairie du 4^e arrondissement de Paris, place Randon (Métro Hôtel-de-Ville).

— Colloque franco-polonais sur « La typologie du roman », université Paris-III (Sorbonne nouvelle), 24, 25, 26 janvier, 9 heures-17 heures, salle Bourjais, 17, rue de la Sorbonne.

— La famille du

docteur Francis DAYAN

rappelle son souvenir à l'occasion du sixième anniversaire de sa mort.

— Il y a deux ans

François QUERREUIL était brutalement ravi à notre effection. Une pensée est adressée à ceux qui l'ont connu et aimé.

M. et M^{me} Querreuil,

17, avenue S.-Dugard,

91230 Montesson.

Communications diverses

— L'Amicale des déportés d'Auschwitz et des camps de Haute-Silésie célèbre le trente-huitième anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz. La rencontre traditionnelle de l'amitié et du souvenir aura lieu le dimanche 23 janvier, à 15 heures, à la mairie du 4^e arrondissement de Paris, place Randon (Métro Hôtel-de-Ville).

— Colloque franco-polonais sur « La typologie du roman », université Paris-III (Sorbonne nouvelle), 24, 25, 26 janvier, 9 heures-17 heures, salle Bourjais, 17, rue de la Sorbonne.

— La famille du

docteur Francis DAYAN

rappelle son souvenir à l'occasion du sixième anniversaire de sa mort.

— Il y a deux ans

François QUERREUIL était brutalement ravi à notre effection. Une pensée est adressée à ceux qui l'ont connu et aimé.

M. et M^{me} Querreuil,

17, avenue S.-Dugard,

91230 Montesson.

Communications diverses

— L'Amicale des déportés d'Auschwitz et des camps de Haute-Silésie célèbre le trente-huitième anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz. La rencontre traditionnelle de l'amitié et du souvenir aura lieu le dimanche 23 janvier, à 15 heures, à la mairie du 4^e arrondissement de Paris, place Randon (Métro Hôtel-de-Ville).

— Colloque franco-polonais sur « La typologie du roman », université Paris-III (Sorbonne nouvelle), 24, 25, 26 janvier, 9 heures-17 heures, salle Bourjais, 17, rue de la Sorbonne.

— La famille du

docteur Francis DAYAN

rappelle son souvenir à l'occasion du sixième anniversaire de sa mort.

— Il y a deux ans

François QUERREUIL était brutalement ravi à notre effection. Une pensée est adressée à ceux qui l'ont connu et aimé.

M. et M^{me} Querreuil,

17, avenue S.-Dugard,

91230 Montesson.

Communications diverses

— L'Amicale des déportés d'Auschwitz et des camps de Haute-Silésie célèbre le trente-huitième anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz. La rencontre traditionnelle de l'amitié et du souvenir aura lieu le dimanche 23 janvier, à 15 heures, à la mairie du 4^e arrondissement de Paris, place Randon (Métro Hôtel-de-Ville).

— Colloque franco-polonais sur « La typologie du roman », université Paris-III (Sorbonne nouvelle), 24, 25, 26 janvier, 9 heures-17 heures, salle Bourjais, 17, rue de la Sorbonne.

— La famille du

docteur Francis DAYAN

rappelle son souvenir à l'occasion du sixième anniversaire de sa mort.

— Il y a deux ans

François QUERREUIL était brutalement ravi à notre effection. Une pensée est adressée à ceux qui l'ont connu et aimé.

M. et M^{me} Querreuil,

17, avenue S.-Dugard,

91230 Montesson.

Communications diverses

— L'Amicale des déportés d'Auschwitz et des camps de Haute-Silésie célèbre le trente-huitième anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz. La rencontre traditionnelle de l'amitié et du souvenir aura lieu le dimanche 23 janvier, à 15 heures, à la mairie du 4^e arrondissement de Paris, place Randon (Métro Hôtel-de-Ville).

Le Monde

LIVRES

Place aux monstres !

● Un roman de l'Américain John Gardner, mort, à moto, à 49 ans

Avec le livre de Freddy, son septième roman, John Gardner revient haïr les rivages d'une civilisation nordique qu'il avait déjà évoquée dans *Grandel*, ce récit inspiré de Beowulf. Cette fois, le romancier américain quitte la mythologie postique et le Moyen Âge pour embarquer son lecteur en royaume de Gustave Vasa, c'est-à-dire dans la Suède du seizième siècle.

La destinée de ce souverain avait déjà inspiré à Strindberg une pièce (tout simplement intitulée *Gustave Vasa*) dont il justifiait l'intérêt de la façon suivante dans ses *Lettres ouvertes au théâtre intime* : « La vie de Gustave Vasa commence comme une légende ou comme l'histoire d'un miracle, se développe comme un poème épique et devient presque impossible à embrasser du regard. Introduire cette immense saga dans une œuvre dramatique n'est évidemment pas possible. » En conséquence, le dramaturge suédois choisit d'évoquer l'une des périodes les plus agitées du règne du souverain, celle de la révolte de Dacke. Il est fort probable que Gardner connaissait cette pièce. Il a retenu, en tout cas, un épisode différent, tout aussi passionnant puisqu'il s'agit de l'ac-



★ Dessin de BÉRENICE CLEEVE.

Un passionné d'écriture

JOHN GARDNER avait vraiment une drôle d'écriture. Un journaliste du *New York Times Magazine* le décrivait ainsi : « C'est un petit homme ventripotent. Avec ses longs cheveux blancs qui lui tombent sur les épaules, il ressemble presque à une femme épuisée essayant de se faire passer pour un *He'll's Angel*. » Voilà sans doute qui explique la compulsion de nombre de ses héros.

Né le 21 juin 1933 à Batavia, dans l'Etat de New-York, mort en Pennsylvanie dans un accident de moto le 14 septembre dernier, John Gardner était un pur produit de l'université américaine. Titulaire d'un doctorat de l'université d'Iowa, il se passionnait pour la littérature médiévale, mais aussi pour les romans de nos jours. On lui doit, d'ailleurs, plusieurs éditions critiques de Chaucer.

L'autre passion de Gardner était l'écriture : depuis 1978, il dirigeait un « cycle d'écriture créative » à l'université de Birmingham. Il a résumé ses principales vues en ce domaine dans un essai intitulé *On Moral Fiction*. Il s'y attaque notamment à « l'immoralité » de la littérature contemporaine.

Il publia son premier roman (*The Resurrection*) en 1966. L'accueil de la critique et du public fut plutôt décevant, si bien que l'écrivain eut quelque mal à placer son second manuscrit, le *Nauffrage d'Agathon*, qui parut en 1970. Six autres titres suivirent, qui l'installèrent progressivement au rang des plus grands. Sa carrière culmina en 1976, lorsque le *National Book Critic's Circle Award* lui fut décerné pour *Lumière d'octobre*. A cette production romanesque, il faut ajouter un recueil de nouvelles (*L'Indienne du roi*) et un long poème épique (*Jason and Medea*, non traduit).

John Gardner était marié depuis 1959 à une pianiste et compositrice, Joan Louise Patterson. Elle collaborait étroitement à la rédaction de ses romans que l'écrivain devait déclarer un jour : « Tous mes ouvrages auraient pu être écrits par elle. »

Epouse amateur de musique, le romancier avait écrit les livrets de deux opéras de Joseph Barber. Lorsqu'on lui demanda, lors d'un entretien, quel souvenir il souhaitait laisser, cet homme de quarante-neuf ans, fécond et enjoué, répondit : « Je voudrais qu'on se souvienne de moi comme du plus grand librettiste du vingtième siècle. »

B. G.

d'autres sont déjà passés par là. Mais ce qu'il y a d'intéressant chez John Gardner, c'est la façon dont il renvoie l'un vers l'autre, créant ainsi une sorte de dialogue entre les textes.

L'action du livre de Freddy débute sur un campus universitaire. Un enseignant vient y prononcer une conférence sur « La Psychopolitique des contes de fées dans la littérature

bien ficelé où se succèdent intrigues et rebondissements. Deux aspects, cependant, viennent donner un relief supplémentaire à cet ouvrage. Il y a d'abord la place tenue par « l'écriture de l'ombre ». Freddy, John Gardner a écrit quelque part dans l'un de ses récits : « Nous sommes tous égaux devant l'écriture. » Il entendait par là que toute littérature se place au-delà de la personnalité physique de son créateur. Constatation banale ? En lisant le portrait de Gardner (ci-dessous), on comprendra le sens qu'il convient de lui donner. Dans le livre de Freddy, cette vérité prend une résonance singulière puisqu'elle introduit une sorte de jeu d'échange, entre le lecteur et l'écrivain, vu des coulisses. Quels que soient les développements de l'action, on ne peut s'empêcher de garder présent à l'esprit l'image de Freddy, le monstre créateur.

Quel bonhomme !

L'autre aspect remarquable de ce roman touche à la problématique de Gardner. Depuis *The Resurrection* (son premier roman, publié en 1966, non traduit en français) jusqu'à

cession au trône et des premières années du règne de Gustave Vasa.

Les circonstances de cette marche vers le pouvoir sont troubles. Après la mort du régent Sten Sture-le-Jeune — qui luttait contre Christian II, roi du Danemark, afin de sortir la Suède de l'union de Kalmar, — Gustave Vasa rejoint la Dalsland, où il réussit à mettre sur pied une armée, essentiellement composée de paysans. Après plusieurs épisodes guerriers et diverses tractations (notamment avec les représentants de la Ligue hanseatique), Gustave Vasa est élu roi de Suède le 6 juin 1523. La noblesse et l'Eglise, qui tiraient maints avantages de la présence danoise, voient d'un mauvais œil ce souverain qui ne cache pas sa volonté de réduire leurs privilèges. De là viendront toutes les intrigues et les révoltes (comme la célèbre révolte des Cloches en 1531) dont fut victime le roi.

La psychopolitique des contes de fées

Sur le fond, John Gardner a parfaitement respecté la chronologie et les faits. Seulement, ce n'est pas une histoire qu'il nous propose, mais plusieurs. On pourrait parler ici d'un roman dans le roman. Cette technique, l'écrivain américain l'avait déjà employée dans *Lumière d'octobre* : il l'utilisera encore dans son dernier livre, publié en juin dernier aux Editions Michel, *Michaelsson's Ghost*. La méthode n'a rien de bien révolutionnaire : John Dos Passos et

galloise tardive : Fief, Fièvre, Fen — Révolution ! Au cours de son exposé, le professeur Winsap en vient à parler de la fascination populaire pour les monstres. Brillant, exalté, un brin dédaigneux pour son auditoire ravi, l'enseignant se fait littéralement couper l'herbe sous le pied par un collègue qui annonce froidement en pleine salle : « Moi, j'ai un fils qui est un monstre. » Après sa conférence, Winsap sera amené à faire la connaissance de Freddy, cet adolescent complètement déformé, qui vit cloîtré dans sa chambre. C'est là qu'il a écrit son livre, l'histoire de Gustave Vasa.

Freddy a bien sûr greffé quelques personnages de son cru sur le trame événementielle. Le plus imposant d'entre eux s'appelle Lars-Göran. Ce sympathique monstre (il mesure plus de 2,40 mètres !) est en quelque sorte l'ange gardien du souverain : il le protège, il le conseille. Lars-Göran se révèle un homme juste, droit. Bien sûr, il a accepté de traiter avec le Diable pour installer Gustave sur le trône, mais il rattrapera ce faux pas en réglant son compte à cette incarnation suprême du mal. L'autre personnage pittoresque de ce récit est l'évêque Brask : celui-ci est de tous les mauvais coups, de toutes les manigances. Il l'arrête pas ! Pourtant, à la fin de l'histoire, il apparaît pour ce qu'il est réellement, c'est-à-dire une conscience de notre monde, un reflet symbolisant toutes les contradictions de notre pensée.

Vu sous cet angle, le livre de Freddy tient du roman historique

Michaelsson's Ghost, l'écrivain américain s'est toujours posé en trouble-fête d'un univers dénué de sens (« Supposez, dit l'évêque Brask, que le monde n'ait aucun sens, absolument aucun sens »). Gardner aime bousculer ses certitudes. Il se nourrit des contradictions inhérentes à notre civilisation. De là vient ce édit provocateur qu'il affiche constamment lorsqu'il évoque par exemple les effets bénéfiques de ce qu'il appelle le mal. John Gardner cependant ne se pose pas en juge. En somme, s'il sème la zizanie, c'est pour récolter le doute.

Dans le livre de Freddy, on retrouve le John Gardner des grands jours, celui de *Grandel* ou de *L'Homme solitaire* (1). Il déborde d'humour (dans la première partie surtout), de sensibilité. Tous les tons conviennent à cet enfant prodige du style. Quel bonhomme ! On n'en attendait qu'avec plus d'impatience la traduction française de *Michaelsson's Ghost*, son dernier roman avant le silence, cette plaine d'éternité qui l'a dévoré un beau jour de septembre dernier. Ce jour-là, John Gardner rentrait chez lui à moto. A proximité de sa maison située à Susquehanna (en Pennsylvanie), il a raté un virage.

BERNARD GÉNIES.

(1) Tous les romans de Gardner (sauf *The Resurrection*) ont été publiés aux Editions Desclée.

★ LE LIVRE DE FREDDY, de John Gardner. Traduit de l'américain par Michel Waldberg. Ed. Desclée, 248 p., 58 F.

Le monde tournoyant d'Alfred Döblin

● « 1918, une révolution allemande »

Singulière destinée que celle d'Alfred Döblin, et œuvre peu connue dans son ensemble. Il est né à Stettin le 10 août 1878. Ses parents sont des commerçants aisés, mais à peine est-il âgé de dix ans que la famille se rompt, et que sa mère et lui gagnent Berlin. Il fait des études de médecine, et exercera la neurologie comme médecin consultant d'une clinique d'assurance-maladie. Cependant, ce qui le requiert au vil, c'est l'écriture. Vers 1910, il rencontre Herwarth Walden, et, du même coup, devient un collaborateur assidu de *Der Sturm*, qui fut l'une des principales revues du mouvement expressionniste allemand.

La première guerre mondiale va le bouleverser profondément. En 1918, il est social-démocrate. Il assista à la montée du nazisme ; il

tentait d'en saisir les causes et les raisons ; il sera — par sa conviction politique autant que par ses origines juives — un opposant résolu au régime de Hitler. Dès 1933, il quittera l'Allemagne pour la France, et deviendra, en 1936, citoyen français, puis en 1939 collaborateur au « service allemand » du ministère de l'Information, avec Jean Giraudoux. Lorsque éclate la seconde guerre mondiale, il part pour le Portugal, et, de là, il se réfugie aux Etats-Unis. Il continue d'écrire, mais il découvre dans le Nouveau Monde son chemin de Damas : converti au catholicisme, il se tiendra farouchement au service et à la dévotion de sa foi nouvelle. C'est un prosélyte qui regagne l'Allemagne en 1945. On lui en voudra, dans son pays natal, d'être rentré dans les « fourgons de l'étranger », et d'avoir accepté un poste important, à Baden-Baden, auprès du service de l'éducation publique du gouvernement militaire de zone française d'occupation.

Il mourut à Emmendingen le 26 juin 1957.

Son œuvre est également désordonnée. Ses premiers livres sont d'une rédaction conventionnelle, certes, mais les sujets que l'auteur choisit sont un peu plus outrés. Il y a là une tension étrange entre ce qu'il cherche à dire et les moyens qu'il se donne pour évoquer cette monstruosité. Puis, en 1913, Alfred Döblin se libère. Il se délivre à la fois des contraintes de la psychologie et de la syntaxe. Il publie alors une remarquable nouvelle : *L'Assassin d'une ressemblance*, (1) puis les *Trois Sœurs de Wang-Lou*, un roman débridé, où l'expressionnisme s'avoue pleinement. En 1929, il publiera son chef-d'œuvre : *Berlin Alexanderplatz*.

HUBERT JUIN.

(Lire la suite page 20.)

(1) *L'Assassin d'une ressemblance* chez Aubier-Montaigne, 1974 (édition bilingue malheureusement épuisée).

la feuilleton

« LE TEMPS IMMOBILE », tome VII

Le fol espoir de Claude Mauriac

Il est fou, ce Claude Mauriac ! Il faut être fou, non ? pour con- gner jour après jour depuis l'âge de treize ans (1927) les menus faits d'une existence qu'il sait sans prodiges, d'une façon qu'il veut sans art. Il faut être fou, ayant publié à part ses rencontres avec quelques célébrités, dont son père, pour « monter » les notes restantes hors chronologie, au gré des anniversaires, des personnes croisées, des lieux ou des thèmes, avec l'espoir de prouver l'immobilité, au moins apparente, du temps. Il faut être fou pour répéter l'expérience, depuis huit ans, dans d'énormes patchworks dont voici, provisoirement, le septième...

Et pourtant, cette aventure sans équivalent dans l'histoire du journal intime retient l'attention à plusieurs titres. Du fait de sa position et de son refus d'enjoliver, le mémoriste apporte un témoignage de premier ordre sur un demi-siècle de la vie politique et intellectuelle française. L'effet de ressassement profite à l'illusion d'une durée subjective, immobilisée par le réseau des souvenirs comme un insecte au cœur d'une toile d'araignée. Il apparaît enfin que, tout en écartant farouchement un retour à la foi religieuse de son enfance, l'ami de Maurice Clavel croit voir de plus en plus, dans les hasards de sa vie, des signes, rencontres et rendez-vous — c'est le sous-titre de ce dernier tome, — ce que son père eût appelé la Providence.

LES notes factuelles couvrent, pour le plupart, les années 1977 à 1979, c'est-à-dire la rupture de l'union de la gauche que, contrairement à ses amis « ex-mecs », Claude Mauriac soutenait, et diverses interventions d'intellectuels comme le

Par Bertrand Poirot-Delpech

« Bataou pour le Vietnam » et le « Marche du Cambodge ». Parmi les hommes publics évoqués à ces occasions, il y a Maurice Clavel, rappelé à Dieu après s'en être cru le délégué à l'« égit-prop », Michel Foucault, regardé comme une intelligence inextinguible, et un « médecin sans frontières », Xavier Emmanuel, à qui l'auteur voue une éternité d'éternel collégien.

Claude Mauriac se sent aussi jeune de cœur que de visage. Il a raison. On ne dirait jamais qu'il va sur soixante-dix ans. Méfiance dédaigneuse au premier abord, par peur d'être mal aimé, soud de gloire, envie éperdue d'être admiré et d'admirer, besoin de se blottir, quête d'absolu, pudeur et impudeur mêlées, susceptibilité de préaux : tout, dans le comportement de l'auteur, et dans ce qu'il écrit, respire l'« adolescent d'autrefois », pour reprendre un des derniers titres de son père. Tout, et d'abord le franchise.

D'AUTRES, plus adultes, donc plus roués, glisseraient sur les ridicules de cette vie de gendarmes pètionnaires, ceux que Céline baptisait si drôlement la « race des signeurs ». Avec une ingénuité désarmante, Claude Mauriac raconte par le menu le petit Landemou littéraire qu'il sait pourtant « dérisoire », il note ses lettres d'admiration, les puériles présences lors des manifestations, les brouilles, les réconciliations, les coups de téléphone, les chuchotements d'entretiens... Au risque de se faire tort, il donne de cette trivialité nombreuse un tableau de mœurs irrécusable.

De même sur le mentalité de sa famille, naguère. Il faut un réel courage, de nos jours, pour avouer comme il le fait que ses seules épreuves véritables furent l'abandon de maisons d'enfance, ou que la « peuple » du Front populaire le terrifiait, lui et les siens. De la demeure familiale de Vénars, parents et enfants voyaient dans le bistrot du village, ou sortir de la messe, un lieu de péché et d'ignominie, effrayant, damné...

DES notations récentes aux plus reculées, c'est la nostalgie de ce temps-là qui revient sans cesse. Nostalgie n'est pas le mot, car il suppose le sensation du révolu. Pour l'auteur, l'adolescence ne s'est pas enfuie. Elle est là, dans son présent inextinguible. Comme si les pendules s'étaient arrêtées à la veille des années 30, avec le mort jamais admis du cousin édenté, Bertrand Gay-Lussac.

Un psychologue des profondeurs nous dirait peut-être l'effet de choc sidérant qu'a eu cette dispersion. On croirait que c'est du point de vue de ce destin interrompu que le survivant considère le duré depuis cinquante ans, et aujourd'hui encore.

Telle promenade à vélo en 1927, telle place en classe, telle grippe en novembre 1932, telle partie de foot ou telle veise sur patins à glace en 1937 conservent plus de relief et de présence, y compris dans leur commentaire après coup, que des événements historiques de ces dernières années. L'auteur doit se raisonner pour rétablir les perspectives. Il n'essaye d'éclaircir plus. Après tout, le monde de tout le monde continuera sans lui, au lieu que tel chant de merinet, telle épopée du genou ou de l'âme disparaîtront à jamais, son dernier souffle venu...

(Lire la suite page 19.)

Anne PHILIPPE

Les résonances de l'amour

« Un roman construit avec une vraie science musicale qui conduit le lecteur à l'extrême pointe de l'émotion »

Gérard-Humbert Goury/Le Nouvel Observateur

« Un livre doux » Françoise Xenakis/Le Monde

GALLIMARD *nrf*

histoire littéraire

VISAGES DE JEAN PAULHAN

Le complice de Georges Perros

On a lu, repris dans *Les Fleurs de Tarbes* (1), les comptes rendus de Georges Perros pour la NRF, textes en marge des *Œuvres de Flaubert*, des *Pensées* et *Lettres de Flaubert* ou du *Journal littéraire* de Léautaud. Dans la revue, ces notes avaient l'air modestes. Leur rassemblement révèle une rage critique peu ordinaire. Perros, l'homme à la moto, mort d'un cancer de la gorge en 1978, n'avait ni la composition ni la bienveillance fade de certains de ses collègues.

On peut considérer sa *Correspondance* avec Jean Paulhan, publiée après ses lettres à Jean Roudaut, Michel Butor et Jean Grenier, comme une chronique de cette activité discrète. Sans négliger l'échange des nouvelles de leur santé, en filant autour du Jardin des Plantes ou du côté de Douarnenez, ces deux hommes secrets deviennent finalement de vrais complices, au bout de quelques années de fréquentation.

« Évidemment, nous nous ressemblons, mais il ne faut pas s'en inquiéter, on change si vite... » Peine perdue : Paulhan, dès sa seconde lettre à Georges Poullet (devenu « Perros »), a beau ironiser, il désigne déjà ce que leur relation, malgré ses progrès assez lents, a de singulier : ils se parlent depuis le silence, leur région commune, en parlant sur ce « quelque chose de tragique » qui se passe en littérature.

La *Correspondance générale* et choisie de Paulhan, annoncée en trois tomes chez Gallimard, montre comment il ne « lâchait » pas ses autres interlocuteurs, Ponge, Bettencourt, Parain, etc. Perros, sans lui, n'aurait pas eu le courage de se disperser, en apparence, dans des notes. Le jugement de Paulhan, dit d'un ton bourru, devrait avoir de quoi justifier pas mal d'entreprises : « J'ajoute, c'est se juger, et tant pis pour qui se juge légèrement et croit sa cruauté. C'est notre seule chance de tendresse. »

Mais dans cette longue conversation, hachée, répétitive, faite d'allusions et de coups de patte, semée d'éclairs on découvre, on tombe soudain sur un sommeil inattendu, un début métaphysique : le 8 avril 1960, comme s'il se trompait (volontairement) de destinataire, Paulhan envoie une longue lettre à Perros. Il y reprend ce qu'il avait tenté à la fin

des *Fleurs de Tarbes*, sans être suivi, les préliminaires à un « nouveau discours universel ». Pas moins.

Le fanatisme et la violence sans haine qui l'inspirent quand il s'agit de servir la vérité ressemblent, aux accents de colère qui accompagnent les efforts de Perros, sa vie durant, alors qu'il s'acharne à exprimer l'essentiel ? On le dirait. Paulhan, plus entraîné à manier le concept, lui tend brusquement une terrible perche : « C'est soit l'arbitraire, la présence, le fragment qui ont la chance de caractériser, à son apparition, le monde de l'identité et de la détermination. »

« Vous êtes un homme de profonde patience »

La retenue judicieuse de Perros inspire une réponse qui, hormis les réflexions de Jos Bousquet (2), est ce que l'on a écrit de plus juste sur l'inévitable entreprise de Paulhan : « Vous êtes un homme de profonde patience, j'ai l'impression que vous retardez le plus longtemps possible la terminologie de votre démarche, qui va de l'obscur au clairement distinct. Vous avez compris, sans doute très jeune. Compris quoi ? Qu'il fallait décoller, que nous avions maintenant assez de renseignements, de tous côtés, pour tenter de partir de la main de l'homme plutôt que de celle de Dieu. »

Les correspondances d'écrivains se vendent mal. C'est l'honneur des petites maisons, comme Calligrammes, ou des revues, comme *Grandes lettres* qui publia les lettres de Georges Henein et d'Henri Calet, de s'obstiner à sortir de l'ombre des pages faites pour y rester, trop brèves, essentielles.

RAPHAËL SORIN.

(1) Ed. Le temps qui fait, 1, rue Lamoignon, 16100 Cognac.
(2) In *D'un regard l'autre*, Verdier.

le feuilleton

Le fol espoir de Claude Mauriac

(Suite de la page 13.)

C'est sans doute de ce constat que vient, dans le regard de nos pères et mères, on ne sait quelle indifférence lasse. Souvenez-vous d'Aragon, le soir du 10 mai 1981, où déjà son esprit vaticinait et peinait à saisir l'événement : « A mon âge, vous savez, il ne peut plus rien arriver ! »

Le fol espoir de retenter le temps se modifie avec ce lent retournement de l'âge. L'illusion de l'auteur s'accroît de tome en tome. C'est à peine s'il se cherche encore des cautions chez les philosophes (Abelio) ou d'autres mémorialistes (François Mauriac, Gombrowicz). Il lui suffit d'observer inlassablement que les diacritiques, ces dates de sa vie paraissent se ranger sur une sphère, équilibrées d'un point permanent d'où éclate, émerveilleante, une indécision de soi à soi.

Les moments privilégiés d'où naît cette sensation de point fixe, Claude Mauriac les cultive afin de retarder l'épanchement du temps, comme on plante des pins, non loin de Malagar, pour retarder le sable des dunes. Il multiplie les récits d'instants miraculeux au cours desquels il lui a semblé se promener dans sa mémoire à la vitesse immobile des jets, en état d'apesanteur. Moments mérités, à force de patience, de disponibilité méthodique, mais aussi moments donnés, on ne sait d'où, par on ne sait qui.

FACE à ces extases quasi mystiques, et aux hasards objectifs dont son existence lui paraît prodigieuse, Claude Mauriac croit de plus en plus à des convergences menagées hors de notre entendement, à des voies obscures. « Ce n'est pas un hasard si... », comme on dit quand on ne sait pas le pourquoi des choses mais qu'intensément on regrette leur opacité.

« Jamais je ne me convertirai », proteste l'auteur : je le sais de science intime et sûre. « Je reste sourd et aveugle », répète-t-il en 1981. L'obsession du salut personnel telle qu'on le montre dans sa famille lui semble « obscène ». Mais à son « je ne suis pas chrétien », il ajoute : « Hélas ! » L'ensemble du Temps immuable, qu'un de ses lecteurs a pieusement comparé à une « cathédrale », peut être vu comme l'aspiration vertigineuse à droite pathétique, une transcendance innommée. Les rencontres avec son père et des substituts paternels — de Gaulle, Cocteau, Gide, Sartre, — ainsi que ses rapports avec toute réalité, s'apparentent à des expériences du sacré.

Espérer follement en l'éternité dès ici-bas, croire qu'une force supérieure s'occupe de donner sens à nos moindres gestes, pressentir les âmes chez les autres et en soi, exécuter la violence, vénérer le vertu individuelle : ne sent-on pas là tous les signes de la foi chrétienne dont l'auteur se défend ? C'est peu dire qu'il ne lui manque que qu'elle. D'autres, classés croyants, ne portent pas autant de stigmates.

François Mauriac écrivait à Vallery-Radot, à propos de son fils : « Je suis sûr qu'il est une âme faite pour Jésus ! » On croit entendre la voix de confessionnal de l'auguste père, relayée par la voix d'orgue de l'ami Clavel : « Allons, Claude ! tu ne Le cherches pas, si tu ne L'as trouvé ! »

BERTRAND POHROT-DELPECH.

* LE TEMPS IMMOBILE, TOME VII, SIGNES, RENCONTRES ET RENDEZ-VOUS, de Claude Mauriac, Grasset, 538 p., 130 F.

1983

L'ami des Malgaches

La seconde livraison des *Cahiers Jean Paulhan* apporte une contribution capitale à la connaissance de l'auteur des *Fleurs de Tarbes* et du *Don des langues*. En nous le montrant « en pleine formation au centre de ce laboratoire malgache », elle présente, antérieure au stéréotype du « patron » qui exerce sur nos lettres un mandarinat légiférant et réfrégérant, la fatigue très humaine d'un voyageur qui, parti enseigner la bonne parole métropolitaine à Madagascar, y rencontre un peuple tout de douceur et de finesse ainsi que le secret de sa propre enquête sur les mots et leur production.

La richesse de ce cahier peut se ramener à deux axes d'ailleurs indissociables : celui de la biographie, celui du discours. Jean Paulhan a vingt-quatre ans lorsqu'il débarque en 1908 à Tananarive comme professeur de lettres et de morale (et, accessoirement, de gymnastique). Cela aurait pu être la Chine, c'est Madagascar, où il demeure trois ans. Pourquoi être parti ? « Parce que ça me plaisait d'aller assez loin. » Ses lettres et ses carnets retracent l'itinéraire.

D'abord estimé de ses supérieurs, il leur devient suspect par son refus de l'ethnocentrisme européen et par son attention aux individus, au langage et à la mentalité malgaches. En témoigne cette sortie du gouverneur général Augagneur : « Foutez-moi donc la paix avec Paulhan. Un original. Toujours chez ses Malgaches. »

Ce n'est pas qu'il déserte souvent l'école, mais il apparaît qu'il accorde ses préférences à l'observation et au contact d'un peuple qu'il affectionne, sans tomber dans l'amateurisme folklorique. La curiosité, l'humour, la tendresse, la poésie, imprègnent ses notes. C'est avec émotion qu'il évoque les Hova, qui « n'ont pas l'air de voir la vie qu'ils mènent, leur pauvreté, leur misère, leur vieillesse, leur jeunesse, le mépris où il y a de petites pierres, le mépris des Européens ». Et, pour faire surgir en images mystérieuses cette Ile où toutes choses ont la teinte rouge, il a des bonheurs d'expression où se devine un envoiement très sensible : « Ils ne parlent plus. C'était l'heure où l'intérieur de la grande marmite, près de la porte, est obscur. » On est déjà tout près de l'essentiel.

Au cœur d'une langue si différente du français qu'elle oblige à penser autrement et, de la sorte, à

scruter d'un oeil et d'une oreille neufs le phénomène qui nous l'exprime et l'idée, git une énigme rhétorique tout autant qu'existentielle : le *hain-teny*. Son étude mobilisera Paulhan sur quelque trente années d'un labeur consacré à la collecte et au commentaire de textes qui feront l'objet, sous le titre de *Sémanique du proverbe*, d'une thèse opiniâtre et inachevée : nous en li-sons ici de passionnants extraits.

« Poésie de dispute »

« Science de mots », « poésie d'autorité », « poésie de dispute », Paulhan multiplie les termes et les angles d'approche d'une création qui n'est pas sans faire songer au haïku japonais. Le *hain-teny* est un proverbe qui prend l'apparence aphoristique et image d'un poème didactique, dont la concision enveloppe de complexité les répliques d'une joute populaire, le plus souvent d'ordre amoureux. La fonction de sa forme semble de marquer et de masquer à la fois un message dont l'essentiel du plaisir réside dans son défillement et dans la repartie qu'il appelle. Des poètes (Apollinaire, Max Jacob, Breton, Supervielle, Joë Bousquet), des ethnologues et des philosophes (Lévy-Bruhl, Jean Wahl) ont signifié à l'auteur l'importance de son travail.

Le linguiste Joseph Vendryès signale notamment (dans une lettre de 1926) l'apport de Paulhan quant à « une symbolique des formes linguistiques » : il enregistre, « la confirmation d'une doctrine social m'est chère sur le caractère social des faits linguistiques ». Jean Paulhan a tiré lui-même la leçon concernant le malentendu qui frappe le langage : « J'avais pris pour des mots ce que les Malgaches entendaient en choses. »

Ce qu'on découvre à la lecture de ce cahier, c'est, comme l'écrit Roger Judrin, maître d'œuvre du volume avec Jacqueline F. Paulhan, « l'invention » de Jean Paulhan par lui-même : un homme amical, une recherche exigeante, une œuvre qui s'élabore dans l'interaction d'une expérience et du langage. Quelqu'un à qui conviendrait la belle parole appliquée par Chateaubriand à l'un de ses contemporains : « Je n'ai point connu d'écrivain qui fut plus semblable à ses ouvrages. »

SERGE KOSTER.

* CAHIERS JEAN PAULHAN, n° 2 : Jean Paulhan et Madagascar, 1908-1910, Calligramme, 414 pages, 130 F.

• Gallimard réédite, à la fin de ce mois, les *Cahiers de Jean Paulhan*, dans la collection « Idées ». Il s'agit d'un recueil de courts portraits et d'exercices de style.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

324 F 519 F 715 F 910 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

584 F 1 039 F 1 495 F 1 950 F

ÉTRANGER

(par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

FAYS-BAS

364 F 600 F 835 F 1 070 F

IL - SUISSE, TUNISIE

436 F 744 F 1 052 F 1 360 F

Par voie aérienne

Toutefois sur demande.

Les abonnements qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :

André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Bouve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie

du « Monde »

5, rue des Italiens

PARIS

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : 0395 - 2037.

La Saga des Féroïens

Introduction de Régis Boyer - Traduction de Jean Renaud
Un des plus anciens chefs-d'œuvre de la littérature islandaise pour la première fois traduit en français.

44 F

DOMINIQUE LE BUHAN
ERYCK DE RUBERCY

Douze questions posées à Jean Beaufret à propos de Martin Heidegger

« Le plus beau don qui puisse être fait à celui qui pense, ce sont des questions essentielles, qui l'incitent à une méditation renouvelée. Un tel présent, vous l'avez fait à mon ami Jean Beaufret. Je vous en remercie... »

MARTIN HEIDEGGER

39 F

ÉDITION

MARTIN HEIDEGGER

Lettre sur l'humanisme

Introduction et traduction de Roger Marlier

Une remarquable introduction à la lecture du philosophe allemand.

bilingue - 54 F

AUBIER

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections

manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre.

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle

4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21

Conditions fixées par contrat.

Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

Célia Bertin

La dernière Bonarparte

Marie Bonaparte

Princesse de Grèce,

disciple et amie de Freud

« Une biographie passionnante, pour une personnalité hors du commun. »

DOMINIQUE FERNANDEZ

« L'EXPRESS »

« La biographie que Célia Bertin a composée en s'étayant sur les papiers personnels et la correspondance donne au personnage des dimensions proustiennes. »

JACQUES NOBECOURT

« LE MONDE »

« Une Bonaparte qui se battait pour les criminels et les femmes... quelle destinée ! »

JEAN-CLAUDE LAMY

« FRANCE SOIR »

« La double vie d'une altesse disciple de Freud... Une étonnante femme à laquelle Célia Bertin rend enfin justice. »

FLORENCE DUPONT

« LE NOUVEAU F. »

Perrin

Jean STAROBINSKI

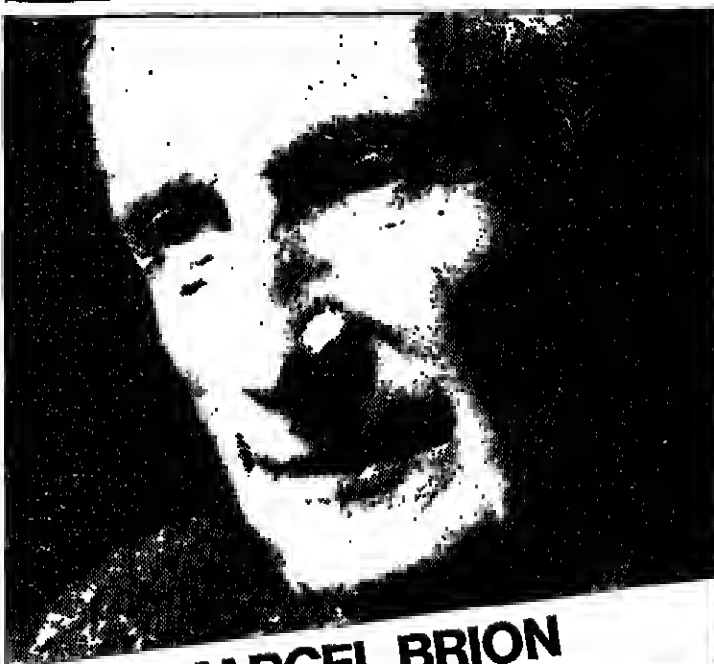
Montaigne en mouvement

essai

"Le repli sur l'individu et sur le présent, qui semblait archaïque il y a encore vingt ans, devient, grâce à la lecture lumineuse de Starobinski, singulièrement moderne."

Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

Bibliothèque des Idées

GALLIMARD *nrf*

MARCEL BRION
de l'Académie française

L'ERMITE AU MASQUE DE MIROIR

Enchanté de romantisme allemand, Marcel Brion nous captive dans un réseau de songes.

"Jamais Marcel Brion n'a montré autant de liberté et d'aisance : il n'y a qu'à se laisser charmer par son prodigieux don de conteur et son don, plus rare encore, de visionnaire."

Marcel Schneider / Le Quotidien de Paris

ALBIN MICHEL

Hector BIANCIOTTI

L'amour n'est pas aimé



"Il faut avouer d'emblée que j'aime à la folie et à la raison ce livre. Je voudrais inciter à le lire et provoquer à l'aimer tous ceux qui, peut-être, me font confiance."

Claude Roy / Le Nouvel Observateur

"Onze admirables nouvelles"

Nicole Zand / Le Monde

GALLIMARD *nrf*

lettres étrangères

« Berlin Alexanderplatz » et R.-W. Fassbinder

• Un téléfilm de quinze heures trente

CE LIVRE - phare de la littérature allemande de l'entre-deux-guerres, *Berlin Alexanderplatz* (1) avait séduit tout naturellement le reste de l'œuvre de son auteur. A cause de ce chef-d'œuvre incontestable, on avait comparé Alfred Döblin à Céline, à Brecht, à Dos Passos, à Joyce, pour la façon brillante dont le romancier avait su mêler des éléments réalistes, expressionnistes et mythologiques afin de dépeindre l'ambiance folle, bouillonnante et anarchique caractéristique de la capitale allemande à la fin des années 20.

Berlin apparaissait comme Sodome avant sa chute, avec la foule des chômeurs, le sous-proletariat affamé, la petite bourgeoisie hypocrite qui entourait Franz Biberkopf, pauvre type poussé au crime par la nature même de sa vie misérable, et que nous suivons de la maison d'arrêt de Tegel à l'asile d'aliénés de Buch.

Une « cochonnerie » ?

Le roman avait donné lieu à une première version cinématographique dès 1931 par le réalisateur Phil Jutz. Une récente version aux dimensions gigantesques, tournée par Rainer Werner Fassbinder pour la télévision, en 1979-1980, reste pour ainsi dire inédite. Ce téléfilm en treize épisodes et un épilogue, qui dure quinze heures trente minutes - œuvre d'un cinéaste exceptionnel de trente-quatre ans, qui ne sait pas qu'il lui reste si peu à vivre - apparaît, lors de sa projection sur le petit écran, comme un film de maturité, la fin d'un parcours dans lequel Fassbinder exprimait et libérait ses obsessions (2).

En Allemagne, il suscita une véritable polémique, attisée par le groupe de presse Springer, s'élevant contre ce qu'elle qualifia de « cochonnerie » et contre ce « gaspillage » des 13 millions de marks qu'avait coûté la production - somme qui sera plus onéreuse dans la carrière du réalisateur. « Biberkopf, c'est moi », expliquait celui-ci dans un long article de *Die Zeit* (14 mars 1980) consacré à sa longue fréquentation du roman de Döblin, qu'il avait découvert dès l'âge de quatorze ou quinze ans. Fasciné, il insistait sur ce qui fut pour lui le thème du roman : la rencontre du « héros » Franz Biberkopf, l'assassin sorti de prison, et de cet autre « héros » qu'est Reinhold le gangster, renco-

tré qui sera décapité pour la destinée des deux hommes.

« A cette époque, écrit Fassbinder, j'ai réduit le roman de Döblin, en le simplifiant bien sûr beaucoup trop, à mes propres problèmes, et j'ai lu comme l'histoire de deux hommes dont le petit peu de vie se brise sur cette terre parce qu'ils n'ont pas la possibilité de trouver le courage de reconnaître, sans même pouvoir se l'avouer, qu'ils se désirent d'une manière étrange, qu'ils s'aiment en quelque sorte, qu'un lien mystérieux les unit davantage que ce qui unit d'habitude des hommes. » (Ils) ne sont en aucune façon des homosexuels », précisait-il.

« Cette lecture m'a aidé à ne pas devenir complètement malade, désespéré, elle m'a aidé à tenir le coup », écrit encore Fassbinder. Des rélecteurs lui montrèrent comment ce roman « avait contribué à décider du cours de sa vie ». « L'essentiel de *Berlin Alexanderplatz* », explique-t-il encore, « n'est pas ce qu'il raconte (...), l'essentiel, c'est tout simplement la façon dont une histoire extrêmement banale et incroyablement

racontée. C'est aussi l'attitude de l'auteur devant des personnages pitoyables qu'il met à nu devant le lecteur, pendant que, par ailleurs, il lui apprend à considérer avec une extrême tendresse ces âmes dépourvues jusqu'à la médiocrité, et à les aimer. »

« Que Döblin soit lu, conclut le cinéaste, plus, beaucoup plus qu'il ne l'est aujourd'hui, je ne peux que le souhaiter. Pour l'amour des lecteurs. Et de la vie. »

Pour que Döblin - et Fassbinder - soit vu par les téléspectateurs français, des tractations avaient été engagées avec TFI par la Bavaria, représentant les producteurs : elles semblaient au point mort. Pourtant, le film a déjà été acheté par l'Italie (la

RAI est coproductrice), le Grand-Bretagne (Channel 4), la Grèce, la Hollande, la Danemark, la Finlande, la Suède, la Yougoslavie, les Etats-Unis, l'Australie. Et pourquoi pas la France ?

M. Z.

(1) Réédité chez Gallimard : collection « Du monde entier », 1970, et « Folio », 1980, dans une traduction ampé-rie, 32 et 34, de pages et de fragments nombreux.

(2) A raison d'une émission par semaine, le feuilleton dure plus de trois mois ! Des projections ont été présentées en 1980 au Festival de Venise, en 1981 à Nantes lors du Festival du jeune cinéma allemand en 1982 au Goethe Institut.

à travers le monde

ESPAGNE

« Qui Arrabal reste à Paris... »

L'écrivain espagnol Fernando Arrabal a fait sensation la semaine passée à Barcelone et a été copieusement injurié quand il a demandé aux militants anarchistes de la Centrale Nationale des Travailleurs (C.N.T.) de prêter pour l'Espagne afin qu'elle redevenne celle de sainte Thérèse d'Avila, de saint-Jean de la Croix et de Don Quichotte et qu'il a revendiqué pour les anarchistes, comme pour lui-même, le droit aux apparitions de la Vierge.

Arrivé en Espagne pour le congrès anarchiste auquel participaient aussi Daniel Cohn-Bendit et Cornelius Castoriadis - (le linguiste Noam Chomsky avait envoyé deux textes sur « Nationalisme d'Etat et nationalisme révolutionnaire »), Arrabal a affirmé que la Vierge lui était apparue, « sur un nuage » pour lui demander d'écrire son dernier roman *La Torre berida por el rayo* (« La Tour blésée par l'éclair »), qui vient de lui valoir le Prix Nadal de littérature, doté d'un million de pesetas (60 000 F. environ). Il a même reçu un télégramme

de félicitations du premier ministre, Felipe Gonzalez, pour son « grand apport à la littérature espagnole ».

Félicitant, cette prestigieuse récompense, accordée à un des papes du mouvement « pontique » (avec Topor et Jodorowski), a rempli de colère une partie de l'opinion et, par exemple, le très sérieux quotidien *madrilène* *El País*, qui lui consacra un éditorial vengeur intitulé : « La Vierge et la Pierre de la folie ». L'auteur de la *Pierre de la folie* - il est expert en cette matière pour ainsi dire - pense venir vivre en Espagne (...). Il sera intéressant qu'il mette fin à un exil qu'il a prolongé au-delà de tous les délais envisageables et qu'il s'insère dans cette réalité qu'il ignore », écrit l'éditorialiste, qui conclut : « Si l'on veut apporter l'image de l'Espagne dépeinte, étreignant le sexe et la mort comme un tout petit enfant et faisant parade de terreur intellectuelle, il vaut mieux qu'il reparte à Paris : il a comme dans d'autres capitales du monde, cette attitude est beaucoup plus profitable. »

R.F.A.

La bibliothèque de Kafka retrouvée

La Bibliothèque personnelle de Franz Kafka, à Prague, que l'on croyait disparue ou anéantie depuis la guerre, vient d'être découverte en Allemagne fédérale.

Un institut, créé à Wuppertal en 1975, afin d'étudier la littérature allemande, de Prague, vient, en effet, d'acheter à un antiquaire munichois, M. Theodor Ackermann, quelque deux cents livres ayant appartenu à Kafka, mort en 1924, et dont on va faire cette année le centenaire de la naissance.

Trente des ouvrages acquis par l'institut portent des dédicaces d'amis ou d'admirateurs : deux de ces livres contiennent des dédicaces de Kafka à sa

sœur favorite, Ottla, morte dans un camp de concentration au cours de la seconde guerre mondiale.

La collection contient également les œuvres de Goethe et de Schiller, les traductions en allemand de Shakespeare et de Dostoïevski, une biographie de Theodor Herzl, etc.

L'institut pour l'étude de la littérature allemande à Prague envisage la publication de l'œuvre complète et définitive de l'écrivain tchèque de langue allemande dans une « édition du centenaire » : les deux premiers volumes, contenant le *Château* ont paru chez Fischer, l'an dernier.

URSS.

Guéorgui Vladimov demande à fuir

Sonné par le K.G.B. de désavouer ses « travaux antisoviétiques » avant le 20 janvier, l'écrivain Guéorgui Vladimov - auteur de *Trois minutes de silence* (Gallimard) et du *Fidèle Roussin* (Seuil) et président de la section soviétique d'Amnesty International - a demandé après une série d'interrogatoires, de perquisitions et de menaces, l'autorisation de quitter son pays.

Dans une lettre adressée à M. Andropov, il écrit notamment : « Je lève le drapeau blanc. J'avais pensé depuis longtemps, depuis 1971, à partir. Comme nous tous. Chaque matin, on a des raisons de partir et chaque soir, des raisons de rester. Personne ne veut s'exiler : personne ne le souhaite. La question est seulement de savoir si on abandonne ou si on endure son sort plus longtemps. »

Le PEN-Club français qui, depuis 1978, a invité à plusieurs reprises sans succès, Vladimov, membre associé du PEN, « exprime une fois de plus le vœu de pousser à la connaissance d'un des écrivains les plus marquants de notre temps ».

BULGARIE.

L'amour encouragé

L'« Institut de popularisation de l'humour et de la satire dans les arts » (Maison de l'Humour et de la satire dans les arts) qui a son siège à Gabrovo en Bulgarie annonce la *Sixième Biennale internationale de l'Humour et de la satire*, qui aura lieu du 27 mai au 30 septembre.

Celle-ci a l'intention de passer en revue des œuvres humoristiques et satiriques contemporaines : peinture, sculpture, graphique, littérature, photographie, film - dans lesquelles le comique fait des sortilèges de la plaisanterie, du grotesque, de l'ironie et du sarcasme. Le thème et les moyens d'expression sont libres, la Biennale se

pour devise : « Le monde a surgi parce qu'il a ri. »

Les organisateurs « encouragent les écrivains à mettre à contribution les potentialités et les variétés illimitées du style de l'humour et de la satire pour révéler des « vérités » irrationnelles, bonheurs et la joie de vivre, et condamnent irrévocablement tout ce qui frappe l'humanité dans son élan vers la perfectionnement moral. L'humourisme et le progrès ».

Les envois doivent être faits avant le 31 mai 1983 à : Maison de l'Humour et de la satire, 5300 Gabrovo, B.P. 104 Bulgarie.

THOMAS MORE

L'UTOPIE

présentée par ANDRÉ PREVOST, docteur en lettres

PREMIÈRE ÉDITION INTÉGRALE ET COMMENTÉE du MAÎTRE-LIVRE DE NOTRE TEMPS. Charte de l'humanisme et de la société pluraliste.

UN PRESTIGIEUX VOLUME 18 x 24, 784 pages. Tables, Biographie de More, deux portraits par Holbein. Texte original et, en face, traduction nouvelle. Prix Bordin de l'Académie Française. Mame.

AU CHOIX : reliure toile de lin sous écran 160 F franco. Reliure cuir, pleine peau. Édition numérotée. 400 F franco. Livraisons par retour.

COMMANDES : A. PREVOST, C.C.P. 1.462-61 Z Lille ou chèque bancaire, 16, avenue des Fleurs, 59110 La Madeleine - Tél. (20) 55.29.16. Spécimen gratuit sur demande.

histoire

Enquête sur un roi-citoyen
au-dessus de tout soupçon

Deux historiens prennent la défense de Louis XVI.

PASSIONNÉS par le personnage de Louis XVI, auquel ils vouent un culte indéfectible, Paul et Pierrette Girault de Courzac ont entrepris une histoire « révisionniste » de son règne et de la Révolution française.

Ceci n'est pas une réhabilitation... Il s'agit d'une étude sérieuse et objective dont le premier but est la recherche de la vérité, affirment les auteurs. Ils s'appliquent à montrer que Louis XVI, comparé au personnage d'Alice, fut, sur le fond et sur la forme, la victime d'un procès absurde, cynique et scandaleux : « On ne pourra qu'admirer le contraste entre le bon sens et la vérocité d'Alice-Louis XVI, et la mauvaise

foi et le mensonge systématique des autres personnages ». Paul et Pierrette Girault de Courzac ont accompli un travail de recherche qui mérite, au passage, un coup de chapeau. Mais les auteurs dilapident leur capital de crédibilité au service d'une cause perdue d'avance, car ils présentent la Révolution, lors de son tournant républicain et régicide, comme une « catastrophe irréparable qui allait jeter le peuple fran-

çais dans un double jeu en affirmant, d'un côté, son loyalisme à la Constitution, et, de l'autre, en préparant secrètement l'invasion de la France par les Austro-Prussiens ? Le roi était innocent, répondent Paul et Pierrette Girault de Courzac. Pièces à l'appui (notamment les archives autrichiennes), ils essaient de prouver que les traités, en l'occurrence, furent Marie-Antoinette et sa camarilla, et aussi messieurs les princes,

Malgré ces éclaircissements, cette « enquête » n'emporte pas la conviction sur des questions essentielles. Elle n'explique pas suffisamment les intentions contradictoires du roi au moment de la fuite de Varennes ; et surtout elle ne rend pas compte des ambiguïtés de la politique royale entre l'été 1791 et l'été 1792. Enfin il paraît peu crédible de faire porter le chapeau de la trahison à Marie-Antoinette pour mieux blanchir le monarque, ce qui supposerait que celui-ci ignorait totalement les manœuvres tortueuses de celle-là.

Un brio-à-brac idéologique

Une autre faiblesse de ce livre tient à sa présentation caricaturale et manichéenne des acteurs individuels et collectifs du processus révolutionnaire. Tous les chefs politiques sont décrits comme des agitateurs paranoïaques ou comme des lâches, à l'exception du roi et de quelques « justes ».

Les auteurs voient des jacobins partout. Ils imaginent, dès les années 1790, une France quadrillée, surveillée et bâillonnée par une dictature jacobine omnipotente. Dans ce même registre, qui ne se s'embarrasse guère de nuances, les membres des sociétés populaires sont qualifiés de « gens remuants, désaxés, en marge, souvent même des brigands véritables », qui voulaient faire croire que les journées de révolte et de révolution étaient accomplies par des forçats évadés et des repris de justice. Tout ce brio-à-brac idéologique qui diminue sensiblement l'intérêt d'un livre qui s'efforçait par ailleurs, avec une incontestable bonne volonté, de démontrer que Louis XVI fut un roi-citoyen au-dessus de tout soupçon.

ANDRÉ ZYSBERG.

* **ENQUÊTE SUR LE PROCÈS DU ROI LOUIS XVI**, de Paul et Pierrette Girault de Courzac. La Table ronde, 659 p., 169 F.

Un colloque sur la Révolution française (1789-1799) s'est tenu à Orange du 7 au 9 janvier. Il était organisé par la commission des affaires culturelles de la mairie, sous l'impulsion de Max Ferri, conseiller municipal. Il a mis en lumière l'« inégalité fondamentale » que la Révolution française fait apparaître au grand jour entre les classes sociales et à l'intérieur de ces classes. L'initiative a réuni une centaine de participants vivement intéressés par le sujet. Ont été d'abord entendues trois communications sur la Révolution dans le Vaucluse et à Orange, par Martine Lapied, Nicole Marcelin et R. Moulinas.

Daniel Guérin a traité de la révolution des « bras nus » vue de Paris, et François Furet a animé une « table ronde » sur la signification et la portée de la Révolution française avec l'ensemble des participants. L'échange de vues entre les deux historiens a été, comme prévisible, fort animé.



* Dessin de CAGNAT.

çais) dans la sombre et misérable nuit du XIX^e siècle et dans l'incendie sanglant du XX^e siècle... »

Sans doute le procès du roi fut-il un procès politique, au cours duquel l'affaire d'un chef d'Etat, accusé de trahison, se transforma en une formidable manifestation incantatoire, une « messe » destinée à conjurer une fois pour toutes les sorcelleries de la monarchie. Existe-t-il de « bons procès politiques » ? Celui de Louis XVI fut un modèle du genre, avec son instruction où seules les pièces et les témoignages à charge furent versés au dossier, avec cet acte d'accusation aux questions obscures, longues et entortillées, avec toutes les restrictions, les tracasseries, les humiliations inutiles et mesquines qui réduisirent étroitement les droits de la défense.

Louis XVI était-il coupable d'intelligence avec l'ennemi ? A-t-il

frères du roi, avec leur coterie d'émigrés.

Ainsi l'arrestation de la famille royale à Varennes ne devrait pas grand-chose à la fatalité ni au coup d'état patriotique du maître de poste Drouet ; elle aurait été mijotée par le marquis de Bouillé, commandant en Lorraine, le propre organisateur de la fuite royale, qui aurait obéi à un « conseil » des frères de monarchie... Mieux encore, un Louis XVI, roi constitutionnel, serait devenu un personnage gênant pour sa propre épouse : la provocation du Manifeste du duc de Brunswick, le généralisme des armées austro-prussiennes, menaçant de mettre Paris à feu et à sang si l'on touchait à un cheveu de la famille royale (l'une des causes de la journée du 10 août et de la mise en accusation du roi), fut directement dictée par le « parti » de la reine.

Excès de zèle

VOICI un livre d'histoire sérieux, cherpenté, construit comme une œuvre monumentale. Pour l'écrire, Paul et Pierrette Girault de Courzac explorèrent, fouillèrent, retournèrent toutes les archives accessibles, et d'abord les plus négligées, celles de l'Autriche, nécessairement pleines d'informations capitales sur Marie-Antoinette et son malheureux époux.

Chapitre après chapitre, une pluie de notes, des bourrasques de références ensevelissent le lecteur bénévole, submergé par un si écrasant savoir. Bien sûr, les auteurs s'abrogent. S'ils ne s'y résignent pas, « il faudrait attendre du temps pour raconter l'histoire qu'elle en a mise à se faire », comme l'observait exaltamment Bainville. Mais ne coupent-ils, ne retranchent-ils pas selon leur désir de nous camper un Louis XVI tout « neut », non seulement bon Français — Michelet lui-même s'en était aperçu quelques fois — mais énergique, prévoyant, plein de résolution ?

Au lieu de leur travail, M. et M^{me} Girault de Courzac évoquent en quatre-vingt-dix lignes la déclaration laissée par le roi le 20 juin 1791, avant son départ pour Varennes. Le même texte remplit dans sa version intégrale quinze pages, imprimées en 1822, à la suite de la *Relation du départ de Louis XVI*, extraite des *Mémoires du duc de Choiseul*. Quelques passages où le malheureux souverain ne ressemble pas au portrait idéal tracé par ses nouveaux biographes disparaissent providentiellement de leur livre. Par excès de zèle, sans doute, quoi s'imprime sans contrôle, comparons donc sans relâche les originaux et les citations. La défense de la vérité passe encore par cet indispensable exercice.

G. C.

UN MARXISME CONSERVATEUR

C'EST à titre posthume que paraît le deuxième tome de la *Civilisation et la Révolution française*, d'Albert Soboul. L'ouvrage s'inscrit, sans rupture, dans la longue suite des livres et articles consacrés à cette période par l'historien communiste récemment décédé (1). On n'y trouve pas une interprétation nouvelle, mais une vision classiquement marxiste du phénomène révolutionnaire.

La partie la plus intéressante de ce volume est l'introduction générale, qui consiste en un examen des diverses tendances de l'historiographie révolutionnaire depuis la fin du dix-huitième siècle. L'effort d'Albert Soboul pour faire de l'interprétation marxiste une orthodoxie nationale, la légi-

time héritière des écoles « bourgeoises » des dix-huitième et dix-neuvième siècles, de Barre, Guizot et Thiers, est tout à fait remarquable. Dans cette perspective, les historiens « bourgeois » et antimarxistes actuels sont présentés comme des contestataires, des révisionnistes. Par un curieux renversement dialectique, le marxisme se voit ici conservateur d'une tradition.

EMMANUEL TOOD.

* *La Civilisation et la Révolution française*. Tome II, volume I. La Révolution française. Arthaud, 540 p., 275 F.

(1) Voir le Monde du 14 septembre 1982.

Le nouvel album de
LUCKY LUKE

GOSCINNY MORRIS

DAISY TOWNLa bande dessinée
du film

CHEZ VOTRE LIBRAIRE

DARGAUD ÉDITEUR

Louis ARAGON

ROMANS

Anicet ou le Panorama, Roman, 1921
Les Voyageurs de l'impériale, 1943
Aurélien, 1944
La Semaine Sainte, 1958
La Mise à mort, 1965
Blanche ou l'oubli, 1967
Les Cloches de Bâle, 1968
Les Beaux quartiers, 1970
Henri Matisse, Roman, 1971, œuvre illustrée
Théâtre/Roman, 1974

POÈMES

Le Mouvement perpétuel, 1926
Le Crève-cœur, 1941
Le Nouveau crève-cœur, 1948
Les Yeux et la mémoire, 1954
Le Roman inachevé, 1956
Elsa, 1959
Les Poètes, 1960
Le Fou d'Elsa, 1963
Élégie à Pablo Neruda, 1966

ŒUVRES DIVERSES

Les Aventures de Télémaque, 1922
Le Libertinage, 1924
Le Paysan de Paris, 1926
Traité du style, 1928
Entretiens avec Francis Crémieux, 1964
Le Mentir-vrai, 1980

GALLIMARD *nrf*

10/18

Jean d'Arcy est mort

CLAUDE DURIEX.

ALAIN JACOB.

★ FR 3, vendredi 21 janvier, 20 h 35. - Le nouveau vendredi : Quand la TV s'éveille en Chine -.

20 h 30, Concert : (en direct du Théâtre des Champs-Élysées à Paris) = Adagio pour violon et orchestre - de Mozart ; = Concerto pour violon et orchestre - de Berg ; = Symphonie n° 7 de Bruckner par le Nouvel Orchestre philharmonique ; Dir. H. Soudant ; Sol. J. Sak, violon.

22 h. La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit ;

23 h. Studio de recherche radiophonique : 0 h 5, Nocturnes.

175000, 175 00 00

مكتبة من الأهل

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Chanel trouve son maître

En attendant le coup d'envoi des collections de printemps de la haute couture, dimanche soir 23 janvier, les journalistes des quatre coins du monde ont l'œil braqué sur le troisième étage du 31, rue Cambon, où Karl Lagerfeld ajuste les derniers modèles de sa première collection Chanel.

A quarante-quatre ans, ce Hambourgeois élevé en France jusqu'à quatorze ans, retrouve les contraintes et les exigences de la haute couture, abandonnées à la fin des années 50. Mais il ne devient pas le modéliste de la maison, se contentant de lui apporter son « orientation artistique ».

Il arrive, tel un maître, ayant suivi de succès en succès, un pied à Milan, l'autre à Paris, imprimant sa marque à tout ce qu'il touche. Le dessin accompagne tout naturellement sa pensée.

Un des créateurs les plus imaginatifs de notre époque, bruni les yeux noirs pétillants de malice derrière des verres fumés, les cheveux tirés dans un catogan, il s'est créé une philosophie à travers une étude spectrographique de son sujet : Chanel.

Il la connaît par cœur, ayant même assisté, adolescent, à sa collection de réouverture en 1954 dont la fraîcheur l'a conquis, d'emblée. A l'époque, les robes, succédanées du New Look de Christian Dior se distinguaient par l'entaille et le boléro, de sorte que la désinvolte mollesse des tailleurs de tweed, des chemisiers cravatés, des chaînes et des sautoirs n'eût pas suscité l'immédiate adhésion des critiques. Du haut de son escalier à spirale tapissé de miroirs, « Mademoiselle » a le sourire ironique sous son canotier. Mais en une saison, c'est à nouveau le succès, précédant à une autre émanation de la femme, maintenant « aux affaires ».

Rien d'irréversible quant aux formes et aux longueurs d'hier ou d'aujourd'hui. Karl Lagerfeld nous propose des silhouettes ajustées, un rien épauletées, aux courbes étirées au mollet, toujours en souplesse. Des vestes personnalisées aux manches montées haut, moulantes comme des gants, donneront un volume jeune aux ensembles de robes et de vestes.

Le travail des excellentes ouvrières de la haute couture permet d'apporter une fluidité de ligne aux robes de dîner et du soir. Le noir et la marine opposés au blanc, harmonies favorites de Chanel, dominent dans les couleurs. En contrepoint, des rouges « laque », mandarine, capucine, ainsi que des jaunes, de for au citron, parlent vertes d'absolu.

Autre preuve de la vitalité en matière d'investissements dans le domaine de la mode : la sortie, cette semaine, de Harper's Bazaar France. Il s'agit d'une licence du groupe américain Hearst, sous la direction de Giuseppe Delella Schiavina, déjà directeur italien de plusieurs titres du groupe. Les photos sont magnifiques.

A cet égard, les dernières statistiques pour 1982 de la Chambre syndicale de la couture donnent comme chiffre d'affaires des couturiers et créateurs, toutes spécialités réunies, 6 milliards de francs, dont 1,8 milliard en exportations.

Deux mille personnes travaillent dans les ateliers des couturiers, auxquelles s'ajoutent 20 000 couturières du secteur artisanal et 120 000 ouvriers en prêt-à-porter, soit 142 000 travailleurs, selon des chiffres donnés par M. Jacques Mouchier, président-délégué de la Fédération.

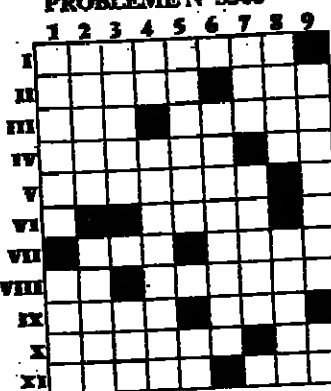
N. MONT-SERVAN.



CHANEL : tailleur « Spencer » en crêpe de laine marine sur un gilet de pipilé de coton blanc de Simonot-Godard, formant des revers en trompe-l'œil. Dessin de Karl Lagerfeld pour le Monde.

MOTS CROISÉS - MÉTÉOROLOGIE

PROBLÈME N° 3368



HORIZONTALEMENT

1. Il y a généralement beaucoup de spectateurs à son dernier acte.
II. Les gens qui y frappent sont souvent couverts de bleus. L'or de Juan Carlos.
III. Résultat d'un face-à-face renvoyant les adversaires des à dos. Peut devenir mère sans enfant.
IV. Accessoire de vedettes. Démonstratif.
V. Noires, elles sont pondées par un corbeau.
VI. Flotte parfois dans la région des îles.
VII. Clairette y a décroché ses lettres de noblesse. Matière en fusion émanant d'un haut fourneau.
VIII. Démonstratif. Point de départ d'une conquête légendaire.
IX. Sigle réversible. Commune de Flandre.
X. Prendre le parti des courageux. N'est pas le premier dans un compte à rebours.
XI. Points d'attache des unités de la flotte. Centre de révolution.

VERTICALEMENT

1. Sa loi s'appuie davantage sur des crocs que sur des décrets. Parfois une grève sauvage.
2. Procure de sérieux avantages à ceux qui avancent. Parer du cabot du jour.
3. Veston pour manchot. Bien qu'outrageant, on voudrait en collectionner beaucoup.
4. Préposition. Sa trop grande chaleur risque d'étouffer.
5. S'impose dans la musique comique.
6. Laisse souvent des plumes au cours de certaines batailles rangées.
7. Père de l'embarcation insubmersible. Son nom n'est pas de chez nous et sa gastronomie, hélas ! ne l'est pas davantage.
8. Trafic pour rouler ou amiti d'un trafic roulant. Se concentre avec humilité.
9. Fruits hémisphériques du sapin. Négation.

Solution du problème n° 3367

Horizontalement
I. Fourreau. - II. Liseuses. - III. As. Rosir. - IV. Gin. Ase. - V. Ove. Limbe. - VI. Reçu. Ob. - VII. NS. Senlis. - VIII. En. - IX. Ulelement. - X. Rue. Rosée. - XI. Serait. ès.

Verticalement
1. Flagorneurs. - 2. Oisives. Luc. - 3. Us. Nec. Ruer. - 4. Ré. Us. - 5. Rural. Emeri. - 6. Erosion. Mot. - 7. Assemblées. - 8. Inacc. - 9. Triées. Tes.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 20 janvier :

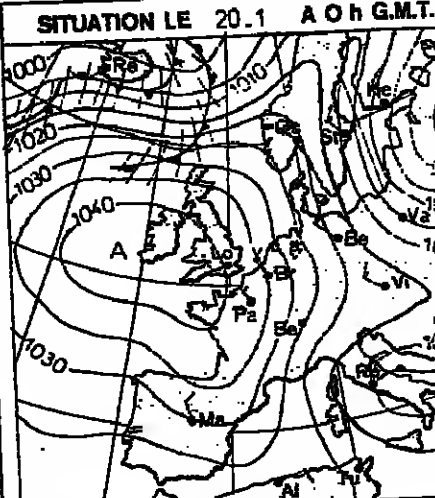
DES LOIS

● Portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale.
● Modifiant l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires.

DES DÉCRETS

● Relatif à l'organisation de

SITUATION LE 20.1 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le jeudi 20 janvier à 0 heure et le vendredi 21 janvier à midi.

Les hautes pressions s'installeront progressivement sur l'ouest de l'Europe. Un front froid descendant d'Angleterre vers l'Allemagne traversera sans être très actif les régions au nord-est de la Seine.

Vendredi : la matinée sera fraîche et brumeuse sur la plus grande partie de la France. Dans le Centre, encore des gelées de - 4 à - 6 degrés, ailleurs - 1 à - 2 degrés. Une langue nuageuse dominant quelques averses de neige s'étendra de Paris aux Ardennes et au nord des Vosges.

Puis au Nord, en bordure de la Manche et sur la Flandre, les Flandres, de l'air maritime plus doux et humide pénétrera lentement. Attention dans l'intérieur au contact du sol froid, il pourrait y avoir quelques plaques de verges.

À la fin de la journée, encore quelques nuages de chutes de neige sur le Jura. La France sera partagée en deux, au nord de la Loire et sur le quart nord-est le ciel sera plutôt nuageux et brumeux, il fera 3 à 4 degrés.

Sur les autres régions, soit un peu plus de la moitié sud, beau temps bien ensoleillé, il fera 7 à 9 degrés au meilleur moment de l'après-midi.

Dans l'ensemble, les vents du nord seront faibles.

À la fin de la journée, les baromètres seront à la hausse et les hautes pressions s'installeront en plein sur la France nous donnant un bon espoir de beau temps.

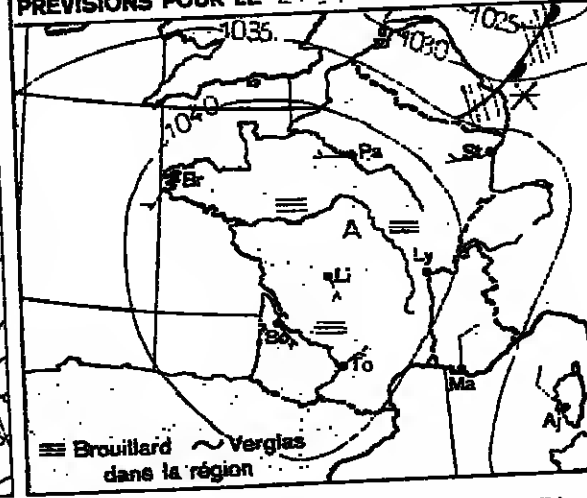
Samadi, sur les Alpes, le Massif Central et les Pyrénées, froid sec le matin, soleil dans l'après-midi. Sur les Vosges et le Jura, le temps sera plutôt brumeux mais des éclaircies se développeront l'après-midi.

Dimanche, sur l'ensemble des massifs, beau temps bien ensoleillé en cours de journée. Le pôle de froid vil se déplacera vers les Alpes. Sur les autres massifs, il fera un peu moins froid.

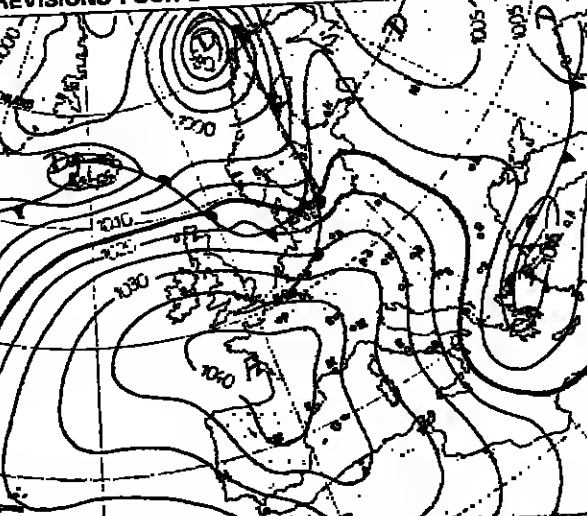
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 20 janvier à 3 heures, de 1040,2 millibars, soit 780,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 janvier ; le second le minimum de la nuit du 19 au 20 janvier) : Ajaccio, 13 et 2 degrés ; Biarritz, 8 et 0 ; Bordeaux, 8 et - 3 ; Bourges, 5 et - 1 ; Brest, 7 et 0 ; Caen, 6 et 0 ;

PRÉVISIONS POUR LE 21.1 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 21 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



Cherbourg, 6 et 1 ; Clermont-Ferrand, 4 et 0 ; Dijon, 3 et 0 ; Grenoble, 3 et - 1 ; Lille, 5 et 0 ; Lyon, 4 et 0 ; Marseille, 8 et 3 ; Nancy, 2 et - 1 ; Nantes, 7 et - 2 ; Nice-Côte d'Azur, 13 et - 1 ; Paris-Le Bourget, 6 et 0 ; Pau, 7 et - 1 ; Perpignan, 10 et 4 ; Rennes, 7 et - 2 ; Strasbourg, 4 et 1 ; Tours, 6 et - 1 ; Toulouse, 8 et 0 ; Poitiers-Piire, 28 et 20.

Le Caire, 17 et 8 ; îles Canaries, 21 et 0 ; Dakar, 25 et 1 ; Djibouti, 17 et 10 ; Genève, 4 et 0 ; Jérusalem, 9 et 0 ; Lisbonne, 15 et 6 ; Londres, 6 et - 3 ; Luxembourg, 3 et - 1 ; Madrid, 14 et 0 ; Moscou, 0 et - 1 ; Nairobi, 28 et 16 ; New-York, 7 et - 12 ; Palma-de-Majorque, 15 et 5 ; Rome, 12 et 5 ; Stockholm, 4 et - 6 ; Tazart, 18 et 6 ; Tunis, 18 et 9.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 11 degrés ; Amsterdam, 5 et 1 ; Athènes, 17 et 11 ; Berlin, 3 et - 1 ; Bonn, 5 et 1 ; Bruxelles, 5 et 0 ;

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

AUTOMOBILE

UNE IMPORTANTE ÉTAPE POUR FIAT

Le lancement de la Uno

De notre envoyé spécial

Daytona-Beach (Floride). - Fiat ne manquera jamais de surprendre. Elle vient de lancer aux États-Unis une voiture qui marque pour la firme italienne une étape importante, mais curieusement ce véhicule ne sera pas distribué sur le marché américain, du moins autant qu'on le sache actuellement. C'est à l'intention du reste du monde que cette présentation, coûteuse sans doute - plus de sept cents journalistes étaient invités à la fête - a été organisée près de Cap-Kennedy, d'où devait s'envoler pour l'espace, le jour du baptême, la navette spatiale Challenger. Si la UNO, nom de la nouvelle voiture de la Fiat était bien là, la navette pour sa part ne prendra le chemin du ciel qu'en février, quelques fuites s'étant révélées au cours des essais de montage de la fusée porteuse. Paradoxalement aussi, le choix des États-Unis comme base de lancement de la UNO donne à penser, car il ne semble pas que le groupe automobile italien ait l'intention de se battre vraiment sur ce marché, qui a vu en un an chuter ses ventes de trente-trois mille véhicules à quatorze mille, ces chiffres étant presque uniquement couverts par les cabriolets de la marque, Spider 2000 et 200 Turbo et la X 19, qui connaissent ici un succès certain. S'ajoutent pour le groupe près de huit cents Ferrari vendues chaque année aux amateurs fortunés de voitures de grand sport.

Il reste que le lancement de la Uno est pour Fiat un événement important, qui s'est traduit par des investissements massifs, qui portent notamment sur les systèmes de production : mille milliards de lires par an sur cinq ans. On ne cache pas dans l'état-major de Fiat que la naissance de la Uno peut être interprétée comme le défi de la marque italienne à la crise, si crasse il y a.

M. Vittorio Ghidella, directeur général de Fiat-Auto, n'a pas manqué, en menant sur les fonts baptismaux son dernier enfant, de souligner son cours d'une conférence de presse fiévreuse, qu'il s'agit-là d'une sorte de « réinvention » de l'automobile, grâce surtout à l'ordinateur. Ainsi, pour la première fois semblait-il, en tout cas pour la marque italienne, les calculs électroniques ont confirmé non seulement l'étude précise des structures du nouveau véhicule, mais ont pris en charge également la mise en place des programmes de comportement de la

voiture dans toutes les circonstances qu'elle pourrait rencontrer dans sa vie d'automobile.

M. Ghidella a indiqué que, si la Uno avait donné l'occasion de reconsidérer l'ensemble des systèmes de production - automatisation des soudures par robot, automatisation également de la fabrication d'un bout à l'autre des portières, du tableau de bord avec tout son circuit électrique - cette nouvelle approche pour l'Europe de la construction automobile avait amené un mieux spectaculaire dans la productivité par tête d'ouvrier, qui est passée en trois ans de 14,8 à 21,5 voitures. Ces résultats ont entraîné une diminution des coûts de production de l'ordre de 20 % qui se sont répercutés sur la distribution.

Reste le produit. Il s'agit en fait d'une PANDA qui aurait perdu les principaux défauts que l'on pouvait reprocher à la petite voiture populaire italienne en prenant un peu d'embonpoint. CX (coefficient de pénétration dans l'air) fixé à 0,34, motorisations diversifiées (900 centimètres cubes, 1100 centimètres cubes, 1300 centimètres cubes, avec un arbre à came en tête pour les plus grosses cylindrées), roues indépendantes à l'avant et essieu de torsion à l'arrière, encombrement en longueur limité à trois mètres soixante cent pour un poids de sept cent à sept cent kilos, consommation très raisonnables de quatre litres et demi à six litres pour une vitesse moyenne classique, excellente utilisation des volumes intérieurs, telles sont les principales caractéristiques de cette nouvelle gamme qui se placera pour l'instant entre la 127 et la RITMO.

Une version ES, dite économique, mérite l'attention, car elle représente sans doute ce que devrait être dans l'avenir de l'automobile pour FIAT : un véhicule économique, mais confortable, facile à conduire, mais moderne, doté d'une instrumentation destinée à renseigner sans interruption le conducteur.

Reste à savoir si la gamme UNO, qui apparaît aujourd'hui en Europe - elle sera vendue dès le 21 janvier en Italie - pourra prendre, comme c'est l'ambition de la FIAT, la tête de la diffusion de ce genre de voitures en Europe. La 205 PEUGEOT, qui pointe son capot à une semaine près sur les marchés, pourrait bien lui jouer des tours. Une affaire à suivre.

CLAUDE LAMOTTE.

ARLEQUIN

Prize	Montant	Nombre de gagnants
8	10 000 F	1
35	5 000 F	1
824	1 000 F	1
729	500 F	1
4146	250 F	1

loterie nationale

Tranche	Montant	Nombre de gagnants
1	10 000 F	1
2	5 000 F	1
3	1 000 F	1
4	500 F	1
5	250 F	1

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,80	39,85
AUTOMOBILES	33,80	39,85
AGENDA	33,80	39,85

* Dégrossie selon surface ou nombre de passages.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GRUPE INTERDECO

des Directeurs de publicité des Chefs de publicité

Nous réalisons - après dix ans d'existence - 1 milliard de chiffre d'affaires. Notre progression en 1982 est de 20%. Nos méthodes, notre rigueur, exploitées par les hommes de qualité qui nous entourent, expliquent nos performances. Notre développement implique pourtant que d'autres hommes de cette même qualité nous rejoignent.

Vous êtes diplômé d'études supérieures, avec 2 ou 3 ans de responsabilité dans une agence ou chez l'annonceur. Vous désirez que votre rigueur, votre capacité de réflexion individuelle et collective soient mises au service d'une action autonome. Seule, sans doute, la fonction de régie peut vous offrir cette double focette du marketing.

LES ECHOS - ONZE - FEMMES D'AUJOURD'HUI - MA MAISON MON OUVRAGE - PARIS MATCH - CONFIDENCES - SCIENCE ET VIE - JEUX & STRATEGIES - ELLE - FEMME PRATIQUE - TELE 7 JOURS - ACTION AUTOMOBILE & TOURISTIQUE - TELE 7 JEUX - VITAL - MICKEY - SYSTEME D - ENFANTS MAGAZINE - 20 ANS - JACINTE - LE BETTERAVIER FRANÇAIS - FRANCE DIMANCHE -

Adresser C.V. à INTERDECO - PIT - 67, Champs Elysées, 75008 PARIS.

GRUPE INTERDECO

Pour concevoir et faire évoluer notre système d'information.

Nous recherchons un

Ingénieur grandes écoles

Filiale d'un important groupe français, C.A. 500 millions de Francs, effectifs 6 000 personnes, 80 agences en province, notre développement rapide, notre forte capacité d'investissements nous conduisent à renforcer notre système d'information et à envisager sa décentralisation.

Nous sommes prêts à confier la responsabilité du développement de notre service informatique (10 personnes, matériel IBM 38) à un jeune ingénieur de fort potentiel, bon organisateur, ayant une expérience de 4 à 5 ans dans la conduite de projets, acquise dans une SSCI ou une société du secteur tertiaire de préférence. Directement rattaché au Directeur Financier, il disposera d'une large autonomie.

Lieu de travail : PARIS.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous la référence 73652/O à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE CEDEX.

**sélé
CEGOS**

La Mission du Musée National
des Sciences Techniques
et Industries

recherche

INGENIEUR

A. et M. CENTRALE, I.D.N. ou équivalent.

A vocation généraliste pour diriger son Atelier de Développement (construction de maquettes techniques pour vérifier la faisabilité technologique et muséologique des futures présentations du musée).

Une expérience de 5 à 10 ans acquise dans un Centre de Recherches ou un Bureau d'Etudes Prototypes est nécessaire pour animer l'équipe constituée de 2 ingénieurs et 4 techniciens prototypes polyvalents.

Le poste requiert une grande aptitude au dialogue avec des scientifiques de haut niveau et de toutes disciplines, ainsi qu'une bonne connaissance des techniques nouvelles, un goût de l'innovation et la capacité à gérer des contrats de sous-traitance.

Envoyer C.V. et prétentions : E.P., Parc de La Villette, R.P./ET, 211, avenue Jean-Jaurès, 75019 PARIS.

**50
MILLIONS DE CONSOMMATEURS**

Recrute un premier magnétiste, disponible rapidement. Ce poste de resp. nécessite plusieurs années d'expérience. Salaire 10.000 F brut (+ ancienneté professionnelle) x 13. Adresser C.V. à Patrick Marcou, rédacteur en chef de « 50 Millions de Consommateurs », 80, rue Lecourbe, 75732 Paris Cedex 15.

Nouveaux (parmi vous, rêvent d'entrer au sein de notre Société)
Les Raisons ?
sa Puissance - son Marché - ses Méthodes
Exceptionnels sont notre générosité
notre temps de formation
à n'importe quel prix ? **Non.**
Beaucoup nous écrivent - peu sont recrutés.
N'envoyez votre curriculum vitae que si vous estimez posséder une personnalité, une force caractérielle supérieures à vos semblables.
Hésitez avant de nous écrire !
BANQUE Pub. 18, rue Léon - 75018 Paris
(Merci de préciser s'il s'agit de l'enveloppe réf. 830120)

Le Monde

recherche

pour un poste de journaliste
à la rubrique scientifique
JEUNE DIPLOMÉ (E)
D'UNE GRANDE ÉCOLE

ou de
FORMATION UNIVERSITAIRE
(niveau 3^e cycle)

- Connaissances générales en sciences fondamentales et appliquées.
- Intérêt pour les grands dossiers de l'actualité scientifique (espace, nucléaire, informatique, biotechnologie, politique de la recherche, etc.)
- Goût de l'écriture et de la vulgarisation.

Envoyer au directeur de la rédaction une lettre manuscrite avec C.V. et éventuellement références sous le 4441 le Monde Pub. SERVICE ANNONCES CLASSEES 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

BANQUE INTERNATIONALE PARIS 86

recherche

ANALYSTE CREDITS CONFIRMÉ

CLASSE V ou VI

Expérience de 4 à 5 ans dans banque de dépôts demandée (secteur crédit aux entreprises).

Maîtrise de la langue allemande indispensable.

Adresser lettre de candidature sous réf. 463 à M. A. Dannenberg qui vous garantira la discrétion. CEPIAD - 135, avenue de Wagram 75017 PARIS.

POG de Société recommande un de ses chercheurs de direction très qualifié et très serviable connaissant Ambassadeurs Adresser C.V. à : 155, Bd Haussmann 75008 Paris. Mme CHAUMONT, qui trans.

Sté d'Etudes de Marchés - recherche

UN (E) COMPTABLE

niveau S.T.S., 5 ans expér. Env. C.V. manusc. et photo, à : 602, rue de Valenciennes 75009 Paris. Mme CHAUMONT, qui trans.

Laboratoire Matériaux de Construction - recherche

INGENIEUR

OU EQUIVALENT pour analyse d'articles de revues techniques, de l'Annie et de l'Automatisme. En France, Adr. C.V. à A.M.P. sous réf. N° 5774/JR 40, rue d'Orléans-de-Serres 75015 PARIS, qui transmettra.

PIERRE LICHOU S.A.

Agence de Publications recherche pour ses clients PETITES ANNONCES

EXECUTANT (E)

25 ans min., 3 ans expér. dans poste similaire, exigé, aisément contactable téléphon. Dactylo indispensable. Bonnes orthographe et culture générale. Env. C.V. sous réf. 5774 à PIERRE LICHOU S.A., 8, P.P. 220, 75003 Paris Cedex 02.

IMPORTANT SOCIÉTÉ MUTUALISTE QUARTIER MONTPARNASSE

recherche

Pour sa direction Organisation et Méthodes Informatiques :

1 RESPONSABLE DE LA DIVISION « MÉTHODES-PLANNING »

MISSION : Il élaborera les plans globaux et le suivi des plannings correspondants, en particulier pour le démarrage de 150 centres de travail, il apportera son appui pour la mise en place des méthodes existantes.

PROFIL : Formation supérieure, expérience en planification, capacité d'encadrement, sens des contacts.

1 ANALYSTE ORGANISATION ET MÉTHODES

MISSION : Au sein de la division « Relations collecteurs » et en contact avec le chef de projet et les utilisateurs, il participera à l'élaboration et au suivi de projets informatiques importants en prenant en charge les aspects relationnels avec les utilisateurs. (Formalisation des besoins, circuit d'information, codification, contrôle de qualité, préparation des documents...)

PROFIL : DUT ou licence de Gestion, 1 ou 2 ans d'expérience en Gestion et/ou informatique, expérience en organisation appréciée.

Adresser C.V. et prétentions sous

référence 14 PLAA : S.S.C.I. département

recrutement, 47, rue de la

Chaussée d'Antin, 75009 PARIS.

SSCI

GROSSE SOCIÉTÉ DE SERVICE APPARTENANT

à un SECTEUR D'ACTIVITÉ EN PLEINE EXPANSION

Recherche :

- 1 chef des ventes
- 3 commerciaux de choc
- 5 jeunes (23 ans au moins)

possédant un solide bagage et désireux d'embrasser une carrière commerciale.

Après une période de stage de 30 jours initiée aux spécificités de notre marché, ils auront à apporter la preuve de leur dynamisme et de leur efficacité.

- Rémunération confortable.

- Possibilité de promotion rapide pour les meilleurs.

Ecrire BANCE Pub. 18 r. Léon 75018 Paris (Métro de préférence 832000)

AIR INTER

LIGNES AERIENNES INTERIEURES

recherche

INGENIEUR GRANDES ECOLES

Etudes Economiques
et Recherches Opérationnelles

Lieu de travail : ORLY

Nombreux avantages sociaux.

Adresser C.V. photo et prétentions au département

Effectif Recrutement Orientation

1, avenue du Maréchal De Gaulle

91550 - PARAY VIEILLE POSTE

ARCHITECTE

A.P.L.G.

haut niveau

Expérience et références

1^{er} ordre dans domaines divers.

• Dynamisme et sens relationnel.

• Collaborer positivement.

Etude

travaux propositions.

Env. C.V. et photo à : 8,412

le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES

5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

enseignement

LA CALIFORNIE

PEUT-ÊTRE

L'AMERICAN CENTER

SUREMENT

261, bd Haussmann 75014 PARIS

633-67-28

Méthode orale, conversationnelle

à PARTIR DE FÉVRIER

ET EN AVANT-PRÉMIÈRE

ANGLAIS SECOURS

2 sessions intensives

de 15 jours chacune

INSCRIPTION A PARTIR

DU 15 JANVIER

PENDANT L'ANNÉE

AS USUAL

SESSIONS THÉMATIQUES

Hiver : janvier - mars

Printemps : avril - juin

**propositions
diverses**

L'ÉTAT offre de nombreuses

possibilités d'emplois stables

dont rémunération à vie, et à

tous avec ou sans diplôme.

Demandez une documentation

sur notre revue spécialisée

FRANCE CARRIÈRES (C 16)

Boite postale 42009 PARIS.

automobiles

ventes

divers

HONDA

216, Av. JEAN LOUVE

(N.3) - 93500 PANTIN

840.69.87

SUPERCAR'S

de 5 à 7 C.V.

GS X2 mod. 76

98.200 km. Excellent état.

Sphères, freins, batterie neuve.

sur place. Tél. : 8.200-100000.

Tél. : 861-08-08.

مكتبة القرآن

COMMERCE EXTÉRIEUR

Malgré une amélioration en décembre

Le déficit a pratiquement doublé en un an

Le déficit de la balance commerciale de la France, cinquième exportateur mondial, a pratiquement doublé en un an pour atteindre le montant record, en 1982, de 92,7 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières et de 93,3 milliards de francs en données brutes.

Le déficit était de 50,6 milliards de francs en 1981, année au cours de laquelle les exportations s'élevaient à 576,6 milliards de francs, et les importations à 627,2 milliards de francs. Pour 1982, le montant des exportations a été de 632 milliards de francs et celui des importations de 724,9 milliards de francs. On note une nette amélioration de la situation en décembre, mois au cours

duquel le déficit extérieur a été ramené à 5,9 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières, après 6,9 milliards en novembre, 6,3 milliards en octobre, 12,2 milliards en septembre et 13,3 milliards en juin. En un an (1982 par rapport à 1981) le déficit a augmenté de 83,2 %. Pour toute l'année 1982, en volume, les importations auront augmenté de 3,4 % tandis que les exportations auront diminué de 2,8 %.

La réduction du déficit en décembre est due en partie à la dépréciation du dollar qui a permis d'importer le pétrole à meilleur prix. La facture énergétique n'en sera pas moins de l'ordre de 180 milliards de francs en 1982, contre 161 milliards

de francs en 1981. Selon le ministre du commerce extérieur, l'explication de l'amélioration enregistrée en décembre « ne se trouve pas seulement dans des facteurs extérieurs, comme la baisse du dollar, mais aussi dans l'effet des mesures décidées par le gouvernement et l'effort des Français ».

An cours d'une conférence de presse, le jeudi 20 janvier, M. Jobert a insisté sur l'efficacité du comportement des ménages qui, selon lui, ont pris conscience de l'importance du commerce extérieur. Il a indiqué que les efforts seraient poursuivis pour rétablir l'équilibre avec nos principaux partenaires, notamment l'Allemagne fédérale, vis-à-vis de laquelle la France accuse un déficit de l'ordre de 35 milliards de francs.

Les intentions du gouvernement pour redresser la balance commerciale

(Suite de la première page.)

La recession de 1975 avait fait baisser massivement celles-ci : de 7 % en volume par rapport à 1974. Telle est d'une certaine façon la référence actuelle, même si des précautions beaucoup plus grandes qu'alors sont prises sur le plan social.

Cette stratégie traumatisante montre à quel point les moyens dont dispose un gouvernement ont peu changé depuis vingt ans, malgré la multiplication des analyses et des théories économiques. Le réajustement des comptes extérieurs d'un pays passe encore et toujours par l'augmentation de la demande des ménages. Car c'est bien évidemment la consommation des Français qui va devoir être réduite.

Le compte économique pour 1983 qui fut, à l'automne dernier, distribué aux parlementaires en même temps que la loi de finances annonçait déjà un peu la couleur en prévoyant une quasi-stagnation du pouvoir d'achat, du taux de salaire horaire (+ 0,1 % après + 3 % en 1981 et 1982 et + 3,6 % en 1980). Mais une progression encore sensible de la consommation était envisagée - et souhaitée - grâce à une baisse du taux d'épargne, revenant de 14,5 % du revenu disponible des ménages en 1982 à 13,8 % en 1983.

Ce qui change maintenant dans le raisonnement officiel est fondamental : il y a six mois, la préférence était donnée à un peu plus de croissance économique pour lutter contre le chômage, fut-ce au prix d'un déséquilibre extérieur important. A la

mi-janvier 1983, on admet la priorité du commerce extérieur sur la croissance. C'est dire que la recession dans laquelle nous nous sommes enfoncés en 1982 se prolongera en 1983 et que le gouvernement l'accepte, ce qui est totalement nouveau.

Sur les moyens à mettre en œuvre, aucune décision n'est encore prise. Mais il semble vraisemblable qu'en plus du freinage des salaires et des revenus, le gouvernement va faire beaucoup d'efforts pour inciter les Français à développer leur épargne : épargne industrielle, épargne-logement, peut-être plus tard, en cas d'échec ou de résultats insuffisants, épargne forcée.

A horizon relativement rapproché, cette stratégie, si elle développe ses effets, conformément au scénario ci-dessus développé, va poser de façon à nouveau aiguë le problème de l'emploi et du chômage. En 1984, le choc devrait donc être celui d'une réduction brutale et très importante de la durée du travail (deux ou trois heures), compensée par une baisse non moins importante du pouvoir d'achat des salariés, cela pour ne pas accroître les coûts des entreprises.

Dans l'hypothèse où cette solution, qui demeure l'idée la plus originale des socialistes, ne serait pas acceptée par les Français, il resterait à admettre une progression continue du chômage. Le chiffre de 2,5 ou 2,7 millions de demandeurs d'emploi pourrait alors être atteint dans quelques années. La plupart de nos dirigeants estiment que ce serait l'échec de l'expérience socialiste en France.

ALAIN VERNHOLLES.

(Prolongé)

AVIS

La préfecture de Meurthe-et-Moselle communique

Projet de construction du poste de transformation d'énergie électrique 400 kV de NANCY-SUD sur le territoire des communes de HOUDREVILLE et PAREY-SAINT-CÉSIRE par Electricité de France, Centre régional du transport d'Énergie et des télécommunications de l'Est.

Par arrêté préfectoral en date du 23 décembre 1982 est ordonné, sur le territoire des communes de HOUDREVILLE et PAREY-SAINT-CÉSIRE, une enquête publique à l'effet de recueillir les observations des intéressés sur la demande de déclaration d'utilité publique des travaux de construction du poste de transformation 400 kV de NANCY-SUD.

Le public pourra prendre connaissance des pièces des dossiers qui comportent une étude d'impact pendant un délai d'un mois, du 17 janvier 1983 au 15 février 1983 inclus :

- A la mairie de HOUDREVILLE, les mardis de 18 h 30 à 19 h 30 et samedis de 14 h 30 à 16 h.

- A la mairie de PAREY-SAINT-CÉSIRE, les mardis de 18 h à 19 h 30 et samedis de 17 h à 18 h.

Ils pourront consigner leurs observations sur les registres prévus à cet effet ou les adresser à M. le commissaire-enquêteur.

Par ailleurs, l'étude d'impact pourra être consultée :

- A la préfecture de Meurthe-et-Moselle, 9 rue Saint-Catherine, à NANCY, bureau 106, 1^{er} étage, tous les jours de 8 h 30 à 11 h 30 et de 14 h à 17 h, sauf les samedis, dimanches et jours fériés.

- A la direction interdépartementale de l'industrie, division électrique, 4, rue du Général-Drouot, à Nancy, tous les jours de 8 h 30 à 11 h 30 et de 14 h à 17 h, sauf les samedis, dimanches et jours fériés.

L'attention du public est attirée sur le fait que « toute personne concernée peut demander au préfet, commissaire de la République de Meurthe-et-Moselle, à l'issue de l'enquête, communication des conclusions motivées du commissaire-enquêteur ».

Pour le préfet,
commissaire de la République
et par délégation,
le secrétaire général,
Ramel KHRISSE.

PRET GRATUIT DE 500 COURTS METRAGES (16mm-vidéo)
EDUCATIFS, TECHNIQUES, CULTURELS
AUX ENSEIGNANTS, ANIMATEURS, FORMATEURS

CATALOGUES 16 mm ou vidéo sur demande :
RENSEIGNEMENTS :
(1) 738.50.21
BP 40 - 52302 LEVALLOIS CEDEX



CEDFI

Rég. 1

COMMERCE INTERNATIONAL

CONFLITS D'INTÉRÊT ENTRE LA C.E.E. ET LES ÉTATS-UNIS

La livraison de 1 million de tonnes de farine américaine à l'Égypte inquiète les Européens

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — L'exportation américaine de 1 million de tonnes de farine vers l'Égypte, à un prix inférieur aux prix les plus bas pratiqués ces derniers temps sur ce marché, a été ressentie comme un camouflet à Bruxelles, le deuxième en peu de temps. En effet, aussi indulgent soit-on quant aux contraintes de la politique communautaire, le discours prononcé par M. Reagan devant les fermiers de Dallas le 12 janvier, annonçant des subventions supplémentaires pour exporter les excédents et critiquant la politique agricole commune, alors même que les négociations euro-américaines engagées pour éviter une guerre commerciale agricole débutaient à Washington, révélait une désinvolture certaine à l'égard de la C.E.E.

Les commentateurs officiels demeurent modérés : « Si ce contrat était contraire aux règles du G.A.T.T., et si ce genre d'opérations se répétait, cela risquerait de mettre en péril la trêve conclue le 10 décembre », déclare-t-on dans les milieux communautaires. En privé, les fonctionnaires européens se montrent beaucoup plus sévères. Le contrat américain, qui a dû être signé au Caire juste au moment où M. Villain, le directeur général de l'agriculture de la Commission, qui dirigeait la délégation européenne, parlait de farine à Washington, a été conclu, dit-on, à un prix de 175 dollars la tonne CAF. Compte tenu des cours aux États-Unis, une telle offre n'a été possible que dans la mesure où les producteurs américains ont pu se fournir en blé auprès de l'organisme national d'interven-

tion (le C.C.C.) à un prix très bas, autrement dit moyennant une forte subvention. Deuxième aspect plus grave encore aux yeux des Européens et qui donne à ce contrat des allures de provocation : l'Égypte est un marché traditionnel de la Communauté, et la perle américaine risque fort d'en éliminer, au moins provisoirement, les opérateurs des Dix. « Ce million de tonnes de farine équivaut à une année d'importation pour l'Égypte », c'est catastrophique.

La volonté ainsi brutalement manifestée par l'administration Reagan de remettre l'Europe au pas, sans tenir compte du dialogue engagé, est d'autant plus mal ressentie que la Commission a pratiqué ces derniers mois, précisément pour faciliter la négociation, une gestion délicate et modérée de ses subventions à l'exportation. C'est vrai en particulier des ventes de farine à l'Égypte, qui au cours de l'actuelle campagne, en raison de cette modération, ont progressé à un rythme moins rapide qu'en 1981-1982. Les responsables de la Commission - M. Dalsager, le commissaire chargé des affaires agricoles, M. Villain, le directeur général de l'agriculture, qui avaient couronné ces derniers jours les négociations avec les États-Unis de manière plutôt optimiste et en insistant l'accent sur le souci de la C.E.E. de respecter scrupuleusement les engagements pris lors du Tokyo Round (le Monde du 20 janvier) se trouvent placés quelque peu en porte-à-faux. Un « détail » dont, évidemment, on se moque à Washington.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

La Commission européenne autorise la Grèce à contrôler temporairement les importations

De notre correspondant.

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne a autorisé le 19 janvier le gouvernement grec à exercer un contrôle sur les importations en provenance des États membres de la C.E.E. Elle a eu outre décidé de dévaliser de 7 % la « drachme verte », c'est-à-dire le taux de conversion qui permet d'établir les prix agricoles grecs et d'éliminer ainsi une partie des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) qui jouent dans un pays à monnaie dépréciée comme des subventions à l'importation et des taxes à l'exportation.

Au lendemain de la dévaluation de la monnaie hellénique, le gouvernement grec a demandé, le 13 janvier, à la Commission l'autorisation d'appliquer pour un an des restrictions aux importations pour vingt et un produits. La Grèce a fondé sa demande sur l'article 130 du traité d'adhésion qui lui permet, jusqu'à la fin de 1985 ou 1987 selon les produits concernés, de faire appel à des « clauses de sauvegarde » en cas de difficultés susceptibles d'altérer l'économie nationale.

Le texte de la décision de la Commission reconnaît le bien-fondé de la demande grecque « dans certains secteurs ». Mais elle s'empresse d'ajouter qu'elle « n'est pas en mesure de se prononcer dès maintenant sur les mesures appropriées permettant à la République hellénique de réajuster la situation et d'adapter les secteurs intéressés à l'économie du Marché commun ». Autrement dit, malgré les réunions répétées de ces derniers jours avec les représentants du gouvernement grec, elle se donne un délai de réflexion supplémentaire qui pourrait aller jusqu'à la fin du mois de février. D'ici là, Athènes peut délivrer des autorisations aux importations « sans frais », c'est-à-dire sans pouvoir exiger le dépôt de caution comme cela avait été permis par deux fois à l'Italie ces dernières années.

MARCEL SCOTTO.

AFFAIRES

TRAVAUX PUBLICS

Qui reprendra la société Richier ?

Le tribunal de commerce de Nanterre devra décider, le 28 janvier du sort de Richier, deuxième constructeur français de matériel de travaux publics, et de ses 805 salariés. Un plan a cependant été soumis aux pouvoirs publics à la mi-décembre par M. Gilles Pigeon, dont l'entreprise, Ardennes-Equipement est le premier producteur de godons pour pelles hydrauliques. Ce plan, qui nécessite une subvention de 30 millions de F et l'octroi ultérieur d'un prêt bonifié à long terme de 50 millions, prévoit la maintenance de la presque totalité des emplois et a été défendu par son auteur, mardi 18 janvier devant le C.I.R.L. (Comité interministériel de restructuration industrielle).

Selon l'administrateur judiciaire de Richier, M. Chassagnon, la solution présentée par M. Pigeon qui a l'approbation de l'ensemble du personnel de Richier, est « économiquement très viable » et bien meilleure

qu'une reprise par la Société Albar, fabricant de rouleaux pour engins de travaux publics, qui ne prévoit le maintien que d'une centaine d'emplois, mais, selon le C.I.R.L., aucune subvention.

An C.I.R.L., aucune décision n'est encore prise et ne le sera avant le 24 ou le 25 janvier. On s'agit d'une petite entreprise comme celle de M. Pigeon (45 millions de F de chiffre d'affaires) de rentabiliser Richier (environ 400 millions de F de chiffre d'affaires), sur une « machine » qui s'effondre.

Richier, qui avait été cédé en 1972 au groupe américain Ford, puis repris en 1979 par un fabricant de matériel d'appoint du B.T.P., Sambreux a été admis à la suspension provisoire des poursuites en février 1981, avec un passif de 190 millions de francs.

Mme Yvette Chassagne remplace M. Pierre Esteve à la présidence de l'U.A.P.

Mme Yvette Chassagne, conseillère maître à la Cour des comptes et président du Lait-Cher, va succéder à M. Pierre Esteve à la présidence de l'Union des assurances de Paris (U.A.P.), premier groupe d'assurances françaises, nationalisée en 1945, avec 29 000 personnes employées et plus de 18 milliards de francs de primes encaissées annuellement.

Agée de soixante ans, Mme Chassagne est une personnalité fort dynamique. Elle a été la première femme à devenir sous-directeur au ministère des finances en 1967, la première à être nommée conseillère maître à la Cour des comptes en 1979, et, enfin, la première « préfète », en juillet 1981. Elle a fait pratiquement sa carrière à la direction des assurances du ministère des finances, avec une prédilection pour l'assurance-vie, et un intérêt particulier pour la coopération avec les États africains, occupant même, de 1974 à 1978, le poste de directeur du développement économique au ministère de la coopération.

C'est donc une « professionnelle » qui prend la suite de M. Esteve, dont le mandat de trois ans s'achève le 26 février prochain. Agée de

cinquante-sept ans, inspecteur général des finances, directeur notamment du cabinet de M. Couve de Murville, ministre de l'économie et des finances en 1968 et 1969, il était entré en février 1971, comme directeur général de l'U.A.P., dont le président de l'époque, M. Dominique Leca, le considérait comme son dauphin. M. Esteve, en 1974, s'était vu préférer M. Leca, en 1977, s'était vu préférer M. René de Lestrade, âgé de soixante ans et précédemment directeur général de la Caisse des allocations, comme président de l'U.A.P. Il avait dû attendre janvier 1980 pour occuper le poste. En haut lieu, on s'estime pas que M. Esteve ait démissionné, et, dans la logique de l'entreprise, il est élu rationnel de la présidence d'un nouveau mandat. Le gouvernement, comme dans le cas de M. André de Lattre, remplacé à la présidence du Crédit national, a cinquante-neuf ans, par M. Jean Saint-Gours, a voulu un changement, de caractère politique, prenant soin, toutefois, de désigner une personnalité très au fait de l'assurance, comme l'est Mme Chassagne.

— F.R.

Thomson prend le contrôle d'Eurotechnique

(Suite de la première page.)

Ce changement de stratégie, que M. Gomez a imposé à une partie de son état-major, est une révolution : le groupe Thomson, qui s'était limité à des productions de haute qualité, mais de faible volume, devra produire, en masse, un seul moyen, d'après les experts, pour suivre l'évolution technique très rapide.

La conviction de M. Gomez s'est faite à la lumière des mouvements de ses grands concurrents mondiaux qui redoublent d'efforts dans ce secteur. Les entreprises championnes, dans les années 70, dans la Silicon Valley, sont mises à mal depuis deux ans par la recession des ventes, la chute des prix, des profits et des capacités de financement. Elles sont rachetées une à une. La prise de participation d'I.B.M. dans le numéro un des microprocesseurs, Intel, le démontre. Le modèle japonais d'intégration verticale des grands groupes - appelé en France « filière électronique » - a fait ses preuves en moins de dix ans, cinq firmes japonaises ont pris place dans les dix premiers des circuits intégrés.

Le changement stratégique décidé, restait à acquiescer. Eurotechnique. La négociation fut pleine de rebondissements. Mais tout est bien, qui finit particulièrement bien pour la partie française. Thomson rachète les actions détenues par National Semiconductor pour la France symbolique, certains liens techniques étant conservés. Rappelons que Honeywell avait obtenu 1 milliard de francs pour 22 % des actions de C.I.L.-Honeywell Bull, et I.T.T. 215 millions de francs pour sa filiale française C.G.C.T.

Thomson va également reprendre les 51 % détenus par Saint-Gobain, et obtenir ainsi la contrôle total

d'Eurotechnique. Comme l'avait souhaité M. Chevènement, l'industrie française des circuits intégrés se ramène à deux pôles : Thomson et Matra, et un nouveau plan composé va enfin - pouvoir se mettre en place.

Sur la période 1983-1986, les efforts pour les circuits intégrés atteindront 6 milliards de francs dont 2,2 en investissements industriels et 3,8 en recherche et développement.

Partir de la demande

Quelle peut être la stratégie de Matra et de Thomson pour remplir l'objectif gouvernemental qui est d'équilibrer la balance commerciale en 1986 ? Les industriels français ne couvrent qu'un petit quart du marché (et seulement 5 % des microprocesseurs et 7 % des mémoires MOS) et 45 % en comptant les filiales des groupes étrangers (Texas Instruments, Motorola, R.T.C.-Philips et S.G.S.). En 1986, la couverture globale (et non produite par produit) devra être de 100 % pour un marché estimé à 5 milliards de francs.

L'idée de « filière » impose désormais de partir de la demande : il faut produire les circuits que réclament les secteurs industriels français gros utilisateurs. Ce sont les télécommunications (où Matra a déjà quelques réalisations à son actif), l'automobile, le marché qui connaît un fort développement, et l'électronique grand public.

Reste à concrétiser ces principes et beaucoup de questions se posent. Comment Eurotechnique va-t-elle s'adapter dans l'ensemble ? Thomson ? Comment conseiller les technologies dont le groupe hérite ?

« Depuis quinze ans, la France n'a pu rattraper son retard dans les circuits intégrés face aux Américains et aux Japonais. Avec des résultats jusqu'à présent insuffisants et trop fragiles. Une nouvelle tentative s'ébauche. Les structures mises en place, pour séduisantes qu'elles soient, ne garantissent pas le succès. Il appartient à l'ensemble des acteurs de la filière électronique de jouer le jeu, et aux deux producteurs de circuits intégrés d'être compétitifs ».

ERIC LE BOUCHER.

• **ERRATUM.** — Nous avons écrit par erreur, dans l'article consacré aux résultats de Renault (le Monde du 20 janvier), que les investissements de la Régie avaient augmenté de 8,7 milliards de francs. Nous aurions dû écrire qu'avec 8,7 milliards de francs, ces investissements étaient en augmentation de 10 %.

SOCIAL

La réforme des statistiques de l'A.N.P.E. devrait être effective au deuxième trimestre 1983

A la suite des accusations lancées par le Canard enchaîné sur les chiffres du chômage, M. Le Garrec, a vigoureusement répondu, le 20 janvier, dans la presse. Pas de manipulation des statistiques, a-t-il affirmé.

M. Jean-Paul Bachy, secrétaire national du P.S., a dénoncé « la campagne déclenchée dans certains milieux, qui n'a d'autre objectif

que d'attaquer le gouvernement sur l'un des points les plus positifs de son bilan ».

De son côté, M. Lecomte, président de l'U.D.F., a posé une question écrite au premier ministre : « Est-il exact que le gouvernement recourt à des manipulations des statistiques de l'emploi ? Dans l'affirmative, les « rectifications » qui s'imposeraient devraient être publiées « avant le mois de mars ».

La réforme en cours des statistiques du marché du travail n'a pas encore d'effet sur les références statistiques utilisées par M. Le Garrec pour présenter les résultats de sa politique. Mais elle est implicitement présente dans le débat sur la transparence des chiffres du chômage.

La photocopie partielle d'une note interne de l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.), publiée par le Canard enchaîné du 19 janvier, met en lumière la décision du ministère de l'emploi de ne publier les statistiques de « stock » (1) de demandeurs d'emploi à temps partiel et à contrat temporaire qu'après mars 1983.

Jusqu'à mars 1983 seront publiées - comme depuis des années - les seules demandes d'emploi à temps plein et durée indéterminée (catégorie 1). Les demandeurs d'emploi à temps partiel (catégorie 2) ou sous contrat temporaire (catégorie 3) n'étant pas considérés jusqu'à présent comme des chômeurs.

La publication de l'intégralité de la note A.N.P.E. est utile, car elle situe précisément cette décision controversée du ministère dans le cadre de la réforme en cours des statistiques.

En voici donc le contenu : « La note D.S.C.G. n° 132 bis 82 du 13 septembre 1982 relative à la mise en œuvre de la phase 3 de la réforme des statistiques du marché du travail annonçait (page 3, paragraphe IV) une procédure spécifique, en décembre 1982, pour la reprise du stock des demandes de catégorie 2 enregistrées avant le 1^{er} octobre 1982, la reprise du stock des demandes de catégorie 3 se faisant progressivement lors des inventaires semestriels.

Sur ce sujet, le ministère de l'emploi vient de prendre la décision de ne publier les statistiques de stock de demandes de catégories 2 et 3

qu'à partir de mars 1983 ; d'ici là, les colonnes statistiques des tableaux statistiques issus de la réforme seront laissées en blanc.

Ceci nous a donc conduits à déclarer dans la presse la procédure prévue et à la réviser. En effet, dans le but d'alléger la charge de travail des unités et de ne pas multiplier les manipulations de fichiers, il a été décidé de jumeler la reprise des stocks des demandes de catégories 2 et 3 et l'opération de basculement des fichiers selon le nouveau Rome (répertoire des professions) qui intervient entre janvier et mars 1983.

Les modalités pratiques de la reprise des stocks de demandes de catégories 2 et 3, enregistrées avant le 1^{er} octobre 1982, seront exposées dans la note sur le basculement du Rome qui parviendra à l'ensemble du réseau dans le courant du mois de décembre. »

Aucun secret

Cette réforme n'a rien de secret. Dans son magazine *Situations* du dernier trimestre 1982, l'A.N.P.E. consacre un long article à cette « révision globale nécessaire » de son système statistique qui date des années 70, lorsque le nombre de demandeurs d'emploi ne dépassait guère trois cent mille. Aujourd'hui, l'effectif dépasse les deux millions. Décidée dès 1979 par M. Jean Auroux, cette réforme par l'A.N.P.E. vise à trois objectifs. D'abord mieux saisir les caractéristiques de la demande d'emploi, tout en progressant vers un suivi individualisé des demandeurs d'emploi. Ainsi les critères retenus pour ce nouveau classement informatisé en cinq catégories sont la durabilité de l'emploi recherché, la durée du travail, la disponibilité du demandeur et le fait qu'il a ou non déjà un emploi. Le deuxième objectif de la réforme, c'est d'améliorer l'analyse des relations entre l'offre et la demande

de l'emploi. Enfin, cette réforme devrait permettre d'établir des informations locales sur le marché du travail. Un des effets de cette réforme sera donc de constituer - et de publier - le stock (2) des catégories 2 (demandeurs d'emploi à temps partiel) et 3 (demandeurs d'emploi temporaire).

Les nouvelles statistiques mensuelles ont été prévues pour fin 1982, celles trimestrielles pour le début 1983. La décision du ministère de l'emploi de surseoir à l'application en mars retardant l'aboutissement de cette réforme déplace la date de ces nouvelles données.

DANIEL ROUARD.

Vrai débat et faux procès

Les accusations du Canard enchaîné ont provoqué un beau tollé au point que M. Le Garrec est sorti du silence qu'il s'était imposé, à tort, au départ. Au-delà des polémiques, que peuvent-on en retenir ? Comme nous l'avons souligné, ces accusations mettent en relief des procédures contestables. Il n'est effectivement pas logique, aujourd'hui comme hier, que les jeunes qui peuvent rester jusqu'à six mois en attente d'un stage de formation ne soient pas considérés comme des demandeurs d'emploi.

Au ministère, on fait remarquer, à juste titre, que les chômeurs adultes, qui suivent une formation, ne sont pas plus inscrits comme demandeurs (en catégorie 1, mais renvoyés en catégorie 4, non comptabilisés) sauf s'ils effectuent un stage de « mise à niveau ». Mais une telle distinction suivant le type de formation fait apparaître des ambiguïtés qu'il serait souhaitable de lever. En revanche, le Canard enchaîné a tort quand il reproche au ministère de sortir des fichiers 60 000 chômeurs de longue durée en « formation continue » : titulaires d'un contrat emploi-formation, assure-t-on au ministère, ils ont un emploi garanti au bout de leur formation et donc ne sont plus chômeurs.

Contestable aussi demeure le renvoi à mars 1983 de la réforme des statistiques de l'A.N.P.E. - attribué à un « compromis technique » entre les services extérieurs du travail et l'Agence.

Mais au-delà de ces procédés, qui entretiennent le flot, il ne faut pas se lancer dans de faux procès. Rien ne prouve que le

gouvernement se livre à un truquage des chiffres de l'emploi. Depuis 1970, l'A.N.P.E. recense les chômeurs au sens de la définition du Bureau international du travail qui retient trois critères (ne pas avoir d'emploi, être en quête d'un travail rémunéré, être à même de travailler immédiatement). Depuis plusieurs années, les syndicats ont abandonné la contestation des statistiques officielles du chômage qui les amènait à majorer ces chiffres d'un coefficient multiplicateur de 1,8.

S'il est vrai que certains chômeurs - à la marge - ne s'inscrivent pas à l'A.N.P.E., cette situation n'est pas nouvelle. Et ce qui est absolument établi, c'est que - une modification normale des coefficients de correction saisonnière établie par l'INSEE, en janvier 1982 mise à part - le gouvernement n'a pas modifié la comptabilisation des chômeurs telle qu'elle était réalisée avant mai 1981. Le chiffre avancé par le Canard enchaîné - 234 000 « oubliés » des catégories 2 et 3 - est d'autant moins crédible que les seules statistiques que les services du ministère de l'emploi ont publiées sur les demandeurs à temps partiel ou de contrats temporaires sont établies actuellement en flux et non en stock.

Et la réforme des statistiques, voulue par M. Boulin, ministre de la précédente majorité, n'aura pas pour effet d'ajouter des catégories 2 et 3 à la catégorie 1, qui demeure la seule mesure des chômeurs au sens du B.I.T. Pour autant, rien n'empêche - au contraire - de relancer et de clarifier encore le débat sur une question simple : qu'est-ce qu'un chômeur ?

MICHEL NOBLECOURT.

La convention de protection sociale de la sidérurgie est reconduite jusqu'au 31 décembre 1983

De notre correspondant

Metz. - Les représentants des fédérations de la sidérurgie F.O. et C.F.T.C. ont signé, le 19 janvier à Paris, au terme de neuf heures de négociations, avec le GESIM (groupe des entreprises sidérurgiques et des industries minières) un protocole d'accord reconduisant la convention générale de protection sociale de la sidérurgie (C.G.P.S.) du 24 juillet 1979 jusqu'au 31 décembre 1983.

Les sidérurgistes, qui bénéficient en 1983 de mesures d'âge (dispense d'activité ou cessation anticipée d'activité), sont assurés d'obtenir les mêmes garanties de ressources que les quelque quarante mille pré-retraités partis depuis 1979, à savoir 75 % de leur salaire mensuel brut antérieur entre cinquante et cinquante-cinq ans, et 70 % entre cinquante-cinq et soixante ans, plus un bonus de 4 % sur cinq ans ou de 20 % sur un an. La C.F.D.T. et la C.G.C., signataires de l'accord de 1979 avec F.O. et la C.F.T.C., ont accueilli favorablement la proposition de reconduction. Elles se sont cependant accordées un délai de réflexion supplémentaire. La C.G.C. s'est déclarée prête à ratifier le texte dès jeudi, attendant simplement une confirmation écrite d'un engagement des pouvoirs publics maintenant pour les pré-retraités 1983, lorsqu'ils atteindront ou dépasseront soixante ans, les mêmes garanties financières actuellement en vigueur. La C.F.D.T. pense parier le texte lundi matin. La C.G.T., seule organisation syndicale à ne pas avoir signé cette convention en 1979, fera connaître sa décision lundi également, après avoir rappelé sa position de l'époque : le niveau des garanties de ressources est jugé positif mais le texte est qualifié de dangereux quant au volet mutation, car « il autorise un dégraissage aveugle des effectifs ».

La signature de cet accord constitue tout d'abord un succès syndical. Les organisations signataires en 1979 ont, en effet, demandé dès octobre, à la reprise des discussions, la reconduction de l'ancienne convention arrivée à expiration le 30 novembre 1982. La prolongation de l'ancien texte représente aussi un constat d'échec des négociations entamées à l'automne et devant initialement aboutir à la rédaction d'une nouvelle C.G.P.S. L'abandon de ce projet de nouvelle convention devant l'opposition syndicale, face notamment aux propositions de réduction de garanties de ressources pour les futurs pré-retraités de la sidérurgie, résulte d'un changement de position des pouvoirs publics qui souhaitent voir les sidérurgistes se rapprocher du droit commun. Ce revirement est, aux yeux notamment des syndicats réformistes, la marque de la volonté de Matignon d'acheter la paix sociale. D'autres considèrent que cette volte-face est le fruit de préoccupations politiques.

Un texte servant de constat est annexé à l'avenant de reconduction du 19 janvier (le troisième après ceux du 30 juin 1981 et du 30 juin 1982). Il reprend, à la demande des

syndicats, certains points ayant recueilli un consensus général lors des précédentes réunions (priorité aux mutations dans le même bassin, formation). La prolongation d'un an de la C.G.P.S. de 1979 ne signifie cependant pas l'acceptation des plans industriels des deux groupes sidérurgiques Usinor et Sacilor-Sollac de la part des syndicats, comme le souligne la C.F.O.T. et F.O. Si un accord concernant la C.G.P.S. est intervenu, deux importants dossiers de la sidérurgie restent ouverts : la réduction du temps de travail, la politique salariale pour 1983. Ils feront l'objet d'une rencontre entre les partenaires sociaux, le 7 février.

JEAN-LOUIS THIS.

MONNAIES

PRÊT DE 1,3 MILLIARD DE DOLLARS DE QUATORZE PAYS INDUSTRIALISÉS A LA YUGOSLAVIE

Berne (A.F.P.). - Les représentants de quatorze pays industrialisés et de la Yougoslavie, réunis mardi 18 et mercredi 19 janvier à Berne, se sont mis d'accord pour un plan d'assistance financière et notamment un prêt à moyen terme de 1,3 milliard de dollars à la Yougoslavie, qui fait face à des difficultés de paiement.

La Suisse présidait la réunion. Y participaient les représentants des pays du « groupe des Dix », plus l'Autriche, le Danemark et la Finlande, et du côté yougoslave, le ministre des finances, M. Florjancic, et le gouverneur de la Banque centrale, M. Makic.

Parallèlement, les banques centrales des pays du « groupe des Dix » et la Suisse, réunis au sein de la Banque des règlements internationaux, vont octroyer à la Yougoslavie un crédit relais à court terme d'un demi-milliard de dollars. Le F.M.I., qui a coordonné les efforts pour aider la Yougoslavie dont l'endettement atteint 18 milliards de dollars (le quart vient à échéance en 1983), apportera un concours à ce pays. Il avait, en 1981, ouvert une ligne de crédit de 1,8 milliard de dollars dont une partie reste encore à tirer.

Enfin, les banques commerciales occidentales, dont une trentaine ont participé lundi à Zurich à une réunion sur la dette yougoslave, organisée par le F.M.I., vont accorder à Belgrade des crédits permettant le refinancement de sa dette.

Cette série de prêts évite à la Yougoslavie de devoir négocier un rééchelonnement de sa dette. Autrement dit, au lieu de lui accorder un moratoire, les créanciers lui consentent de nouveaux crédits pour lui permettre de faire face à ses échéances. Cet effort exceptionnel des pays occidentaux est dû à la situation politique très particulière de la Yougoslavie sur la scène internationale.

Nous n'avons pas touché aux chiffres déclare M. Jean Le Garrec

M. Jean Le Garrec, ministre de l'emploi, a, dans la journée du 19 janvier, répondu à diverses reprises aux accusations du Canard enchaîné (le Monde du 20 janvier).

Le ministre a écarté toute manipulation des chiffres du chômage. Pour mesurer les effets de la « politique active sur l'emploi », il y a un thermomètre : ce sont les statistiques du chômage », a déclaré M. Le Garrec à Libération (20 janvier).

« Ce thermomètre, nous ne l'avons jamais touché. Mieux, j'en ai amélioré la présentation pour une meilleure information. C'est avec ce thermomètre que nous prenons la température et les chiffres sont là : le chômage est en décroissance. La preuve : le nombre de chômeurs indemnisés (hors pré-retraités) était, à la fin décembre 1981, de 1 119 842 personnes. A la fin décembre 1982, ce chiffre se montait à 1 183 431, soit 5,68 % d'augmentation. Or nous donnions une progression du chômage de 5,8 % en données brutes et de 5,6 %, en données corrigées des variations saisonnières. La parfaite corrélation entre ces deux chiffres montre que nous n'avons rien truqué, et je vous rappelle que les statistiques d'indemnisation du chômage sont faites par l'UNEDIC et non par le ministère. »

Le Canard enchaîné a également reproché au gouvernement de transférer certains demandeurs de catégorie 1 vers les catégories 2 et 3 pour diminuer le nombre officiel de chômeurs.

« Nous n'avons jamais organisé un tel transfert », répond M. Le Garrec. « Reste qu'il y a un problème des catégories 2 et 3. Nous voulons les saisir statistiquement, mieux que cela n'a été fait. Pour cela, il faut saisir des données de stock et non des flux d'inscriptions. Du fait de notre sous-équipement informatique, les moyens de saisie de ces données n'existeront qu'au deuxième trimestre 1983. Ce qui explique la date de la circulaire A.N.P.E. publiée par le Canard enchaîné. Ainsi, nous avons les indications mensuelles de flux dans le bulletin mensuel des statistiques. Sur un an, la catégorie 2 indique 119 000 chômeurs en juin 1980 ;

132 000 pour 1981 et 140 000 pour 1982. Ce sont là des indications annuelles. Parce qu'il n'est pas possible d'additionner des stocks et des flux, il n'est pas possible de regrouper les trois catégories. »

Dans le *Matin* du 20 janvier, M. Le Garrec dément également que le gouvernement ait envoyé des directives à l'A.N.P.E. pour éviter l'inscription des jeunes à la recherche d'un emploi.

« De tout temps, les jeunes qui étaient en stage n'étaient pas inscrits au chômage. En 1980, il y avait 109 000 demandeurs d'emploi âgés de moins de dix-neuf ans au 1^{er} janvier, ils étaient 98 000 en 1982. Deux chiffres à peu près identiques. »

De même, « à sa connaissance », on n'a pas demandé à l'A.N.P.E. de créer une nouvelle catégorie pour une partie de ces jeunes, celle des « demandeurs en formation ». Nous avons conservé les catégories telles qu'elles ont été définies en 1970 », a insisté M. Le Garrec.

« Une campagne politique »

Quant au dépoussiérage controversé des chômeurs de longue durée, « un travail de contact a été fait avec les chômeurs de longue durée », encore précisé dans le *Matin* par M. Le Garrec. « A travers ce travail, un effort de reclassement a été effectué, c'est une action positive. Nous devons éviter de laisser isolés les chômeurs de longue durée au bout de douze mois. Cette action positive qui mobilise tous les agents de l'A.N.P.E. et des services annexes est transformée en action négative à la suite d'une intoxication. »

Y a-t-il une opération politique derrière ces controverses sur les chiffres du chômage ? « Je ne sais pas », répond M. Le Garrec dans le *Matin*. Mais, demande-t-il à notre confrère de Libération, « ce ne vous pose pas de questions d'actualité, que la situation évolue favorablement, on monte une campagne politique ? Car, enfin, en recoupant toutes les informations, les indicateurs d'évolution aboutissent à un même résultat. »

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DU COMMERCE SONACAT AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 02/83/DEI

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de :
TORREFACTEURS A CAFÉ

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78/02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la Chambre de commerce et d'industrie de leur lieu de résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricants ou de producteurs.

En outre, conformément à la circulaire n° 21 DGCI-DMP du 4 mai 1981, du Ministère du commerce, les offres doivent être accompagnées des pièces et documents suivants :
- Le statut de l'entreprise ainsi que la liste des principaux actionnaires ;
- La situation fiscale en Algérie et dans le pays de leur siège social ;
- La liste des principaux gestionnaires de l'entreprise ;
- Les bilans des deux dernières années ;
- L'attestation de non-recours à des intermédiaires conformément à l'article 12 de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur ;
- La répartition du capital social lorsque le soumissionnaire est une société anonyme.

Les firmes intéressées pourront retirer le cahier des charges en s'adressant à :

SONACAT - DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS
87, boulevard Mohamed V - ALGER

Contre la somme de 100 dinars la loi.

Les offres établies conformément aux exigences du cahier des charges doivent parvenir sous double pli anonyme, cacheté, au plus tard le 15 février 1983, à l'adresse indiquée ci-dessus.

Toute offre qui parviendra après cette date sera considérée comme nulle.

L'enveloppe extérieure devra comporter obligatoirement la mention d'Avis d'appel d'offres international n° 02/83/OEI - à ne pas ouvrir.

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de 90 jours.



BD SUCHET A LOUER ÉTAT NEUF, TRÈS BEL HOTEL PARTICULIER

à usage de
HABITATION

**BUREAUX D'AMBASSADE
LOGEMENT D'AMBASSADEUR**

S'adresser à M. BING
9, rond-point des Champs-Élysées, Paris-8^e
tel. 359.14.70

ÉNERGIE

AVANT LA RÉUNION DE LA COMMISSION DE CONCERTATION

La C.G.T. critique le programme de la direction des Charbonnages de France

« Tant sur le plan économique que social, cela ne va pas. Le directeur général des Charbonnages de France se lance dans une politique qui, s'il n'en change pas, va déboucher très vite sur l'effondrement », a déclaré, mercredi 19 janvier, M. Dufresne, secrétaire général de la fédération du sous-sol C.G.T. A deux jours de la seconde réunion de la commission de concertation, dite de « l'article 11 », entre les syndicats et la direction, la centrale oppose un non formel aux propositions de la direction.

Ces propositions « aboutissent à sacrifier une partie importante des capacités de production française, à détruire le bassin du Nord-Pas-de-Calais et l'essentiel des Hauts-Lorrains du Centre-Midi ». Elles « prennent le contre-pied des décisions du Parlement sur le niveau de production à atteindre en 1990. Elles ne sont pas conformes aux orientations et recommandations gouvernementales ».

Les objectifs de production, fixés pour les années 1983-1985, sont faits sur la base des résultats de 1982. Or ces résultats ont été exceptionnellement mauvais, « faussés », selon la C.G.T., par une sous-utilisation délibérée des capacités de production. Niant l'impact de la réduction de la

durée du travail sur les rendements, qui n'a représenté, selon elle, qu'« une heure de travail perdue sur l'année », la C.G.T. accuse la direction d'avoir réduit la production « afin de présenter au gouvernement des résultats catastrophiques ».

Dénouant le blocage de l'embauche et la concentration des investissements dans les seuls bassins considérés comme rentables (Lorraine, Provence), la C.G.T. ne nie pas la nécessité de réorganiser le temps de travail. Mais cette réorganisation — notamment le travail le week-end demandé par la direction — doit se faire, selon la C.G.T., dans tous les bassins, et à la condition que la direction s'engage à utiliser à plein les capacités de production. « On ne peut pas demander aux mineurs de changer leurs habitudes de travail, si, en contrepartie, il n'y a pas une politique franche de relance », a déclaré M. Dufresne, qui a ajouté :

« Notre fédération ne permettra pas la poursuite de la casse. Nous avons démanté par le passé ce que nous étions capables d'agir avec beaucoup de fermeté. Nous ne souhaitons pas revenir à cette situation, mais, si cela s'avère nécessaire, nous le ferons, plaçant chacun devant ses responsabilités. »

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
S.E.U.	6,8840 6,8910	+ 195 + 230	+ 370 + 430	+1100 +1128
S.ca.	5,6160 5,6230	+ 60 + 100	+ 160 + 220	+ 595 + 728
Yen (100)	2,5240 2,5290	+ 145 + 170	+ 270 + 305	+ 840 + 918
DM	2,8330 2,8360	+ 160 + 185	+ 300 + 340	+ 940 + 1030
Flora	2,5840 2,5870	+ 175 + 195	+ 340 + 370	+ 940 + 995
F.R. (100)	14,4910 14,5130	- 195 - 40	- 445 - 215	- 1855 - 615
F.S.	3,4745 3,4805	+ 300 + 325	+ 560 + 600	+1595 +1780
L. (1000)	4,9430 4,9515	- 361 - 340	- 840 - 710	- 2355 - 2145
E.	10,7850 10,8020	+ 65 + 135	+ 150 + 250	+ 790 + 1020

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 7/8	9 1/8	8 11/16	9 1/16	8 3/4	9 1/8	9	9 3/8
S.E.U.	5 3/16	5 9/16	5 1/4	5 5/8	5 1/4	5 5/8	5 1/4	5 5/8
DM	4 3/4	5 3/4	4 9/16	5 7/16	4 3/4	5 3/8	4 11/16	5 5/16
Flora	11 1/2	13	14	14	13 1/2	14 1/2	13 1/2	14 1/4
F.S.	1 1/2	1 1/4	1 3/4	2 3/8	2 3/16	2 15/16	2 7/8	3 1/2
L. (1000)	16 1/2	18 1/2	20 3/4	23	21 1/2	23 1/4	22	23 1/2
E.	11 1/8	11 7/8	11 1/2	12 1/4	11 1/8	11 13/16	10 3/4	11 3/8
F. franc	12 3/4	13 3/4	16 1/2	17 1/4	19 1/4	20	19 3/4	20 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

LES BÉNÉFICES D'ELF-AQUITAINE ONT FLÉCHI EN 1982

1982 a été une année difficile pour Elf-Aquitaine dont les bénéfices consolidés ont diminué, selon les résultats provisoires communiqués, mercredi 19 janvier par la société, de près de 40 %. Ils sont en effet revenus de 3,7 milliards de F en 1981 (pour un chiffre d'affaire de 104,4 milliards de F) à 2 milliards de F environ en 1982 (pour un chiffre d'affaires de 12,5 milliards de F). La « dérive » de ces résultats par rapport aux prévisions s'explique, selon M. Albin Chalandon, P-D.G. du groupe, par des dépenses d'explorations supérieures d'un milliard de F au budget initial, par une augmentation de 500 millions de F des provisions faites pour Le Nickel et ATO Chloé et un alourdissement également de 500 millions des provisions nécessaires pour le commerce du brut.

Les perspectives pour 1983 laissent prévoir un redressement des bénéfices autour de 4 milliards de F, a annoncé M. Chalandon. En effet, le secteur raffinage du groupe, qui en 1982 a perdu 2,1 milliards de F — en dépit de bénéfices exceptionnels dus au destockage de 2 milliards de francs —, a vu sa situation s'améliorer depuis la fin de l'année, grâce à l'application en France de la formule de calcul des prix — et à la baisse du dollar par rapport au franc — au lancement des nouvelles installations de la raffinerie de Donges. La réduction prévue des approvisionnements par contrats à long terme à des prix supérieurs au marché — qui ont coûté l'an passé 1,84 milliard de F — devrait également contribuer à un assainissement de la situation d'Elf France, à moins que de nouveaux contrats ne soient imposés. « Nous n'avons pas besoin de davantage de pétrole que ce que nous avons programmé. Si le gouvernement français veut ajouter de nouveaux contrats, il faudra une compensation financière », a précisé M. Chalandon.

En ce qui concerne la chimie, le P-D.G. de Elf Aquitaine a indiqué que son groupe devrait trouver un partenaire étranger — un européen — notamment dans la chimie lourde.

Atelier de poterie
« LE CRU ET LE CUIT »
accueille en groupe les amateurs de 3 à 83 ans
5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-5*
Téléphone (le soir) : 707-85-64

URBANISME

AU CONSEIL DES MINISTRES

Les propositions de M. Dubedout sur le « développement social » des quartiers

La situation est tendue dans les quartiers d'habitat social : au-delà des crises aiguës (l'été chaud de 1981 dans la banlieue lyonnaise), comment rendre au vie communautaire harmonieux à des habitants qui cumulent souvent les handicaps sociaux, culturels et géographiques ?

La commission présidée par M. Hubert Dubedout, maire de Grenoble et député socialiste de l'Isère, a travaillé depuis plus d'un an sur le terrain (dans une quinzaine de villes) en coordonnant l'utilisation de crédits émanant de plusieurs ministères, à la recherche d'une politique pour le « développement social des quartiers ».

Harmoniser les ethnies des banlieues

Le rapport remis au premier ministre, et dont les propositions ont été examinées au conseil des ministres du mercredi 19 janvier, est un constat sérieux : un inventaire exhaustif des difficultés et un catalogue de mesures très diverses. Pessimisme de l'analyse, volonté d'agir pour faire face à un « tournant de la civilisation urbaine », selon la formule de M. Dubedout et « réussir la société multi-ethnique ».

« Le développement de l'insécurité, du rejet, du racisme, l'absence des marques profondes dans une société déjà minée par la crise. L'accroissement du sentiment d'insécurité sans justification objective en est un signe inquiétant. Si la politique actuelle ne montre pas son efficacité, la voie de l'autoritarisme sera souhaitée par une majorité de citoyens. L'avertissement est clair : les solutions complexes : pas de remède miracle, pas de mesure spectaculaire, mais une lente et minutieuse reconquête de la cohabitation perdue. Les causes du mal des grands ensembles et de certains quartiers anciens sont connues (le Monde des 14, 15 et 16 décembre 1981). Trop de jeunes sans travail, trop de familles d'immigrés mal insérées dans la vie sociale, rejetées dans des quartiers à l'urbanisme agressif. Il faut, selon la commission Dubedout, tout mener de front. Former les jeunes et leur proposer un emploi, adapter le système scolaire aux collégiens d'ethnies différentes et ouvrir l'école vers le quartier, nommer des enseignants volontaires ; freiner la ségrégation en cessant de concentrer les familles difficiles dans les mêmes secteurs, tout en logeant les jeunes ménages de la deuxième génération près de leurs parents s'ils le souhaitent (certains maires refusent

categoriquement d'augmenter les quotas).

Pour améliorer la sécurité, il ne s'agit pas, selon M. Dubedout, d'augmenter des effectifs de police, qui patrouillent dans le vide », car la violence s'exerce souvent ailleurs. Dans ces quartiers, « on compte peu d'agressions de personnes, mais beaucoup de vandalisme », note le maire de Grenoble. Un vandalisme encouragé par le mauvais entretien des immeubles.

La rénovation des bâtiments, la transformation des « toits et barres » en véritables rues, vers une architecture dans laquelle les habitants se reconnaissent sont nécessaires, et il y a partout de beaux projets. Mais cette transformation (non cohésive : un général) ne suffit pas. Si l'action sociale ne suit pas.

La commission Dubedout a passé à tout : elle souhaite qu'un « intermédiaire unique » des administrations concernées soit désigné, que les associations soient associées et écoutées, que les élus soient incités à ne pas se détacher de leurs quartiers difficiles.

La délicate question du vote des étrangers, très controversée, n'est pas abordée de front, parce que cette hypothèse a déjà été prématurément écartée au niveau ministériel. Le vote de tous les habitants des villes aux élections municipales serait pourtant la façon la plus démocratique de les faire participer à la vie locale. M. Dubedout estime que la question se résoudra d'elle-même, car les nouvelles générations auront automatiquement le droit de vote. A condition qu'ils acceptent, garçons et filles, de s'en servir.

MICHEL CHAMPENOIS.

TRANSPORTS

Des semaines moins longues pour les routiers

A compter du 1^{er} mars, la semaine de travail des conducteurs routiers sera ramenée à cinquante heures — contre cinquante-huit à sixante heures — voire davantage, jusqu'ici. L'amplitude journalière maximale de travail — douze heures — ne sera admise que dix-huit fois par période de douze semaines. Les heures d'attente subies lors des chargements, des déchargements ou des passages en douane, seront comptées comme temps de travail effectif dans une proportion de 66 %, contre 50 % actuellement.

Telles sont les principales dispositions d'un décret soumis par M. Charles Fiterman au conseil des ministres. Serpent de mer des dernières années, sujet d'interminables polémiques depuis dix-huit mois, le problème des conditions de travail des cent quarante mille conducteurs routiers français se trouve donc résolu à la satisfaction des syndicats de salariés, du moins de la C.G.T. qui est, pour l'instant, seule à avoir fait connaître sa position.

« Fermeture de chantiers navals à Dunkerque. — La société de réparations navales Béliard-Crighton, de Dunkerque, et ses filiales Flaming Industrie, Samoy et Longue, ont été mises en cessation d'activité, mercredi 12 janvier. Béliard-Crighton était déjà en règlement judiciaire. Le juge-commissaire du tribunal de Dunkerque, M. Charles Antoine, a expliqué sa décision par l'absence de « proposition sérieuse et complète » de reprendre les actifs des sociétés, et par une trésorerie qui « laissait apparaître un déficit certain ». — de l'ordre de 5,5 millions de francs — et « susceptible de doubler d'ici à la fin du mois ».

1^{er} Colloque International des Villes Reconstituées
Villes reconstituées - Villes à construire
Organisé par la Ville de Brest avec le concours de l'Institut de Géographie Université de Bretagne Occidentale sous la présidence de M. Michel Rocard Ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire
Janvier 1983
26-27-28

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS
MERLIN GERIN
Le chiffre d'affaires hors taxes du groupe pour l'exercice 1982 est élevé à environ 5 milliards de francs, marquant une progression de 28 %.
Le montant des commandes enregistrées est de 5,4 milliards de francs.
Le résultat avant impôt et intéressement devrait s'établir aux environs de 180 millions de francs.
Le chiffre d'affaires hors taxes de Merlin Gerin S.A. est de 4 milliards de francs, en progression de 34,8 % par rapport à la réalisation de l'année précédente.
On estime que le résultat avant impôt et intéressement de la société mère devrait atteindre 140 millions de francs.

SILC
Le montant total des loyers H.T. de l'exercice 1982 s'établit à 81 519 000 F contre 75 587 000 F pour l'exercice précédent. Le premier bordereau trimestriel de l'exercice 1983 s'élève à 21 063 000 F contre 19 914 000 F au 2 janvier 1982. Ces chiffres confirment les prévisions précédemment annoncées.
L'augmentation de capital ouverte le 6 décembre s'est close au début de 1983 après s'être poursuivie dans des conditions favorables en ce qui concerne tant la tenue des cours du titre et du droit que le volume des transactions.

AMAX
PAIEMENT DE DIVIDENDES
Amax Inc. a déclaré un dividende trimestriel de 5 cents par action ordinaire. Le dividende est payable le 1^{er} mars 1983 aux actionnaires inscrits le 10 février.
Le conseil d'administration a aussi approuvé le paiement du dividende trimestriel régulier de 75 cents par action de la série B convertible préférentielle, de 1,84375 dollar par action de la série C préférentielle, de 0,8925 dollar par action de la série D préférentielle et de 3,375 dollars par action de la série E préférentielle, tous payables le 1^{er} juin 1983 aux actionnaires inscrits le 10 mai 1983.

LE GUIDE DES ACTIONS FRANÇAISES
une publication *investir*

200 sociétés
432 pages de documentation

- Les bilans résumés des cinq exercices 1977 à 1981
- Les résultats des cinq exercices 1977 à 1981
- Les ratios boursiers et financiers à jour au 1^{er} octobre 1982
- 200 graphiques de cours sur cinq ans avec les opérations sur titre
- Une notice d'activité détaillée
- Un jugement sur la situation financière et les perspectives

NOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

Desire recevoir _____ exemplaire(s) au prix unitaire TTC de 90 F + 14 F de frais d'expédition par exemplaire.
Je règle ci-joint la somme de _____ francs par chèque bancaire ☐ virement postal (3 virements) ☐

CCP 34 338.00 - G. La Source, à l'Ordre d'investir.

investir 16, rue de la Banque, 75002 Paris
HEBDOMADAIRE ECONOMIQUE ET FINANCIER

13 et 15 ans

Un selon de coiffure, mercredi 19 janvier, dans la banlieue parisienne, 18 heures.
« Excusez mon retard, lance un monsieur élégant et pressé : je viens de surprendre deux jeunes qui cambriolaient ma voiture dans mon parking. Treize et quinze ans. Je les ai conduits au commissariat. »
« Ne vous ont pas blessés ? interroge le coiffeur. »
« Non, mais l'un d'eux m'a menacé avec son casque de moto. Je lui ai aligné un de ces coups de poing ! »
« Le commissaire, qu'est-ce qu'il a dit ? »
« Il a relevé leur identité. En tout cas, demain, je dépose plainte contre les parents. Excusez-moi encore pour ce retard. Je ne pouvais pas prévoir. »
« Pas prévoir, croyez-vous ? dit un deuxième client. Moi, je pense que ce genre de choses, on ne peut malheureusement que trop les prévoir à notre époque ! »
La tête pleine de shampooing, un troisième client fait remarquer que l'insécurité dans les villes constituait le sujet essentiel du conseil des ministres.
« C'est un peu tard... », concluent les deux premiers, tandis que le coiffeur laisse tomber les bras. « Treize et quinze ans ! » - F. G.

Faits et projets

M. Georges-Bernard Renouard nommé directeur du tourisme
M. Georges-Bernard Renouard a été nommé directeur du tourisme par le conseil des ministres du 19 janvier.
[Né le 8 avril 1928, à Domfing (Vosges), M. Renouard a assumé de nombreuses responsabilités dans le tourisme social. Fondateur de la Fédération nationale Léo-Lagrange, il a été le délégué national de 1956 à 1971. Il préside, de 1971 à 1981, le centre de coopération pour la réalisation d'équipements de loisirs (CECOREL). Il devient, en 1981, conseiller technique de M. André Henry, ministre du temps libre, auprès duquel il s'occupe plus particulièrement du dossier du chèque-vacances. M. Renouard conduira, à Cannes, la liste de gauche aux élections municipales.]

M. Roger Taillibert architecte en chef du palais de Chaillot
M. Roger Taillibert, architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux, a été nommé architecte en chef, conservateur du palais de Chaillot, où il succède à M. Jean

L'ancien élève de l'École nationale des beaux-arts, M. Roger Taillibert, âgé de cinquante-deux ans, est bien connu pour ses réalisations d'architecture sportive, tels le stade du Parc des Princes, le stade olympique et le palais des sports de Montréal, réalisés pour l'Exposition universelle. Nommé architecte en chef du Grand Palais en 1977, il avait été, l'année suivante, chargé d'une mission sur l'aménagement du domaine de La Villette.
[M. Jean-Loup Roubert, âgé de cinquante et un ans, est premier grand prix de Rome d'architecture, en 1961. Pensionnaire à la Villa Médicis de 1963 à 1966, il a été nommé architecte en chef du Théâtre national de l'Opéra en 1978.]

CRÉTEIL - 29-30 JANVIER
7^e EXPOSITION INTERNATIONALE
MINÉRAUX
FOSSILES - PIÈRES NOBLÉS
VENTE - ÉCHANGE
SALLE DES FÊTES DU MONT-MESLY
M^{rs} Roger R. et M^{lle} D. D. - Accueil 117
M^{rs} et M^{lle} D. D. - 7, RUE G. DUMAS, 94000 CRÉTEIL

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26